T. XLIV — N° 2 25 JUILLET-25 AOÛT 1936

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

QUESTIONS RELIGIEUSES

un système fallacieux et une doctrine négatrice de ce qui fait l'homme même.

Mais ce qui est d'une clarté aveuglante au plan des délimitations doctrinales demeure question délicate au plan des attitudes concrètes.

La masse des communistes a des illusions sur le système social du parti et n'adhère pas vraiment à sa doctrine métaphysique. Même parmi les propagandistes des sans-Dieu, il y a un spiritualisme qui s'ignore et se méconnaît, car se dévouer au matérialisme est un hommage inconscient à l'esprit : la matière n'est pas capable de dévouement et de sacrifice. Le communisme français est d'ailleurs imparfaitement cristallisé et peut être capable d'évolutions imprévisibles.

Aussi tous ceux qui ont le souci des âmes et le sens du mystère des voies divines, si souvent déconcertantes pour notre sagesse humaine, ne peuvent pas ne pas désirer voir se produire cette évolution, ne pas vouloir la favoriser et, par-dessus tout, redouter de donner aux âmes l'impression qu'en repoussant la doctrine on s'oppose à l'aspiration de justice et de fraternité.

Seulement, quel que puisse être le désir de répondre à un appel des cœurs, il ne doit pas faire oublier le danger de favoriser l'équivoque des esprits. A une époque où le monde souffre tant de l'anarchie des idées, on ne peut pas compter le sauver dans l'équivoque. La vérité seule est libératrice, et certaine intransigeance doctrinale demeure un geste de charité. Plus la sympathie pour les personnes sera amenée à se manifester, plus les occasions se multiplieront de collaborations partielles, plus il sera nécessaire de proclamer l'incompatibilité des doctrines.

Mais il faut aller plus loin encore et expliquer inlassablement que c'est parce que nous croyons sincèrement à la justice et à la charité que nous nous refusons obstinément à en saper les bases. Salut fraternel ? Oui, mais il n'y a pas de fraternité entre des machines; la loi des atomes dont elles sont faites est une loi d'airain. Seul un monde spirituel peut s'ouvrir à la loi d'amour.

CHRISTIANUS.

L'avenir de la jeunesse catholique dans le troisième Reich

Vers le national-socialisme totalitaire

Les maîtres du Troisième Reich ont parfaitement compris que, pour établir leur pouvoir sur des bases solides et durables, il leur fallait avoir la jeunesse, et l'avoir tout entière. Pour cela, il s'agit d'écarter de l'éducation toute influence qui n'est pas rigoureusement conforme à la mystique de la race et du sang dont Alfred Rosenberg est le précepteur officiel. Le dévouement et l'enthousiasme des jeunes doivent être intégralement absorbés par le national-socialisme.

L'année 1936 devait marquer, dans l'esprit des chefs nazistes, une étape décisive dans la marche vers le national-socialisme totalitaire. Deux événements de ces derniers temps le prouvent : l'incorporation de toute la jeunesse masculine et féminine de 10 à 14 ans dans le *Deutsches Jungvolk*, et l'inauguration par Adolf Hitler des « châteaux de l'Ordre » (*Ordensburgen*) du parti national-socialiste.

« La plus grande œuvre d'éducation du monde vient d'être commencée », s'est écrié à Cologne, le 19 avril 1936, le chef suprême de la *Hitler-Jugend*. Baldur von Schirach n'a pas oublié d'ajouter qu'il ne s'agit que du « commencement », et qu'il a reçu du *Führer* l'ordre de grouper toute la jeunesse masculine et féminine de 10 à 18 ans dans la Jeunesse d'État. A l'occasion de l'anniversaire d'Adolf Hitler, où les nouveaux membres de la Jeunesse

Hitlérienne ont prêté le serment de fidélité inébranlable et d'obéissance aveugle au *Führer* et aux chefs nommés par lui (car le régime brun ne craint pas de faire prêter aux enfants de pareils serments), la direction de la Jeunesse du Reich fit diffuser par tous les postes de T. S. F. l'enregistrement du discours prononcé par Hitler au dernier Congrès de Nuremberg devant la Jeunesse Hitlérienne. En septembre dernier, au milieu de tant d'autres manifestations oratoires, ce discours n'a peut-être pas trouvé toute l'attention qu'il méritait. On n'en a retenu que quelques formules rhétoriques comme celle-ci que « le jeune Allemand doit être agile comme le lévrier, tenace comme le cuir et dur comme l'acier de Krupp ». Un passage cependant nous semble être beaucoup plus intéressant : *Nous avons entrepris d'éduquer ce peuple par une école nouvelle, de lui donner une éducation qui commencera dès la jeunesse et qui ne devra jamais finir. A l'avenir, le jeune homme sera transmis d'une école à l'autre. Cela commencera avec l'enfant et ne se terminera qu'avec le vieux combattant du mouvement. Personne n'a le droit de dire qu'il y a pour lui un seul instant où il puisse être exclusivement abandonné à lui-même.* Voilà, en effet, le secret de la puissance naziste : Il ne faut pas laisser aux Allemands un seul moment où ils échappent aux deux méthodes que le régime manie avec une virtuosité incomparable, la propagande et la terreur.

La mainmise sur la jeunesse est poursuivie de façon systématique, et il faut absolument prendre au sérieux cette « plus grande œuvre d'éducation du monde » qui, d'après les paroles du gros Baldur, vient d'être commencée. Les garçons et les petites filles de 10 à 14 ans ont tous été incorporés dans le *Jungvolk*, sous-organisation de la *Hitler-Jugend.* Pour être précis, ajoutons qu'il y a quelques exceptions, mais un pourcentage de 97 ou 98 o/o n'est pas loin de la totalité. Les lettres pastorales des évêques n'y peuvent rien ; la pression du régime est irrésistible. Dans son discours de Cologne, Baldur von Schirach

s'est vanté d'avoir triomphé des résistances de « certains milieux cléricaux ». Il a célébré « l'unité de la jeunesse allemande », établie « sur une base volontaire », car les nazis nient catégoriquement que leurs organisations aient un caractère obligatoire. Tous ceux qui y adhèrent viennent librement et spontanément, conquis par la force de l'idée. Même les parents qui, sous la menace de perdre leur travail et leur pain, envoient leurs enfants dans la Jeunesse Hitlérienne, le font, au fond, « volontairement ». Par leurs menaces, les nazis ne font que « libérer » ces parents de l'influence dangereuse de « certains milieux cléricaux ». C'est la même logique que nous constatons dans la campagne contre l'école catholique. Un des organisateurs de cette campagne, l'inspecteur d'écoles Bauer, de Munich, aime à citer, sur la souveraineté de la conscience, des théologiens catholiques qui expliquent, avec saint Augustin, qu'il faut suivre sa conscience, même au prix d'une désobéissance aux autorités ecclésiastiques. M. Bauer en conclut ingénieusement que la conscience national-socialiste des catholiques allemands les oblige à désobéir à leurs évêques et à ne pas envoyer leurs enfants à l'école catholique. C'est bien le comble du cynisme que d'appeler la terreur naziste « conscience ». De pareilles choses s'expliquent par le grand dogme du national-socialisme, qui prétend être l'incarnation de l'âme allemande. Le parti national-socialiste reflète la volonté unique et unanime du peuple allemand. Ce que les adversaires de l'hitlérisme appellent la terreur et les persécutions n'a d'autre but que de libérer les pauvres Allemands d'influences antiallemandes, par exemple de celles de « certains milieux cléricaux ». Ainsi le national-socialisme fausse-t-il toutes les notions. La « liberté », « l'égalité des droits », « l'unanimité », la « conscience », « l'honneur », la « paix », tous ces termes et beaucoup d'autres subissent l'empreinte de l'idéologie naziste, ce qui leur donne un sens tout à fait spécial.

Pour les garçons et les petites filles de 10 à 14 ans, l'in-

corporation dans les formations nazistes est presque terminée. En 1937 ou 1938, la « totalité » sera étendue à la jeunesse de 14 à 18 ans, où maintenant les exceptions sont encore assez nombreuses. L'organisation de masses sera appelée Jeunesse d'État, tandis que le nom de Jeunesse Hitlérienne (*Hitler-Jugend*) doit être réservée à une troupe d'élite dont les membres seront choisis parmi le *Jungvolk*.

L'autre événement extrêmement important a été l'inauguration des trois *Ordensburgen* (« châteaux de l'Ordre ») : Crœssinsee en Poméranie, Vogelsang en Rhénanie et Sonthofen en Bavière. Ces châteaux monumentaux, construits spécialement à cette fin au prix d'une centaine de millions de francs français, doivent héberger les futurs chefs du Troisième Reich. Le docteur Ley, chef d'organisation du parti, choisit, dans la Jeunesse Hitlérienne et les troupes d'assaut, les éléments les plus sûrs, les plus fanatiques et les mieux doués pour la fonction de dirigeant. Ceux-ci passeront trois années dans les « châteaux de l'Ordre », une année dans chacun, et y recevront, sous les auspices et la surveillance personnelle d'Alfred Rosenberg, une formation physique, intellectuelle, morale et oratoire qui en fera des incarnations parfaites du national-socialisme intégral. Ils constitueront un « Ordre », ils appartiendront entièrement au parti, ils seront « *conjurés pour la vie et la mort*, l'un à l'autre et tous au *Führer* ». Toutes les fonctions dirigeantes dans l'État et dans le parti seront réservées à cette nouvelle aristocratie. A propos des « châteaux de l'Ordre », on apprend encore que l'accès en est rigoureusement interdit aux ecclésiastiques de toute confession et qu'ils contiennent des chapelles racistes intitulées « lieux de culte de l'Homme Allemand ». Au château de Vogelsang, on voit, rapporte un visiteur, une statue haute de trois mètres qui représente « l'Homme Allemand », et devant laquelle il y a toujours deux gardiens d'honneur. Les murs de la chapelle sont décorés d'illustrations du mythe de Sigfried. Le bouclier de Sig-

fried porte une croix gammée. Il est formellement interdit de photographier les « lieux de culte ».

L'éducation totalitaire des Allemands est donc bien organisée. Tous passeront par l'école d'État (de 6 à 14 ans), par l'année rurale (de 14 à 15 ans), par le service de travail (de 19 à 20 ans), par le service militaire (de 20 à 21 ans), par le *Jungvolk* (de 10 à 14 ans) et la Jeunesse d'État (de 14 à 18 ans), sans parler des troupes d'assaut S.A. et S.S., du Front du Travail, etc. Toutes ces institutions seront imbues de l'idéologie raciste intégrale et surveillées par les services du *praeceptor Germaniae* : Alfred Rosenberg. Le parti choisira à l'âge de 14 ans ceux qu'il voudra incorporer dans la Jeunesse Hitlérienne. A l'âge de 18 ans, ceux dont le service dans la Jeunesse Hitlérienne a été satisfaisant deviendront membre du parti. Dès maintenant, l'entrée dans la Jeunesse Hitlérienne est fermée à tous ceux qui n'ont pas traversé le *Jungvolk*, et les portes du parti à tous ceux qui ne viennent pas de la Jeunesse Hitlérienne. De la Jeunesse Hitlérienne et du parti on extrait les plus fanatiques pour les enrôler dans l'Ordre et les former trois années durant au service du parti. Tous les leviers de commande seront entre les mains des membres de l'Ordre. Toutes les autres positions de quelque importance ou de riche rétribution appartiendront aux membres du parti, anciens membres de la Jeunesse Hitlérienne. Les Allemands qui ne font partie d'aucune de ces deux classes privilégiées devront se contenter de ce qui restera... Ils seront de véritables parias. « La Jeune Sparte », dont les théoriciens nazistes ont rêvé, la voilà réalisée.

La jeunesse et la religion

Dans tout cela, peut-on demander, reste-t-il une petite place pour une Vérité qui dépasse le parti, la nation et la race ? Y a-t-il pour le jeune Allemand la possibilité de se rendre compte qu'il est encore autre chose que membre

du peuple allemand et sujet du Troisième Reich, qu'il est une personne humaine douée d'une âme immortelle sauvée non pas par le sang nordique ou par Adolf Hitler, mais par le sang divin d'un Rédempteur mort sur la Croix?

Wer auf unsere Fahne schwört,
Hat nichts mehr, was ihm selbst gehört.

« Celui qui jure sur notre drapeau n'a plus rien qui appartienne à lui-même. » Ce vers mille fois répété n'est pas pour la Jeunesse Hitlérienne une vague formule sans importance réelle. Tout au contraire, on le prend entièrement au sérieux.

Les chefs nazistes se sont toujours défendus d'être antireligieux et de persécuter le christianisme; ils se réclament du « christianisme positif ». Et même ces derniers temps, Hitler et ses lieutenants aiment à se donner un air pieux. Dans leurs discours, ils parlent du Dieu Tout-Puissant presque autant que les ministres de Sa Majesté britannique. Baldur von Schirach s'est spécialisé dans cette tâche. Jamais une jeunesse n'a été si profondément religieuse, dit-il, que la Jeunesse Hitlérienne. Certes, ses membres n'ont pas le temps d'aller beaucoup à l'église et ils détestent les querelles dogmatiques. Mais ils font mieux, ils prouvent leur foi par l'action. Y a-t-il une meilleure manière de servir Dieu que de servir l'Allemagne et de servir le *Führer* Adolf Hitler, que Dieu nous a envoyé pour rendre à l'Allemagne son honneur, sa grandeur, sa puissance et son éternité? Dieu nous a fait naître comme Allemands, et ne nous demande pas autre chose que d'être de bons Allemands, ce qui se confond de nos jours avec la mission d'être de bons nationaux-socialistes. Aucune jeunesse dans l'histoire n'a eu aussi visiblement la bénédiction de Dieu que la Jeunesse Hitlérienne.

Dans le même passage de son discours de Cologne, qui se réclamait ainsi du bon Dieu, Baldur von Schirach lança une véhémente attaque contre *les prétentions parti-*

cularistes de certains milieux cléricaux sur l'éducation des jeunes en dehors de la grande communauté qui porte le nom du Führer. Aux catholiques aussi bien qu'aux protestants qui refusent d'admettre la totalité naziste, Schirach reproche une scandaleuse ingratitude. S'il y a encore des églises catholiques et protestantes en Allemagne, dit-il, les chrétiens ne le doivent qu'à Adolf Hitler, qui a sauvé l'Allemagne et l'Europe tout entière de la barbarie bolcheviste.

Les nazis protègent généreusement, affirme-t-il, le christianisme et les Églises chrétiennes. Ils ne combattent que le « catholicisme politique », le « confessionnalisme », les velléités du clergé de se mêler de ce qui ne le regarde pas. La veille du jour où Baldur von Schirach commença « la plus grande œuvre d'éducation du monde », le chef suprême de la Jeunesse Hitlérienne se fit fêter à Essen. Le gouverneur (*Oberpräsident*) de la Rhénanie, M. Terboven, y chanta les louanges du grand Baldur et proclama hautement que c'est à l'État, et à l'État seul, qu'il convient de diriger l'éducation de la jeunesse. Il faut donc combattre impitoyablement ceux qui refusent de se plier à ce monopole de l'État naziste. Il faut combattre le « clergé politique » et se souvenir que la fraction non politique du clergé, — le chef de la police secrète d'État lui-même, M. Heydrich, l'a récemment démontré dans le *Völkischer Beobachter*, — est très petite. Il faut surtout anéantir les œuvres de jeunesse catholique qui constituent une menace permanente contre l'éducation totalitaire du Troisième Reich et une ingérence inadmissible de l'Église dans un domaine qui n'appartient qu'à l'État et au parti national-socialiste.

Les nazis s'appuient sur ce qu'ils appellent une distinction nette entre la politique et la religion. « Priez dans vos églises, mais marchez dans nos rangs », telle est la formule inventée par M. Bürckel, gouverneur de la Sarre et du Palatinat. « Que MM. les curés s'occupent de ce qui regarde l'autre monde ; quant aux choses de ce monde, ce

sont MM. les nationaux-socialistes qui s'en chargent. Nous ne nous mêlons pas des affaires qui sont de la compétence des ecclésiastiques. Tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes si ceux-là veulent bien cesser de nous gêner dans nos travaux, qui ne visent que ce monde terrestre et qui ne les regardent pas. » Ces paroles du docteur Gœbbels (prononcées dans la Sarre) montrent quel rôle singulièrement limité les nazis veulent attribuer à la religion.

L'ÉCOLE, LES PARENTS ET LE NATIONAL-SOCIALISME

Si le facteur le plus « dynamique » de l'éducation totalitaire naziste est incarné dans la Jeunesse Hitlérienne, cela ne veut pas dire que les organisateurs nazistes négligent l'école. Les instituteurs sont placés étroitement sous la tutelle de la Jeunesse Hitlérienne. En outre, la Ligue des Instituteurs Nationaux-Socialistes fait tout pour leur inculquer l'esprit authentique du national-socialisme intégral. La lutte contre l'école catholique est menée systématiquement, sans hâte exagérée, mais avec une obstination remarquable. On sait ce qui s'est passé à Munich et à Nuremberg, où presque toutes les écoles catholiques et protestantes ont été transformées en écoles dites communes (*Deutsche Gemeinschaftsschulen*). En Rhénanie, le succès de la campagne a été jusqu'ici moins accentué, tandis que dans le pays de Wurtemberg, grâce à une tactique habile et presque diabolique, l'école confessionnelle n'existe pour ainsi dire plus. D'autre part, il ne faut pas oublier que les écoles catholiques en Allemagne ne sont pas des écoles libres, mais des écoles d'État, obligées d'enseigner la *Weltanschauung* naziste d'après les directives de Rosenberg. L'esprit de ces écoles a été tellement faussé et corrompu que les catholiques en arriveront peut-être un jour à se demander si les écoles dites catholiques, où le national-socialisme intégral est enseigné par des insti-

tuteurs et institutrices rosenbergiens, valent encore la peine d'être protégées et maintenues. Nous n'en sommes pas encore là. Beaucoup d'instituteurs et d'institutrices catholiques tiennent bon, malgré la pression exercée sur eux. Mais, à l'avenir, seul les anciens membres de la Jeunesse Hitlérienne, dont les convictions sont absolument « sûres », pourront devenir instituteurs, même dans les écoles catholiques.

Une revue hitlérienne a démontré que, dans les cas où il y a des conflits entre les parents et la Jeunesse Hitlérienne, c'est aux parents de céder. Pour le régime, la Jeunesse Hitlérienne est un facteur plus important d'éducation que le père et la mère. C'est un fait bien connu qu'on se sert parfois des enfants pour faire surveiller et espionner des parents suspects d'avoir des idées hétérodoxes. Le père et la mère ont appris à se taire, et les petits garçons et petites filles ont appris à ne pas révéler à leurs parents des choses qui « ne les regardent pas », parce qu'elles appartiennent au « service » dans quelque formation hitlérienne.

Les associations de jeunesse catholique persécutées

Avant l'avènement du national-socialisme, les jeunes catholiques s'était créé un « royaume » à eux, ce que Mgr Wolker aimait à appeler *das Jugendreich der Keinder Gottes* (« le royaume de la jeunesse des enfants de Dieu »). Les associations de jeunesses catholiques avaient de plus en plus étendu leur champ d'activité. A côté de la formation religieuse, morale et intellectuelle, il y avait l'éducation physique, le jeu et les sports, les excursions et le camping, le chant, les danses populaires, le service de travail, des services professionnels, des caisses d'épargne. Il est vrai aussi que l'éducation civique s'avançait parfois assez loin sur le terrain politique. Tout cela ne venait pas

de l'ambition de l'Église d'accaparer et de soumettre à sa domination des domaines qui ne lui appartiennent pas, mais simplement de l'expérience faite que le jeune homme et la jeune fille ne sont généralement pas capables, à l'âge de 14 à 20 ans, de partager leur enthousiasme entre plusieurs causes et plusieurs œuvres. Il faut plutôt mettre à leur disposition une organisation où ils trouvent tout ce qu'il leur faut, un esprit profondément religieux avec des activités adaptées à la mentalité et aux besoins particuliers des jeunes, un esprit d'action et de conquête au service du Christ-Roi, une aide morale et parfois matérielle pour leur travail professionnel et leurs études, une solide éducation physique et la possibilité d'exercer les sports sans pour autant en devenir les maniaques et oublier les choses plus importantes, une éducation civique qui les prépare à l'exercice raisonnable de leurs futurs devoirs de citoyens etc., etc. Sans doute, cela comportait certains dangers d'une séparation des jeunes catholiques d'avec le reste de la nation. Mais les dirigeants catholiques faisaient tout pour entretenir parmi les membres un esprit de large compréhension envers les non-catholiques et pour établir des rencontres avec les œuvres « neutres », protestantes, socialistes, etc., partout où cela était possible. Faut-il rappeler que le Comité National des Associations de Jeunesse Allemande (*Reichsausschuss deutscher Jugendverbände*) qui groupait presque toutes les associations de jeunesse de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, avait été fondé au lendemain de la guerre, avec la collaboration d'un pasteur et d'un chef socialiste, par Mgr Carl Mosterts, le grand apôtre de la jeunesse catholique? On a pu voir d'innombrables manifestations publiques, fêtes, campagnes pratiques, etc., où les jeunes catholiques marchaient fraternellement à côté de leurs frères et sœurs non-catholiques. Cette collaboration était pleine des plus belles promesses pour l'avenir...

Les nazis voyaient très bien qu'on pouvait obtenir de cette jeunesse catholique une loyauté parfaite envers

l'autorité politique et même une collaboration pratique pour des buts patriotiques ; mais que la force motrice y resterait toujours le dévouement au Christ, et non pas une doctrine de la race et du sang. La réalisation de l'éducation totalitaire naziste s'y heurterait à une formidable résistance. D'autre part, ces associations de la jeunesse catholique, avec leur 1.500.000 membres, constituaient une puissance numérique et surtout morale qu'il était impossible de supprimer purement et simplement. Pour se débarrasser de cet obstacle, la ruse et le temps étaient nécessaires.

On signa d'abord un Concordat, très favorable à l'Église, et qui avait pour le Troisième Reich le grand avantage d'apaiser les catholiques allemands, de désarmer des résistances encore assez fortes contre le régime, et de rehausser l'autorité du régime à l'étranger. Le Saint-Siège était d'autant plus rassuré que le négociateur du côté allemand n'était pas quelque farouche chemise brune, mais un aristocrate catholique dont le dévouement à l'Église semblait être aussi grand que le patriotisme. Dans les négociations, la question de la jeunesse catholique jouait un rôle des plus importants. L'existence et l'indépendance des associations de jeunesse catholique fut solennellement garantie. Mgr Wolker, aumônier général de l'Association Catholique de la Jeunesse d'Allemagne (*Katholischer Jungmännerverband Deutschlands*), se mit en rapport avec Baldur von Schirach, qui venait d'être nommé « Chef de la Jeunesse du Reich ». Une réunion des dirigeants de toutes les associations de jeunesse (Jeunesse Hitlérienne, œuvres catholiques et protestantes, associations sportives, professionnelles, etc.) fut convoquée, et on y décida, sous la présidence de Baldur von Schirach, que toutes les associations devraient fraternellement collaborer dans une entière égalité des droits, mais que la Jeunesse Hitlérienne avait droit à la primauté d'honneur. Que ceux qui désirent savoir comment le régime hitlérien respecte les traités librement conclus

regardent ce qui est arrivé au Concordat de 1933. Que ceux qui s'intéressent au sens de la fameuse « égalité des droits » dont Hitler aime tant à chanter les louanges regardent l'égalité des droits dont jouient la jeunesse catholique dans le Troisième Reich. Ils ne pourront garder beaucoup d'illusions.

Nous n'avons pas à énumérer ici la longue liste des souffrances qui, depuis 1933, ont été le sort des jeunes catholiques d'Outre-Rhin. On commença par leur interdire les uniformes, les drapeaux, les insignes, les marches dans la rue, le camping, les jeux en plein air, les réunions publiques, tout ce qui attire les jeunes, surtout dans l'Allemagne d'aujourd'hui. On incarcéra des dirigeants, prêtres et laïcs ; des groupes locaux et des fédérations régionales furent dissous, on confisqua des maisons, on supprima des revues. On a pas fait tout cela d'un seul coup. De temps en temps, on lisait dans la presse que de nouvelles négociations avaient été commencées entre Berlin et le Saint-Siège ou entre le gouvernement du Reich et les évêques, que les nazis avait fait quelques petites concessions et retiré telle ou telle mesure. Les jeunes catholiques acceptèrent toutes les mesures dont ils furent frappés, en se disant qu'elles étaient contre le Concordat et que les pourparlers entre les représentants de l'État et ceux de l'Église allaient rétablir le droit. Mais depuis trois années les nazis ont réussi à faire traîner les négociations. Ils savent que le temps travaille pour eux. Ils espèrent qu'un jour les négociations auront perdu tout sens, parce qu'il n'y aura plus d'Allemands pour s'y intéresser.

Les jeunes catholiques ont montré une magnifique fidélité à leurs associations. Ils ont accepté les plus lourds sacrifices. Là où ils pouvaient encore faire quelque chose, ils ont centuplé leurs efforts. Les processions et pèlerinages, les cercles d'études religieux, les retraites et récollections n'ont jamais vu tant de participants et tant de ferveur. Mais les interventions nazistes dans ces activités purement religieuses ne sont pas rares. Des processions

et des pèlerinages ont été interdits, des récollections dispersées par la police, et les retraites font l'objet d'une surveillance particulière de la part de la police secrète d'État. Ces choses ne font plus beaucoup d'impression. On y est accoutumé.

Un magnifique exemple de la vitalité de la jeunesse catholique était le grand hebdomadaire *Die Junge Front*. On l'a cinq ou six fois interdit pour des périodes plus ou moins longues, on en a prohibé la vente aux kiosques, la vente à la criée aux portes des églises ainsi que toute propagande, on a contraint le journal à changer de nom et à remplacer *Le Front Jeune*, titre trop combattif, par un titre purement religieux, *Michael*. Rien n'a abattu le grand hebdomadaire qui tirait, jusqu'en janvier 1936, à presque 300.000 exemplaires et dépassait de loin les tirages des organes de la Jeunesse Hitlérienne. *Michael*, un journal catholique, était l'hebdomadaire le plus répandu et le mieux fait de la jeunesse allemande. Il fallut évidemment que ce scandale cessât. *Michael* est mort. Le numéro du 26 janvier fut le dernier. Deux semaines plus tard, toutes les autres revues de la jeunesse catholique furent interdites. On dit que, sur les instances du Cardinal Schulte, quelques-unes seront de nouveau admises (à l'exception, bien entendu, de *Michael*). Mais, jusqu'ici, aucune n'a pu reparaître.

LE PRÉTENDU « FRONT UNIQUE CATHOLICO-COMMUNISTE »

Depuis longtemps, les nazis reprochaient à la jeunesse catholique de faire partie du « catholicisme politique » et d'entretenir des relations clandestines avec les organisations bolchevistes illégales. Nos lecteurs se rappellent le fameux jugement de la cour de cassation prussienne (*Preussisches Kammergericht*) du 12 juillet 1935, qui légalisa les mesures mettant les communistes et la jeunesse

catholique dans la même catégorie, sous le prétexte que la jeunesse catholique entretient des « divisions confessionnelles » au profit du communisme.

Au début de février 1936, un nouveau coup de théâtre devait compromettre la jeunesse catholique aux yeux de l'opinion publique et paralyser la plus importante association de jeunesse catholique jusqu'au moment où « la plus grande œuvre d'éducation du monde » aurait été définitivement mise en marche. Presque tous les dirigeants, prêtres et laïcs, furent incarcérés pour avoir préparé ensemble une action de haute trahison avec les communistes. Parmi les incarcérés, il y avait Mgr Wolker, l'aumônier général, Albert Steiner, président général, Franz Steber, ancien directeur de *Die Junge Front*, la jeune femme de Franz Steber, et une bonne centaine d'autres dirigeants. Le secrétariat général (*Jugendhaus*) de Dusseldorf et d'autres maisons de l'association furent fermés. Ce ne fut que quinze jours plus tard qu'on daigna envoyer un communiqué à la presse. Le voici (traduit du *Völkischer Beobachter*) :

L'intervention de l'État empêche le front unique entre le catholicisme politique et le communisme

D.N.B., Berlin, 20 février.

En Rhénanie et en Westphalie, la police secrète d'État a entrepris une action policière de grande envergure qui a pour but de découvrir la collaboration entre une association de jeunesse catholique et l'organisation illégale des communistes allemands et de mettre un terme à l'entreprise de haute trahison organisée en commun par ces deux groupements. Au cours de cette action policière ont été arrêtés jusqu'ici 7 chefs communistes, 10 prêtres et 45 chefs laïcs du *Katholischer Jungmännerverband*.

Il va sans dire que c'était une accusation ridicule, inventée de toutes pièces, digne de la police secrète d'État et du ministre de la Propagande. La presse brune

déclencha immédiatement une campagne aussi haineuse que mensongère contre les « traîtres » catholiques. Mais bientôt on ne parla plus de l'affaire, que des observateurs antihitlériens ont appelée « une seconde affaire de l'incendie du Reichstag ». Il semble que les nazis aient renoncé à mettre en scène un grand procès spectaculaire. Peut-être ont-ils pensé que, malgré l'habileté du docteur Goebbels, le succès d'une pareille « blague » était un peu douteux. Une partie des incarcérés fut relâchée en avril, Mgr Wolker en mai. Mais la presse n'en publia rien. Seules les *Semaines Religieuses* insèrent cinq petites lignes, par exemple le *Katholisches Kirchenblatt* de Berlin dans son numéro du 31 mai 1936 :

> La *Katholische Kirchenzeitung* de Dusseldorf communique dans son numéro du 24 mai que l'aumônier général du *Katholischer Jungmännerverband*, Mgr Ludwig Wolker, qui avait été arrêté, comme nous l'avions communiqué, il y a quatre mois, a été relâché il y a deux semaines.

La presse profane, cependant, se vit interdire de signaler à ses lecteurs la libération de Mgr Wolker. Voici, par exemple, une consigne confidentielle de l'Office régional pour Cologne et Aix-la-Chapelle du ministère de la Propagande :

> Un quotidien vient de publier l'information que le chef des associations de jeunesse catholique qui avait été arrêté il y a un certain temps, Wolker, de Dusseldorf, a été libéré de la détention. Il est interdit aux journaux de reproduire cette nouvelle ou d'autres informations qui ont rapport à la même affaire.

Plus de trois semaines après la libération de Mgr Wolker, le *Wölkischer Beobachter* insère modestement en quatorzième page (l'article qui annonçait l'arrestation avait paru en première page et avec une *headline* colossale) la note suivante qu'il dit, curieusement, avoir reçu de Wurtzbourg :

Libéré de la détention

Wurtzbourg, 8 juin.

Le prélat Wolker, qui avait été arrêté, il y a un certain temps, avec d'autres dirigeants des associations de jeunesses confessionnelles catholiques sous l'accusation de collaboration avec l'organisation communiste illégale d'Allemagne, n'a été libéré de la détention que parce que, après l'éclaircissement des faits, le danger d'une fuite ou d'une suppression des traces n'existe plus. L'instruction contre Wolker continue. D'autres libérations n'ont pas eu lieu.

Il ne faut pas attribuer trop d'importance à cette note. Si le « front unique catholico-communiste » avait été un fait, on n'aurait certainement pas mis l'aumônier général en liberté. Cette façon d'expliquer les choses veut simplement dire que les nazis se réservent de recommencer le jeu, si cela leur plaît, peut-être après les Jeux Olympiques. Mais nous ne croyons pas qu'ils le feront.

Le principal collaborateur ecclésiastique de Mgr Wolker, l'abbé Jacob Clemens, secrétaire général du *Jungmännerverband* et aumônier diocésain de sa plus grande fédération (celle de Cologne), se trouve toujours en prison. Il a été incarcéré au début de novembre pour avoir rédigé un mémorandum sur la persécution des jeunes catholiques, destiné aux évêques et au Saint-Siège. Vouloir informer le Saint-Siège de la situation de la jeunesse catholique, c'est « trahir des secrets d'État en faveur d'une puissance étrangère ».

Les lettres pastorales et la manifestation de la fête de la Trinité

Retour de la geôle, Mgr Wolker retrouve une situation toute différente de celle qu'il avait dû abandonner en février. *L'année du Jungvolk* a eu un plein succès, et Baldur von Schirach a pu proclamer que « la plus grande

œuvre d'éducation du monde » a été commencée. Humainement parlant, l'avenir de la jeunesse catholique est désespéré. La plupart de ses membres actuels lui resteront sans doute fidèles, mais les nouvelles adhésions des classes plus jeunes manqueront. Les efforts coordonnés de l'école et du *Jungvolk* détruiront la disposition des jeunes à rejoindre une association catholique dont les membres sont des parias méprisés et persécutés. Les instituteurs catholiques sont contraints de mettre en garde leurs élèves *contre* la jeunesse catholique, et les prêtres sont forcés de se taire. Certes, il y aura toujours des jeunes qui oseront défier les persécuteurs, il y aura toujours des pères et des mères qui ne sont pas prêts à se taire et à se plier devant les nazis. Mais ils seront forcément peu nombreux. Dans ces circonstances, la jeunesse catholique sera certainement plus vigoureuse et probablement plus nombreuse que les chefs hitlériens ne le croient. Mais c'est un fait qu'à partir de 1936 les masses de la jeunesse, même de la jeunesse baptisée dans les églises catholiques, sera pratiquement soustraite à l'influence de l'Action catholique organisée. La jeunesse catholique sera une formation d'élite, trop faible et trop muselée pour constituer encore un barrage contre la domination totalitaire de la religion de la race et du sang.

Les évêques ont tout fait pour sauver ce qui peut encore être sauvé. Beaucoup de catholiques avaient espéré qu'ils diraient nettement : « Il est interdit aux catholiques de laisser leurs enfants adhérer à la Jeunesse Hitlérienne et à ses sous-organisations. » La *Hitler-Jugend* comporte sans doute beaucoup plus de dangers religieux et moraux que toutes les organisations qui auparavant ont été prohibées par l'Église. Mais les évêques ne veulent pas exiger l'impossible et ils ne veulent pas prononcer un jugement qui serait interprété de l'autre côté comme une déclaration de guerre à l'État et qui aurait sans doute les plus graves conséquences. Dans la lettre pastorale commune des évêques allemands, lue dans

toutes les chaires le 1er septembre 1935, l'avertissement contre la Jeunesse Hitlérienne était formulé dans les termes suivants :

Parents catholiques, c'est pour vous un devoir sacré de n'envoyer vos enfants que dans les associations de jeunesse où la conviction religieuse est respectée, où la pureté morale n'est pas menacée, où la possibilité de l'accomplissement des devoirs du dimanche est offerte en principe et en fait, où l'honneur catholique n'est pas blessé par les calomnies contre des personnes ecclésiastiques ou par des falsifications de l'histoire de l'Église et où enfin la liberté de conscience est assurée.

A l'occasion de l'incorporation de *toute* la jeunesse masculine et féminine de 10 à 14 ans dans le *Jungvolk*, les évêques ont cru devoir mettre en garde les parents. Voici, par exemple, le passage essentiel de la déclaration du Cardinal Schulte, archevêque de Cologne :

Beaucoup de parents se trouvent placés devant la question de savoir s'ils doivent consentir volontairement à envoyer leurs enfants dans le *Jungvolk*. Or les évêques ont constaté à maintes reprises que plusieurs écrits publiés par des organes de la direction de la jeunesse du Reich, étant à même de ridiculiser les doctrines et les institutions de l'Église catholique, appartiennent à ces écrits dont l'Église interdit la lecture. Il s'ensuit que des parents catholiques qui soumettent volontairement leurs enfants à la direction de personnes dont les paroles et les actes sont hostiles au christianisme catholique, ainsi qu'il ressort de la littérature que nous venons de dénoncer, auront à porter devant Dieu la responsabilité de voir leurs enfants enlevés de ce fait à la foi catholique et à la vie chrétienne. Des parents consciencieux ne donneront donc la permission nécessaire à l'inscription dans le *Jungvolk* que s'ils sont sûrs et tant qu'ils sont sûrs que les chefs auxquels ils confient leurs enfants ne les influencent pas dans un sens dangereux pour la foi et la fidélité au Christ que nous venons de désigner.

Pourquoi ces exhortations ont-elles eu si peu de succès? Simplement parce que le caractère « volontaire » de l'inscription au *Jungvolk* n'existe pas.

Les évêques allemands viennent de publier deux nouvelles lettres pastorales communes, dont l'une s'occupe

de la question scolaire, l'autre de la jeunesse catholique. Cette dernière lettre s'adresse à la jeunesse elle-même, aux membres de la jeunesse catholique aussi bien qu'aux membres catholiques de la Jeunesse Hitlérienne. Les évêques disent nettement :

> Si, dans ces mouvements et ces ligues auxquels vous êtes peut-être forcés de vous incorporer, et *dont l'évolution nous remplit d'une inquiétude croissante*, on ne parle plus de la religion, du Christ et de l'Église dans un sens correct, il y aura pour vous un devoir d'autant plus impératif de puiser aux sources du Sauveur. Alors, la fidélité catholique exigera de vous, d'une façon d'autant plus urgente, de vous armer contre la tiédeur et l'indifférence religieuses. Ce sera surtout le cas quand tous les liens de la décence et des bonnes mœurs se dissolvent, quand, par la parole et l'image, le pape et les évêques, les prêtres et les religieux et vos propres jeunes frères dans le Christ deviennent l'objet de railleries éhontées. *Si, dans une association à laquelle vous appartenez, votre foi catholique est mise en péril, vous êtes tenus d'en sortir.*

Le dimanche de la Sainte Trinité, une émouvante cérémonie a eu lieu dans toutes les églises paroissiales du Reich. La jeunesse catholique tout entière s'y réunissait, suivant l'invitation des évêques, pour prononcer, solennellement et en face de la paroisse, sa foi en Dieu le Père, le Fils Sauveur et le Saint-Esprit. Ce *Gott-Bekenntnis Katholischer Jugend* devait exprimer la foi, l'espérance et la charité qui, plus que jamais, animent la jeunesse de l'Église persécutée.

Dans leur lettre pastorale, les évêques rappellent à la jeunesse la parole du Seigneur : « Vous avez des tribulations dans ce monde ; mais ayez confiance : j'ai vaincu le monde. » La jeunesse catholique allemande marche *contra spem in spem* : elle sait que le Saint-Esprit ne cède pas sa place au Mythe du XXe siècle.

KURT TÜRMER.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Un nouveau livre sur Pascal (1)

M. Jacques Chevalier est l'un des deux ou trois philosophes de France qui peuvent aujourdhui nous parler de Pascal avec l'âme et l'intelligence qu'il faut.

Le petit livre qu'il vient de nous donner ne répète pas sur le même sujet son grand livre maintenant classique, mais il le concentre et le simplifie. La documentation technique indispensable n'en est absente qu'en apparence. Elle reste reconnaissable dans le sous-sol. Elle charge néanmoins le texte de quelque chose comme un reflet de son poids. Et c'est certainement une réussite qu'un tel livre paraisse d'une lecture facile.

Les diverses images de Pascal auxquelles les analyses classiques nous ont habitués : le savant, le métaphysicien, l'apologiste chrétien, se présentent ainsi à nous avec une érudition et dans un détail dont on ne fait que deviner l'amplitude. Mais chacun de ces points de vue partiels sur Pascal se colore et s'enrichit de tout ce que lui apportent les points de vue voisins : nous ne cessons d'avoir affaire au Pascal total, au centre de pensée et de charité dont tous ces rayons proviennent.

Que soient requis pour cette tâche des dons et une compétence fort divers : histoire, métaphysique, mathématique, théologie, psychologie des doctrines spirituelles, que cette diversité se trouve rassemblée ici où, plus que par-

(1) Jacques Chevalier : *Pascal*. (Collection « Les Grands Cœurs »).

tout ailleurs, elle était nécessaire, nul de ceux qui connaissent les travaux de M. J. Chevalier ne s'en étonnera Il y joint cette acuité d'intuition, ce don de dépassement et de totalité nécessaire à se hausser de chacun des moments à l'ensemble.

Car on ne comprend toute âme, et surtout les plus riches, qu'en se plaçant autant que faire se peut au centre de leur vivante unité, dans cette synthèse active qu'est leur conscience, qu'il nous faut refléter et en quelque sorte imiter. Toute intelligence est une sympathie; et doit se laisser envahir avant que de se reprendre. Encore doit-elle être digne d'être envahie.

Savant de génie, créateur mathématique, Pascal le fut dès l'enfance (car sur l'invention d'Euclide, il semble bien qu'il faille s'en tenir non à la version minimisante de Tallemant des Réaux mais au récit de sa sœur, Mme Périer, qui n'avait aucune raison d'estimer moins que lui la vérité et toute chance de la connaître mieux). Le livre de M. J. Chevalier nous le montre une fois de plus avec les traits qu'il faut toujours retenir : le don de voir à plein le réel spatial et géométrique, plutôt que ses substituts algébriques et le monde abstrait de leurs symboles. Cette puissance d'étreindre le fait et d'en extraire directement l'intelligible fait à la fois le géomètre et le physicien de génie. C'est hors de lui qu'il voit l'infini, dans une existence spatiale indépendante, encore qu'omni-englobante, et non pas présenté au bout d'une intuition numérique. C'est ainsi qu'il le constate, qu'il l'explore, le manipule et le subit, qu'il en sent tout le poids sur son âme. C'est pour cela qu'il lui sera donné d'exprimer avec une force et une nudité suprêmes ces deux abîmes de petitesse et d'immensité qui vont se rejoindre en Dieu.

Pour le métaphysicien critique de la connaissance que fut aussi Pascal, cette idée de l'infini est encore le centre de ses spéculations, mais hors de l'espace, cette fois, hors de toute spécification et restriction de l'être, et telle enfin qu'elle ne s'applique plus qu'à la seule réalité qui la com-

porte, c'est-à-dire Dieu. Bien mieux que Spinoza, Pascal est ivre de Dieu. Non plus d'une ivresse anthropomorphique, incapable de s'arracher aux lois du développement discursif et ne réussissant qu'à y ennoyer Dieu. Chez Pascal, Dieu reste ce qu'Il est, terriblement transcendant, radicalement infini et non pas seulement incommensurable. Et non pas seulement encore à l'extrême limite d'une hiérarchie de grandeurs que l'adjonction de telle quantité qu'on voudra de termes inférieurs n'augmente en rien.

Séparé de Lui par un abîme de pensée et d'être, refoulé de Lui par une culpabilité mystérieuse et sourdement palpable, voici que l'homme se trouve soudainement rejoint à travers toute l'épaisseur de cet Infini par la plus imprévisible et la plus gratuite des miséricordes, par un acte de souverain amour.

Dieu-Trinitaire, se suffit, Unique ; mais tel est Jésus, telle est sa médiation que dès que Dieu crée il y ait médiateur, et qu'entre Lui et nous il ne puisse y avoir amour et miséricorde que par ce médiateur. Et voici que s'engage le plus étonnant dialogue des lettres françaises, le plus chargé d'éternité et d'humanité à la fois : « Je pensais à toi dans mon agonie... — Seigneur, je vous donne tout. »

Dans cet effort d'apostolat d'où sont nées les *Pensées*, loin de m'en plaindre, je suis remué par cette magnifique et trop humaine véhémence qui n'abandonna Pascal qu'au bord de la mort. Elle l'humanise, elle le rapproche, elle lui laisse un émouvant filigrane de traits humains, elle le fait à la fois près des saints et près de nous. Cette impatience de l'imparfait, c'est la grande tentation de la force humaine.

Si un principe d'unité traverse, comme sûrement il le fait, ce morcellement de points de vue sur cette personnalité impérieuse, c'est sans doute le contraste de l'infini et de ses tragiques irréalisations ici-bas.

Il est incroyable combien certaines violences dans l'expression de l'apostolat pascalien ont égaré de critiques.

Je néglige ceux du XVIII[e] siècle qui ne montrèrent, — sauf Bayle, — que la plus opaque incompétence. Je passe sur les confusions d'idées d'un Chestov, d'où monte un inconscient et douloureux comique. Mais d'autres griefs revêtent une apparence plus lourde.

L'argument du pari, objet de bibliographies et de notes précieuses dans le grand ouvrage de M. Chevalier, a été suffisamment pesé, secoué, criblé, du point de vue métaphysique. Il n'est nul besoin de rappeler les études de Lachelier, de l'abbé Valensin et de M. Chevalier lui-même.

Mais psychologiquement non plus il n'a pas été épargné. Au total, il manquerait de gravité ; il serait moins un motif de décision spirituelle qu'une récréation mathématique ou même un accessoire de jeu de course. Il serait indigne de nos âmes. — Hélas ! il n'est qu'une manière de les prendre, un peu rèche, un peu cassante, mais les circonstances la rendent efficace plus souvent que ne croient ses critiques. Qui ignore que beaucoup sont provisoirement fermés aux motivations proprement religieuses, au point que la seule mention de Dieu, de dévotion, de prière, de soumission humble et préalable, détermine d'avance en elles une rétraction et un recul ? Est-ce donc si rare? Et ne connaissons-nous pas nous-mêmes ces sortes de séquelles de nos déceptions et de nos souffrances? Il arrive parfois que nous voyions réussir sur ces cœurs fermés une sorte de brutalité tranquille, la froideur d'un pari de mathématicien, l'air de laisser parler la vérité toute sèche, la seule vérité des proportions et des nombres, et cet avertissement qu'il nous faut bien prendre les choses comme elles sont et que nos désirs n'y changent rien.

Ce calcul qu'est le pari s'accorde à ces antichambres froides. Mais ne nous méprenons pas, cependant, sur cette éloquence du chiffre et sa miséricordieuse inflexibilité.

Une autre sorte de grief s'évapore et se dissipe encore : l'accusation souventes fois brandie — (et tout récemment,

à propos de ce livre même) — d'opposer le salut à la connaissance et de négliger celle-ci pour celui-là : « C'était l'heure de donner à la France le calcul de l'infini. Votre génie mathématique vous conduisit au seuil. Que n'êtes-vous entré dans le sanctuaire? Quel commandement de Dieu vous le défendait? »

Certes, notre temps méconnaît de moins en moins ce caractère d'invention, de personnalité et d'art qu'enferme en soi le jeu mathématique, mais il n'en faudrait pas exagérer l'imprévisibilité. A ce calcul intégral, toute la mathématique aspirait. Seules restaient infixées les mille circonstances de sa naissance, et sa date parmi elles. Les êtres mathématiques, étranges créatures, voltigent dans l'invisible, dans l'éther de l'inexploré, mais leur anatomie de corps glorieux, quoique encore non disséquée, ne dépend qu'assez peu des mains qui la feront descendre sur la terre.

Au contraire, tout travail d'artiste, et plus que tous l'achèvement spirituel d'une âme, est particulier, imprévisible, inrépétable. Les formules ne l'appellent point. La maturité des temps n'y conduit point. Il est gratuit, comme tout chef-d'œuvre. Et, de plus, il connaît cette impérieuse simplification du cœur, ce mépris de tout le reste, cette hâte sacrée de tous les grands amours. Il sait que le temps lui est une richesse *prêtée*. L'échéance approche et la date du remboursement. L'âme qui reçoit l'une après l'autre toutes les sommations de la maladie, qui donc blâmera cette âme de s'être hâtée vers l'unique nécessaire? Désormais, dit M. Chevalier en son dernier chapitre, Pascal ne vit plus que dans la vue de Dieu.

J. Malègue.

Sur l'Expérience de la Mort

Un petit livre s'avance sans bruit ; nous lisons sur la couverture : P.-L. Landsberg, *Essai sur l'Expérience de la mort*. Et il se trouve que la noblesse, la sérénité, la merveilleuse clarté dans le discours philosophique, tout nous attire et nous retient en ces pages. Qui est donc cet auteur, cet homme, et déjà notre ami?

Le feuillet joint au volume nous apprend beaucoup sur Paul-Louis Landsberg, lequel, me dit-on, vient à Paris volontiers. C'est un Rhénan, né à Bonn le 3 décembre 1901, fils d'un jurisconsulte notoire. Un Rhénan? Et doué, en effet, de cette double culture où se rejoignent l'Allemagne et la France par l'esprit réconciliées.

M. Landsberg a la tête philosophique : il étudie à Fribourg, Cologne, Berlin : Husserl est son professeur, Max Scheler son maître. On nous dit aussi qu'il fréquenta chez Sombart et chez Harnack. C'est un docteur, fortement muni par l'Université. Mais, je le répète avec un plaisir extrême, c'est surtout un homme, et un homme qui veut rester libre, qui vit en Espagne ou en France.

Landsberg écrit à *Esprit*, à la *Revue philosophique* de M. Lévy-Brühl. Ses ouvrages (dont je m'excuse de ne connaître que le nom, mais qu'il faudra lire) s'appellent *Die Welt des Mittelalters und wir*, « Le Monde du Moyen Age et nous », 1922; *Pascals Berüfung*, « La vocation de Pascal », 1929; *Einleitung in die philosophische Anthropologie*, une « Introduction à l'Anthropologie philosophique », 1934, qui serait son maître livre.

Par bonheur, nous le connaissons assez pour l'entrevoir et l'aimer dès ce petit essai qui vient de paraître aux *Questions disputées* (1). Un fonds de phénoménologie demeure chez ce disciple de Husserl ou de Scheler. Mais un large courant de culture, de sympathie et d'expérience humaines emporte tout. Le problème de la mort n'est-il pas le problème central de la vie? L'expérience que

(1) 1 vol. in-16, 102 pp., Desclée de Brouwer, 1936. 9 fr. C'est directement, et très remarquablement, que l'auteur a écrit son livre en français.

nous en avons, c'est l'expérience de la mort d'un autre, préfigure de notre mort propre, et préfigure d'autant plus forte, ressemblante, que cet autre fut davantage aimé. Ainsi, l'exemple-type, le thème conducteur de l'ouvrage, sera cet admirable passage de saint Augustin, au IVe livre des *Confessions* (1), où le grand Africain nous livre sa propre expérience de la mort, cette rencontre face à face avec elle, lorsque disparut prématurément un ami très cher, un ami d'enfance à Thagaste; bouleversement tel qu'il remet tout en question pour Augustin et son « existence » même : *Factus eram ipse mihi magna quaestio!* Naissance de la philosophie existentielle, dit très bien l'auteur.

A ce point essentiel, l'âme hésite entre espoir et désespoir. Quel versant l'emportera? La pente naturelle, pour un jeune Germain, adepte du tragique Heidegger, ce serait évidemment la désespérance. Mais Landsberg, entre la lumière et l'ombre, n'oscille pas longtemps. Une admirable philosophie de la *mort-espoir*, de la mort chrétienne, c'est-à-dire de la Vie (*vita mutatur, non tollitur*, comme parle notre préface des Morts), se dégage peu à peu, d'une lumière toujours plus douce et ferme tout ensemble.

Cette centaine de pages témoigne d'un équilibre parfait; l'auteur est un artiste autant qu'un penseur, et c'est bien en œuvre d'art que son livre est composé : l'ascension spirituelle est admirable, du point de départ philosophique jusqu'aux sublimes hauteurs de la mort chrétienne, à travers les formes diverses de l'expérience de la mort. Écoutons le grave chant de triomphe du voyageur parvenu au sommet :

« ... L'homme ne désespère jamais tout à fait pendant qu'il est en vie, mais : la *certitude* d'une victoire possible ne se trouve que dans la vie chrétienne.

« ... En vérité, l'homme ne peut pas aimer la mort pour la mort... le vrai amour de la mort ne peut être qu'une forme de l'amour de Dieu.

« ... L'homme, en tant que personne, se sent [alors] devenir par la grâce ce qu'il est en Dieu. Il se sent *être* et comprend qu'il n'était auparavant que néant, qu'il n'était rien, sinon une espérance encore inaccomplie.

« *O monstrum vitae et mortis profunditas!...* »

André George.

(1) Chapitre IV.

QUELQUES LIVRES

Destin de l'homme dans le monde actuel, par Nicolas Berdiaeff (Stock).

Il est traité ici du destin de l'homme dans l'histoire et des nouveaux facteurs de l'histoire mondiale, car, pour Berdiaeff, une époque historique touche à sa fin. « Pour comprendre notre temps », dit le sous-titre. Ces analyses du plus important des philosophes russes actuels, — on n'a pas oublié son *Nouveau Moyen-Age* publié par le *Roseau d'Or*, — éclairent en effet les grandes questions de notre époque. Elles viennent dire que « la vraie renaissance spirituelle dans le monde ne commencera que lorsque les questions élémentaires de l'existence humaine seront résolues... » Qu'un jour nouveau se lève pour le christianisme; que « seul un socialisme personnaliste, combinant la communauté et la personne, peut lui correspondre »; mais qu' « après une profonde déchristianisation de l'univers, qui a épuisé ses propres ressources, on verra le christianisme rejaillir dans toute sa pureté ». « Ce n'est que dans le Christ et dans Son Corps que l'homme peut trouver le salut. »

Un Chemin de Croix, par Claude Renaudy, illustré par André Barbey (Librairie Saint-Paul).

Il est beau, ce *Chemin de Croix*, où, comme en écho de la grande voix claudélienne, sonne une voix fraîche et simple dans le pâle vent du matin. Il est beau dans sa simplicité, dans son émotion prise aux sources humaines mais qui s'élargit dans l'espérance et dans l'immense charité. De station en station, il monte vers la croix ouverte sur les quatre horizons comme le signe d'après lequel sera jugée toute vie.

H. P.

A TRAVERS LES REVUES

Catholiques et communistes (suite)

Chacun a en mémoire la célèbre apostrophe de Thorez à la veille des élections : « Nous te tendons la main, jeune catholique, nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix de feu... » Dans le numéro du 15 juin des *Cahiers du Bolchevisme*, M. Florimond Bonte résume l'accueil fait à l'offre communiste. De la part des Croix de feu, guère de réponse, une seule lettre, et qui ne trompera personne, car il n'est pas de mouvement qui n'ait ses mécontents.

Comme témoignage catholique, c'est surtout à *Sept* et à *La Vie Intellectuelle* que l'on fait appel, en ces pages où M. Bonte évoque les « premiers chrétiens que les empereurs jetaient en pâture aux bêtes fauves des arènes de Rome », et saint Paul. Volontairement, on laisse de côté toutes les réserves — et bien plus que les réserves, les refus, que nous avons dû faire (1). Ainsi des articles de Marc Scherer parus récemment dans *Sept* ne sont retenues que les rares lignes approbatrices, et lorsque M. Bonte cite en conclusion l'article par trop enthousiaste de Robert Honnert paru dans *Europe* (15 mai), il se garde bien de dire que nous nous refusions à suivre cette soi-disant générosité équivoque et facile dont nous avons au contraire dénoncé les erreurs.

Au contraire, de larges extraits sont donnés d'un billet de Civis et de différents passages de notre revue. Ce n'est pas là trahir notre pensée. Nous avons bien dit et nous avons voulu dire ces phrases que l'on répète. Même isolées, elles expri-

(1) Mais pourquoi est-ce que M. Bonte « ennoblit » ceux qui ne pensent pas comme lui ? Que M. Jolivet devienne l'abbé DE Jolivet, passe encore... mais que François Mauriac devienne M. François DE Mauriac, voilà une coquille qu'un chroniqueur se piquant d'objectivité doit éviter !...

ment l'un des aspects de notre position. Il suffit de se reporter au billet de Christianus du présent numéro pour bien s'en assurer. Nous qui sommes les disciples de Celui qui se refuse à « achever le roseau à demi brisé », ou « à éteindre la mèche qui fume encore », et qui a dit à Jean : « Qui jamais refuser sans ménagements une main tendue, quand celui qui la tend se dit soucieux de justice et d'union, même si nous avons à protester de toute notre âme contre les plus ancrées de ses opinions.

Seulement, dans ces rencontres, nous nous refuserons à toute équivoque. Et c'est pourquoi il nous plaît de reproduire d'abord, de l'article de M. Bonte, les passages concordant avec nos positions, je veux dire tous ceux qui *semblent* être un engagement à respecter les convictions religieuses des catholiques, qu'ils soient intellectuels ou ouvriers.

En premier lieu nous mentionnerons le passage où il nous est dit : « Unir ! voilà notre mot d'ordre à nous, communistes », — « unir... sans distinction d'opinions philosophiques ou religieuses... » :

> Est-ce que les oligarchies financières font une différence entre l'athée et le croyant, le laïc et le catholique, lorsque, pour maintenir leurs scandaleux privilèges, elles plongent le peuple dans la misère ?
>
> . . . .
>
> Athées et catholiques, croyants et non croyants, n'ont-ils pas un intérêt identique à voir assainir la situation financière du pays, réduire le chômage, augmenter les salaires, protéger la famille et développer le sport ?
>
> Qui donc oserait le nier ?
>
> Les opinions religieuses ne peuvent donc pas servir de point de démarcation entre les travailleurs des villes et des campagnes.

Et, pour confirmer cette opinion, d'abord un appel aux faits : la collaboration entre communistes et catholiques, dans la banlieue sud, pour secourir les chômeurs. (Relevons cependant une inexactitude : à Malakoff, le maire communiste a refusé cette rencontre.)

> Cette collaboration s'est toujours effectuée dans le respect absolu des hommes et de leurs convictions, car jamais nous n'avons demandé, nous, laïcs, à un catholique, comme condition de notre collaboration loyale, d'épouser nos conceptions et d'abandonner les siennes.

Appel maintenant à la pensée d'Engels :

Engels a condamné à maintes reprises les tentatives de ceux qui, désireux de se montrer plus à gauche ou plus révolutionnaires que les socialistes, voulaient introduire dans le programme du Parti ouvrier la franche reconnaissance de l'athéisme dans le sens d'une déclaration de guerre à la religion...

(Engels) démontre que mettre au premier plan, comme Bismarck, les divisions religieuses au lieu des divisions politiques, c'est faire dévier l'attention de certaines couches de la classe ouvrière des tâches quotidiennes que comporte la lutte vers l'anticléricalisme le plus superficiel et le plus bourgeoisement mensonger...

C'est la bourgeoisie réactionnaire qui, partout, prend soin d'attiser les haines religieuses pour détourner l'attention des masses des problèmes économiques et politiques, réellement importants et fondamentaux.

Appel enfin à l'opinion de Lénine. On connaît les fameux passages : point n'est besoin de les répéter. Citons plutôt deux lignes du commentaire :

Chacun doit être libre de professer n'importe quelle religion ou de n'en reconnaître aucune, c'est-à-dire d'être athée. Aucune différence de droits civiques motivés par des croyances religieuses ne doit être tolérée entre citoyens.

Et de citer encore Lénine à l'appui :

Il faut que chacun ait pleine liberté, non seulement d'embrasser la religion qu'il veut, mais aussi de propager n'importe quelle religion et de changer de religion. Il ne doit être permis à aucun fonctionnaire de s'enquérir de la religion de qui que ce soit, celle-ci étant affaire de conscience, nul ne doit s'y immiscer...

Eh bien ! nous prenons acte. Mais nous ne nous contenterons pas de paroles. Ce respect que l'on proclame envers notre attitude d'âme, on sait que nous l'avons de notre côté. Nous veillerons à ce que l'engagement soit tenu. Un prêtre, que nous connaissons, est allé trouver Thorez, après son fameux discours, et lui a demandé si l'offre était sérieuse, car il n'y a pas si longtemps qu'il avait reçu des pierres des membres du parti, et nous savons des coins de banlieue où, il y a deux années encore, les jeunes catholiques étaient fort souvent attaqués : j'en connais un dont la mâchoire fut à moitié défoncée. Je précise que ces jeunes catholiques ne se

souciaient pas de politique, mais uniquement d'Action catholique; et, sans aller si loin, on peut lire dans le numéro de *Sept* du 10 juillet qu'une jeune vendeuse de notre journal fut, l'autre jour, en plein Paris, attaquée par des jeunes communistes. Si de pareils faits se représentent, nous ne les tairons pas : on sait que, par nos amis, nous avons des relations dans la plupart des quartiers ouvriers de la région parisienne et de beaucoup de régions ouvrières en France. Nous serons donc à même de veiller à ce que parole soit tenue.

Mais il est une autre équivoque à dissiper, et nous rejoignons aussitôt ce que dit aujourd'hui Christianus. Il ne faudrait pas que, pour avoir montré respect et tolérance les uns vis-à-vis des autres, pour même avoir accepté certaines rencontres *pour des buts bien limités*, nous paraissions prêts à accepter un accord plus profond.

M. Florimond Bonte veut être franc : nous le serons aussi. Les textes de Lénine qui sont cités sont, avant tout, une protestation contre la politique religieuse du tsarisme. Si Engels se refuse à la lutte religieuse, ce n'est pas pour un motif qui doive nous réjouir.

Nous n'acceptons pas, *est-il dit*, de réserver aux problèmes religieux une place d'honneur qui ne leur appartient pas...

Nulle phrase ne peut davantage nous atteindre. Enfin M. F. Bonte résume ainsi sa position vis-à-vis de notre foi :

Certes, la sentence : « La religion est l'opium du peuple », constitue la pierre angulaire de toute la conception marxiste en matière de religion. Certes, nous considérons religion et Églises modernes, organisations religieuses de toutes sortes, comme des organes de réaction bourgeoise servant à défendre l'exploitation et à endormir la classe ouvrière. Certes, nous pensons que la foi en une vie meilleure dans l'au-delà naît aussi inévitablement de l'impuissance des classes exploitées en lutte contre leurs exploiteurs, que la croyance aux divinités, au diable, aux miracles, naît de l'impuissance du sauvage en lutte contre la nature. La religion, berçant de l'espoir d'une récompense céleste celui qui peine toute sa vie dans la misère, lui enseigne la patience et la résignation. Or, notre programme repose tout entier sur une philosophie scientifique et, notamment, sur une philosophie matérialiste.

Ceci se passe de commentaire. Nous ne soulignerons pas

toutes les erreurs accumulées en ces quelques lignes. Nous ne demanderons pas si l'expression qui sonne si bien « philosophie scientifique » a un sens quelconque. Nous ne chercherons même pas si le fait de la science peut s'accorder avec le matérialisme. Nous nous contenterons de dire qu'entre le communiste qui souscrit à cette position et un chrétien, même respectueux de l'attitude d'âme des communistes, même ouvert aux rencontres possibles *pour la poursuite de buts limités*, il ne peut y avoir aucun espoir d'entente sur des assises plus profondes. Ce qui est ainsi rejeté, c'est toute notre foi. Deux conceptions de l'homme s'affrontent, et il ne peut être question de rencontres *que si les catholiques sont unis entre eux, que s'ils forment une Église vivante, que s'ils organisent l'Action catholique.* Toute rencontre est à ce prix : il ne faut pas que des points d'accords individuels menacent nos associations : écoles, syndicats libres, groupes d'Action catholique, en un mot notre Église, car, hors de l'Église, un chrétien n'est plus rien. « Sans moi, vous ne pouvez rien faire », nous a dit le Christ.

Et c'est pourquoi tout catholique, surtout celui qui est soucieux de porter le témoignage de son amour jusque dans les rangs communistes, a été reconnaissant à notre Saint-Père le Pape du rappel opportun qui lui disait ce que, dans son labeur, il ne devait à aucun prix céder.

RUSSIE ET CHRÉTIENTÉ

J. N. *Maxime Gorki.*

Que disent de Gorki ceux qui l'ont personnellement connu?... Un témoignage curieux et émouvant sur l'homme que l'écrivain ne révèle pas tout entier.

Prof. N. S. TIMACHEV. *Le Stakhanovisme.*

On a beaucoup parlé, hors de Russie, du mouvement « stakhanov ». Un recul suffisant permet aujourd'hui d'en apprécier le véritable sens et les premiers résultats.

J. DANZAS. *Les catholiques en Russie.*

Que représentait, dans la Russie orthodoxe l'élément catholique, quelle était son origine, et quelle fut sa destinée? Cet aspect de la Russie chrétienne est peut-être le moins exactement connu chez nous. Voici, pour aider à notre connaissance, un exposé clair et autorisé.

Maxime Gorki

Maxime Gorki vient de mourir à Moscou, le 18 juin, à l'âge de soixante-huit ans. Bien peu d'écrivains ont pu jouir, de leur vivant, d'une célébrité pareille à la sienne. Les plus grands génies dont puisse s'enorgueillir l'histoire des lettres n'ont jamais entendu leur nom jeté à tous les coins du monde avec autant d'insistance et de fracas. Il est vrai que la Renommée, de notre temps, se sert d'instruments plus perfectionnés qu'un simple clairon. Mais il faut dire aussi que le nom de Gorki était lié aux problèmes les plus passionnants d'une époque d'orage universel, et l'on voyait en lui, un peu partout, l'incarnation vivante des idées qui bouleversent en ce moment le monde. C'est sous cet aspect, d'ailleurs, que le présentaient ceux qui puisent leur inspiration à Moscou. Là-bas, depuis huit ans, Gorki était une sorte de pape littéraire. Les funérailles grandioses qu'on vient de lui faire pâlissent à côté de l'apothéose dont il fut l'objet il y a quatre ans, lors du quarantième anniversaire de ses débuts en littérature. On avait épuisé dès lors toutes les formes d'enthousiasme officiel. L'une des plus grandes villes de la Russie, la vieille cité historique de Nijni-Novgorod, fut rebaptisée du nom de Gorki parce qu'elle eut l'honneur de lui donner le jour. Ce même nom fut donné à la plus belle rue de Moscou, au théâtre remarquable fondé et dirigé depuis plus de trente ans par le célèbre Stanislavski, à des écoles supérieures et de tout rang, à des *kolkhoz*, etc., — jusqu'à un aéroplane monstre. Il n'y avait plus rien à faire, à l'heure des funérailles, pour entourer ce nom d'une auréole nouvelle; on en a doté

encore quelques écoles, et aussi le célèbre Institut de médecine expérimentale, fondé, il y a un demi-siècle, par le prince Alexandre d'Oldenbourg. Si nous semblons insister sur le fait que le nom de Gorki est maintenant associé à des choses dont l'origine et l'essence lui furent étrangères, c'est qu'il y a là un phénomène aussi complexe que la mentalité de l'homme qui vient de disparaître. Aucune gloire littéraire n'aurait pu expliquer cette apothéose; elle s'adressait à l'homme politique, ou plutôt au rôle politique qu'on voulait faire jouer à un homme que rien n'y préparait. Dans toute hyperbole il y a une note fausse. L'homme réel qu'était Gorki a disparu derrière un nuage d'encens. Quand ce nuage se dissipera, la personnalité humaine reparaîtra, beaucoup moins simple, parfois déconcertante, mais aussi plus attachante.

Le malentendu dont s'enveloppe le nom de Gorki commence par les détails biographiques de son enfance. Est-il vrai que le petit Alexis Pechkov (c'était son vrai nom) ait grandi dans la misère, qu'il ait eu à gagner, dès l'enfance, son pain quotidien en exerçant les plus humbles métiers, — petit chiffonnier, marmiton, mitron, — le tout copieusement arrosé de bourrades et de gifles? On a beaucoup renchéri là-dessus, car il s'agissait de prouver que le grand écrivain était un prolétaire de pure race. D'autre part, certains documents semblent démontrer que sa famille n'appartenait guère au prolétariat, que son grand-père occupait une situation lucrative dans une compagnie de commerce de la Volga. La discussion nous semble oiseuse. Si même le grand-père était dans l'aisance, ses ressources ont dû être dissipées par son fils, qui fut emporté par le choléra en 1872, en laissant dans un complet dénuement sa veuve bientôt remariée et son petit garçon de quatre ans, le futur écrivain (né en 1868). Maxime Gorki a raconté lui-même les dures étapes de son enfance et de sa première jeunesse (*Enfance, Parmi les hommes, Mes universités*). Il écrivait ces essais autobiographiques à une époque où il était déjà l'écrivain révolutionnaire, ami de Lénine, aussi peut-on

le soupçonner d'avoir un peu forcé la note « prolétaire ». Mais le fond doit être vrai, car cette véracité est garantie par la vivacité du récit et le relief des images. Ce sont certainement des impressions vécues, peut-être un peu romancées. Il est d'ailleurs certain que l'enfant n'eut d'autre instruction que celle de l'école primaire. Toutes les connaissances qu'il put acquérir plus tard sont dues à une passion effrénée pour la lecture dont il fut possédé dès son jeune âge.

Il faut remarquer aussi que Gorki garda toute sa vie l'empreinte de cette enfance passée dans les faubourgs d'une grande ville. Il aimait à raconter ses jeux avec d'autres gamins de rue, les petits méfaits, l'amusement de briser les lanternes. Il ne connut jamais la vie champêtre et eut toujours pour elle l'horreur du citadin, le dégoût très caractéristique du faubourien pour le paysan. Il a parlé souvent de « l'idiotisme de la vie paysanne ». Ce n'était pas du dédain pour l'homme travaillant à la terre, mais un profond mépris pour la vie provinciale, patriarcale, forte de patience résignée, lourde de traditions séculaires, — toutes choses odieuses au petit gavroche curieux et irrévérencieux. Plus tard, quand vint l'époque de ses grandes randonnées à travers la Russie, ce n'est pas le paysan qui attire ses regards, c'est la foule grouillante dans les ports de mer, c'est l'homme affranchi moralement de la glèbe, libre de ses mouvements, s'embauchant n'importe où quand il veut gagner quelques sous et repartant au gré de sa fantaisie quand le travail l'ennuie. Ce type, il l'a décrit avec une vigueur saisissante, où l'on sent bien que l'auteur, lui aussi, a aspiré à pleins poumons cette liberté complète de l'homme délivré de toute contingence matérielle. Il suffit de relire, par exemple, dans son recueil de *Nouvelles*, l'histoire de son voyage à pied d'Odessa jusqu'à Tiflis (*Mon compagnon de route*).

Ce type, Gorki l'a introduit dans la littérature russe, et ce fut son titre de gloire. Mais il est faux d'y voir, comme on a voulu le faire, le type du prolétaire dans le

sens qu'on donne en Occident à ce terme. Le va-nu-pieds (*bossiak*) décrit par Gorki n'a rien de la mentalité de l'ouvrier européen. C'est avant tout un déclassé, et le prestigieux conteur a su précisément saisir sur le vif un type curieux et spécifiquement russe. A l'époque où Gorki écrivait ses premières œuvres, la classe ouvrière était encore, en Russie, à l'état embryonnaire; elle n'avait encore ni organisation, ni traditions. Le jeune gars de campagne qui quittait son village pour s'embaucher en ville perdait contact avec son milieu sans entrer dans un autre milieu bien défini. Il en résultait une mentalité incohérente où dominait la joie de l'indépendance, mais aussi le mépris de toutes les choses autrefois sacrées. Et cette psychologie désaxée se compliquait de sourdes survivances des instincts primitifs, — l'instinct nomade du Russe, habitué depuis des siècles à la liberté des espaces immenses. Le « bossiak » de Gorki a d'étranges affinités avec le pèlerin que le peuple russe a toujours produit en masse. Seulement, chez le vagabond sacré passant sa vie à errer d'un sanctuaire à l'autre, trouvant sa pitance quotidienne n'importe où, libre comme un oiseau migrateur, — chez ce *strannik*, disons-nous, l'instinct nomade subconscient s'enveloppait de sentiment religieux. Chez le nouveau « prolétaire » créé par la brusque évolution des conditions économiques de la Russie, le sentiment religieux n'existait plus, ou du moins disparaissait sous l'influence de la vie urbaine laïcisée et empreinte d'anticléricalisme. En rejetant toutes les traditions de la paysannerie russe, cet homme nouveau, éclos dans une société en formation, rejetait aussi la religion et même tout frein moral. La liberté avant tout, l'insouciance de tout poussée jusqu'à la brutalité. Le « bossiak » est capable d'une action généreuse, mais il est aussi prêt à un mauvais coup. Répétons-le, ce type était spécifiquement russe, très caractéristique de l'époque où Gorki fit son entrée dans la littérature russe. Seulement la littérature ne l'avait pas encore remarqué; son attention jusque-là avait été concentrée sur le paysan, ou sur les couches

supérieures de la société. Le thème du paysan avait été manié par tous les écrivains russes, idéalisé par les uns, poussé au noir par les autres. Le type nouveau créé par Gorki était une révélation, et le talent de l'écrivain en faisait une figure palpitante de vie.

La carrière littéraire de Gorki a été maintes fois racontée. Revenu, après une vie errante, à Nijni-Novgorod, il était saute-ruisseau chez un notaire quand ses premiers essais attirèrent l'attention de l'écrivain Korolenko, qui lui conseilla de mieux travailler à son style. Puis, nouvelle période de flânerie à travers la Russie, au cours de laquelle le jeune écrivain fit paraître dans un journal de Tiflis son premier récit publié (*Makar Tchoudra*) en 1892. C'est de cette époque qu'on date sa carrière littéraire. Puis, pendant plusieurs années, on le voit collaborer à d'obscurs journaux de province, où il fait paraître des nouvelles et des contes. La tuberculose le guette et l'oblige à des séjours prolongés en Crimée. En 1898 paraît le premier recueil de ses nouvelles en deux petits volumes; il obtient un succès sans précédent. Le vagabond d'hier entre de plain-pied dans la gloire.

Aux yeux de la critique littéraire de l'avenir, il est probable que ce premier recueil de nouvelles sera considéré comme le chef-d'œuvre de Gorki. La vivacité et la fraîcheur du coloris, l'intense vitalité des images, n'ont jamais été dépassées dans ses œuvres ultérieures. Dans ces petites nouvelles il a été lui-même, avec une fougue romantique curieusement mélangée à un sens aigu du réalisme. Plus tard, la facture sera souvent pénible, le naturel s'effacera sous l'effort parfois laborieux pour mettre en relief une thèse. C'est que Gorki ne sera plus l'oiseau chanteur libre et insouciant. Sa vie se mêle maintenant aux conflits politiques qui commencent à bouleverser le pays, et il s'efforce d'introduire dans ses œuvres l'idéologie que lui imposent ses amis politiques.

Dès son jeune âge, il avait pénétré dans les milieux révolutionnaires, comme c'était naturel et même inévitable pour un déclassé de son espèce. La classe intellec-

tuelle, l' « intelligentzia » russe, était toute saturée d'idées révolutionnaires, et la place de Gorki était désignée d'avance dans ses rangs. Vu de bas en haut, tout l'édifice social lui apparaissait comme un amas monstrueux d'injustices. Mais s'il rêvait à un grand bouleversement, c'était au nom d'un idéal anarchique où la liberté humaine ne connaîtrait aucun frein. Ce qui attirait ce grand romantique méconnu, c'était l'ivresse de la tempête destructrice, et non le travail de reconstruction. Il n'aurait jamais pu s'astreindre à un programme politique défini, — et, de fait, il n'entra jamais dans aucun parti. Mais entre les deux partis qui se partageaient alors les révolutionnaires russes, — les socialistes populistes et les marxistes, — il opta pour ces derniers, parce que les premiers basaient leur programme sur l'organisation de la masse paysanne, sur le développement de la commune rurale, et Gorki, — nous l'avons vu, — avait de la répulsion pour la paysannerie et ses assises traditionnelles. Il lia son sort au parti du prolétariat, et ce dernier en fit son barde. Là encore, il y a un profond malentendu. L'ouvrier organisé et embrigadé n'était pas et ne pouvait être l'idéal de Gorki. Mais à ce moment ce n'était pas le programme d'avenir qui comptait, c'était la grande poussée pour renverser le monde tel qu'il était. Et Gorki s'y joignit de toutes ses forces.

Nous ne suivrons pas dans ses détails l'existence du poète refoulé devenu l'acteur d'un drame politique. Il lutta aux côtés des socialistes démocrates, il remplit même des missions importantes, telle que l'expédition en Amérique (1906) pour quêter en faveur de la Révolution russe. C'est au cours de ce voyage qu'il écrivit le roman *La mère,* qui est souvent considéré comme un de ses chefs-d'œuvre. Il est peu probable que ce jugement soit ratifié par la postérité, car c'est justement l'une des œuvres où l'effort de la thèse à développer se fait sentir au détriment de la vérité psychologique. Entre temps, Gorki s'essayait à des genres différents, à des œuvres de longue haleine, toujours moins réussies que

ses nouvelles, et aussi au théâtre. Il subissait de fortes influences littéraires, en particulier celles de Tolstoï et de Tchekhov : ce sont ces deux influences mélangées qu'on peut discerner dans le fameux drame *Dans les bas-fonds* (1903), qui eut un succès mondial.

L'activité révolutionnaire de Gorki lui avait valu plusieurs emprisonnements, toujours de courte durée, d'ailleurs, tant à cause de sa santé chancelante que parce qu'il n'était membre d'aucun parti organisé. Après l'échec de l'explosion révolutionnaire de 1905, il quitta la Russie (1) et s'établit en Italie, à l'île de Capri, où sa maison devint un des centres d'action révolutionnaire des émigrés russes. C'est de 1907 que datent ses relations personnelles avec Lénine, qui lui dut beaucoup d'obligations et sut l'utiliser à ses fins.

Cette amitié subit une forte éclipse quand la Révolution tant attendue éclata enfin en Russie. Gorki l'avait appelée de tous ses vœux, il accourut frémissant d'enthousiasme. Mais, la première ivresse passée, il vit avec horreur la violence et les massacres qui noyaient dans le sang l'idéal de la liberté. Le journal que rédigeait alors Gorki (*La nouvelle vie*) n'est qu'un long cri de réprobation. Pour Gorki, Lénine est maintenant « le prestidigitateur cynique qui n'a cure ni de l'honneur, ni de la vie du prolétariat » (*Vie Nouvelle* du 20 novembre 1917), il « déshonore la Révolution », il « justifie le despotisme du pouvoir contre lequel il avait lutté », etc. (*Ib.*, 23 novembre 1917). Le journal fut fermé. Mais les relations des deux hommes dataient de trop loin et étaient cimentées de trop d'intérêts communs pour être rompues. Il faut dire, à l'honneur de Lénine, qu'il n'oublia jamais les services personnels que lui avait rendus Gorki. Et c'est à l'honneur impérissable de Gorki qu'il faut souligner le rôle qu'il joua dans ces premières années de la

(1) Il n'en fut jamais expulsé, comme on l'a prétendu, et put y revenir à son gré.

Révolution. Réduit au silence sur le terrain politique, il employa toutes ses forces à sauver ce qui pouvait être sauvé, à faire épargner les débris de la culture, les musées, les institutions scientifiques, et surtout les vies humaines. On peut affirmer que tout ce qui subsiste encore en Russie de savants d'autrefois et d'existences précieuses pour la culture russe lui doit la vie. Ce fut lui qui imagina et obtint de Lénine la création d'une « Commission de secours aux savants », et tant qu'il fut président de cette œuvre elle n'eut jamais un aspect bassement utilitaire et ne réclama pas de ceux qu'elle secourait de profession de foi avilissante. Et Gorki lui-même se dépensait sans compter pour sauver encore d'autres vies, même inutiles, même hostiles au régime. Depuis des princes du sang impérial jusqu'à de pauvres prêtres, combien nombreux furent ceux qu'il sauva, parfois à ses risques et périls! L'ivresse sanguinaire lui faisait horreur, elle semblait lui causer un mal physique...

Mais son influence s'usait à ses efforts. D'ailleurs, les beaux rêves enchanteurs dont il s'était bercé avaient fait place à une réalité trop dure. Où donc était la liberté? Et un cauchemar l'obsédait : celui de la paysannerie débordant comme une mer houleuse et balayant tous les vestiges de la culture urbaine sapée dans ses bases. C'était l'avenir qu'il prévoyait. En 1922, il quitta brusquement la Russie, sous prétexte de santé. Il se fixa de nouveau en Italie, y resta six ans, boudeur, désorienté. La puissance créatrice était émoussée : *L'affaire Artamonov* (1925) n'est qu'un pâle reflet de la verve d'antan. Et puis l'auteur tant adulé se voyait maintenant oublié : le succès d'exotisme dont il avait joui à l'étranger était une mode périmée. Il était mal à l'aise dans le monde bourgeois; le triomphe du fascisme en Italie l'exaspéra. Tout ceci, joint au mal du pays, lui fit prêter l'oreille à des invitations flatteuses de Moscou. On lui fit un pont d'or. On lui ménagea une réception enthousiaste. On l'installa dans un magnifique hôtel privé (l'un de ceux auxquels il avait montré le poing autrefois!). Flatté,

porté aux nues, proclamé le plus grand écrivain du monde, comblé de tous les honneurs et de toutes les richesses, l'ancien révolté ivre de liberté se vit réduit au rôle de lauréat à gages, astreint à glorifier la dictature inflexible du Parti, les joies du travail imposé, de la vie minutieusement réglementée, de l'existence en caserne. L'ancien antimilitariste chanta l'armée rouge. L'homme qui avait senti si profondément la souffrance humaine prêcha la haine et l'absence de pitié pour l'ennemi de classe. Il s'abaissa jusqu'à glorifier les tchéquistes, les camps de concentration, il prêta sa plume au camouflage qui veut représenter l'œuvre d'impitoyable violence comme une œuvre de rééducation...

Hâtons-nous de dire que dans cet abaissement moral il y avait moins de duplicité que d'aveuglement volontaire. Gorki aimait à dire de lui-même qu'il avait le talent de ne pas voir ce qu'il ne voulait pas voir, qu'il savait chasser résolument les pensées importunes. Il est certain qu'il en chassa beaucoup au cours de ces dernières années. D'ailleurs, il était strictement surveillé, et on avait soin d'écarter de lui ce qui pouvait réveiller en sursaut l'homme pitoyable et généreux qu'il avait été. Peut-être aussi son romantisme refoulé l'aidait-il à se créer un monde imaginaire où la réalité lui apparaissait transfigurée et lavée de ses taches sanglantes. Et puis, douillettement installé dans son petit palais, il se laissait envahir par l'égoïsme sénile, dans le bien-être de l'embourgeoisement. L'homme s'était survécu.

L'écrivain aussi. Il voulait réaliser, pour terminer sa carrière, une grande épopée semblable à *Guerre et Paix* de Tolstoï. Il y travailla plusieurs années, péniblement et sans succès. *La vie de Klim Samguine* est une œuvre pesante, décousue, d'un ennui presque insurmontable.

Cette impuissance créatrice, Maxime Gorki la ressentait douloureusement. Et, par moment, il la sentait aussi autour de lui, lui qui, dans ses écrits et harangues officielles, proclamait l'essor triomphant d'une nouvelle culture russe. Il lui arriva de dire, dans un instant d'épan-

chement, que la littérature soviétique était la grimace d'un cadavre galvanisé. Quand on lui fit voir les esquisses et projets présentés au concours pour l'érection d'un grandiose Palais des Soviets, il ne manqua pas de haranguer sur le ton requis, mais, dans un entretien privé, il murmurait : « Cela manque de souffle, d'élan... Tous, ils sont oppressés, sans âme. » Ces instants de franchise, — disons plutôt de lucidité, — étaient rares. Le nouvel homme reparaissait, — si peu semblable à l'ancien, — et chassait avec colère les pensées importunes. Et c'est parce qu'il s'en sentait lui-même obsédé, au tréfonds de sa conscience, qu'il les dénonçait furieusement chez les autres, prêchant la religion de la haine et l'extermination des « ennemis de classe », vilipendant toutes les revendications de la liberté de conscience et de l'indépendance intellectuelle.

Maxime Gorki s'était survécu et s'était oublié lui-même. La postérité aura de la peine à retrouver sa personnalité réelle à travers les voiles dont il s'enveloppa volontairement. Mais à présent qu'il rend compte, devant le Jugement Suprême, des dons qui lui avaient été octroyés, il est consolant de penser qu'il y est entouré des prières de tous ceux qu'il avait consolés ou soutenus, de tous ceux qui lui devaient la vie ou celle de leurs proches, de tous ceux qui avaient connu en lui l'homme bon et sensible, au cœur largement ouvert à la pitié.

J. N.

NOTA

Le prochain fascicule de la revue *Russie et Chrétienté* contiendra, outre les articles parus dans cette section, un copieux « Document » sur : « La nouvelle législation familiale en U.R.S.S. ». Ce document peut être fourni seul au prix de 2 francs (le demander au Centre d'Études Istina, 59, rue de la Barre, Lille. Ch. Post. Dumont, Lille 269.58).

Le stakhanovisme

En Russie, depuis quelques mois, on parlait du mouvement Stakhanov plus que de toute autre chose. En dehors de l'U.R.S.S. le « stakhanovisme » est toujours cité comme un témoignage irréfutable de l'excellence de l'économie collective opposée au travail individuel. Que signifie au juste ce terme de « stakhanovisme » ou « mouvement Stakhanov » ?

L'origine en remonte au 30 août 1935. Ce jour-là, un simple mineur du bassin du Don, Alexis Stakhanov, non-communiste, descendit dans la mine et manœuvra son pic automatique de façon à produire 125 tonnes de houille au lieu des 7 tonnes prévues par la « norme » de travail. A une époque encore toute récente, cette surproduction n'aurait pas eu d'influence sensible sur son salaire. Mais à l'heure actuelle on a introduit en U.R.S.S., dans la plupart des branches d'industrie, un système de rémunération proportionnelle et progressive du travail : ainsi, au-dessus d'une certaine norme de production rétribuée au taux ordinaire, l'ouvrier peut recevoir un salaire double et triple pour chaque unité de surproduction. Stakhanov toucha donc pour son « exploit » une somme bien supérieure à son salaire normal.

Mais la récompense ne se borna pas aux sommes surnuméraires versées à Stakhanov. Ce dernier fut aussi publiquement proclamé un modèle digne de toute imitation. Aussi les imitateurs commencèrent-ils à surgir de tout côté, avec une rapidité toujours accélérée, et dans toutes les branches de l'industrie, — métallurgie, machi-

nes, textile, cuir, etc. Puis, apparurent des imitateurs parmi les cheminots, et même parmi les cultivateurs, du moins dans le domaine du travail mécanisé dans l'agriculture. On lança bientôt le titre de *stakhanovetz* (au lieu de l'ancien titre d'*ouvrier de choc*. N. du tr.), on organisa des conférences de *stakhanovtzi* dans chaque entreprise, puis on en fit des congrès régionaux ou provinciaux, et enfin, dès le mois de novembre 1935, on convoqua à Moscou un grand congrès de *stakhanovtzi*, où trois mille de ces ouvriers émérites entrèrent en contact personnel avec Staline et son entourage. Staline exprima sa satisfaction de voir les *stakhanovtzi* si bien rehausser leur production et leurs salaires, et aussi de le voir dépenser allègrement l'argent ainsi gagné, ce qui est conforme au nouveau mot d'ordre de « vie aisée ». La reconnaissance du gouvernement se manifesta par l'octroi d'un grand nombre de décorations. Et la plupart des *stakhanovtzi*, y compris Stakhanov lui-même, quittèrent les rangs ouvriers et obtinrent des postes de contrôle et d'administration (1).

La question qui se pose est de savoir ce qu'ont fait au juste Stakhanov et ses imitateurs. Ils l'ont raconté eux-mêmes, avec force détails, au Congrès de Moscou. Toute l'affaire se réduit à trois choses.

Premièrement, les *stakhanovtzi* ont « découvert » le principe très simple de la division du travail, principe déjà préconisé par Adam Smith au XVIIIe siècle comme le moyen de rendre le travail plus productif. Il a fallu redécouvrir ce principe élémentaire parce que le système

(1) L' « exploit » de Stakhanov n'était probablement pas aussi spontané qu'on veut le faire croire. Stakhanov lui-même a raconté qu'il s'était longuement concerté avec le « partorg » (représentant de la cellule du Parti) avant d'inaugurer son effort de rendement décuplé. L'initiative ne vint certainement pas de lui ; il fut seulement le premier à donner l'exemple du travail exigé, s'étant assuré de promesses alléchantes. (N. du trad.)

bolchevik l'avait fait oublier dans l'industrie russe. Les récits des *stakhanovtzi* nous apprennent que, avant les débuts du fameux « mouvement stakhanov », tout ouvrier qualifié perdait la moitié de son temps et même davantage à exécuter un labeur auxiliaire n'exigeant aucune qualification, — tel que l'apport des matériaux, l'assortissement des instruments, le déblayage préalable du lieu de travail (qui exige beaucoup de temps précisément dans l'industrie de la houille), etc. Stakhanov s'essaya à une concentration d'efforts sur le travail essentiel; il y parvint parce que les autorités locales, d'accord avec les autorités supérieures, lui prêtèrent leur concours. Auprès de chaque *stakhanovetz* on place maintenant huit à dix ouvriers auxiliaires, parfois davantage, selon le genre de travail dans les différentes branches d'industrie. Les autorités permirent cette combinaison et firent semblant de ne pas s'apercevoir que les calculs du salaire rehaussé de Stakhanov et de ses imitateurs ne tenaient pas compte du travail de ces ouvriers auxiliaires. Ces derniers continuent à être rétribués selon un tarif de salaire dérisoire, tandis que le *stakhanovetz,* qui utilise leur concours, parvient à dépasser dix ou vingt fois la « norme de production » : on a même parlé d'un cas où la norme avait été dépassée dans la proportion de 1 à 90. Le *stakhanovetz* reçoit donc un salaire fortement rehaussé mais non mérité, et les autorités font miroiter les chiffres fabuleux de ces salaires pour produire, dans les milieux ouvriers, un effet jugé nécessaire, — nous aurons à y revenir, — et aussi pour pouvoir parler à l'étranger de records dépassant tous les records de travail connus en Europe ou en Amérique. On alla jusqu'à assurer qu'un mineur, en sept heures de travail, avait abattu deux mille tonnes de houille !

Deuxièmement, les *stakhanovtzi* ont « découvert » les principes élémentaires de la rationalisation du travail, —

ou plutôt la nécessité et la possibilité de surmonter l'incroyable chaos introduit dans l'industrie russe sous les bolchéviks. On ne peut lire sans stupéfaction les descriptions faites par les *stakhanovtzi* des conditions de travail existant partout avant leur « mouvement », — et leur jubilation au sujet des améliorations effectuées par eux à ces conditions.

Une des premières « héroïnes stakhanovistes » de l'industrie textile, Doussia Vinogradov, a raconté avec quelle difficulté elle travaillait auparavant à un petit nombre de métiers de tissage, car elle avait à courir de l'un à l'autre et n'obtenait dans ce désordre aucun travail productif. Maintenant elle travaille à 208 métiers (mais avec tout un groupe d'ouvrières auxiliaires, selon l'aveu du Commissaire de l'Industrie légère Lioubimov), et trouve le temps de les surveiller tous sans hâte, car elle effectue un parcours bien régularisé entre les métiers disposés d'une certaine façon. Dans des usines de machines, toutes les pièces de détail à ajuster étaient autrefois jetées en tas, et l'ouvrier perdait beaucoup de temps à chercher dans le tas ce dont il avait besoin au moment donné; les *stakhanovtzi* parvinrent à obtenir que toutes les pièces soient rangées en bon ordre, ou même qu'elles leur soient apportées au fur et à mesure que le travail d'ajustement se poursuivait. Sur les voies ferrées, les trains de marchandises circulaient sans aucun horaire; on a établi l'horaire et on s'efforce de s'y conformer. Tel est, dans ses grandes lignes, l'essai de rationalisation qui est la deuxième grande « découverte » des *stakhanovtzi*.

En troisième lieu, on découvrit qu'il était possible de forcer le travail des machines, comme de l'organisme humain, pour en extraire plus de profit que d'un travail mesuré. Cette méthode est surtout appliquée dans les transports ferroviaires, où les locomotives travaillent

actuellement à haute pression, tandis que normalement cela ne devrait avoir lieu qu'en cas d'urgence. Quant à l'organisme humain, nous ne possédons que des indications indirectes sur un travail parfois renforcé jusqu'à l'épuisement, mais, en somme, à mesure que se découvrent les buts véritables du « mouvement stakhanov », nous nous apercevons qu'il ne s'agit pas d'exiger des *stakhanovtzi* eux-mêmes des efforts extraordinaires.

Toutes ces méthodes se réduisent donc à une simple division de travail, à une rationalisation élémentaire, et en partie à une exigence de travail renforcé ; en y joignant les calculs truqués — que nous avons mentionnés — dans l'évaluation du travail à la Stakhanov, on obtint des records fantastiques et des chiffres exceptionnels de salaire. Le salaire mensuel moyen d'un ouvrier étant fixé à 184 roubles, un *stakhanovetz* put obtenir, à l'aide des trucs susdits, jusqu'à 1500 ou même 2000 roubles ; il y eut même des cas exceptionnels de 5000 roubles par mois. Les techniciens et ingénieurs qui reçoivent une prime proportionnelle à la production de leurs ouvriers se virent aussi rémunérés, s'ils avaient plusieurs *stakhanovtzi* sous leurs ordres, jusqu'à atteindre parfois des chiffres de 10 à 12.000 roubles. Or, la puissance d'achat du rouble est à peu près équivalente à la puissance d'achat de 1 franc (*le cours officiel qui fixe le rouble comme équivalent à trois francs ne correspond à rien de réel*). On peut donc juger par là du niveau de salaire de l'ouvrier ordinaire, et de ce que représente, par comparaison avec lui, le salaire d'un *stakhanovetz*.

Reste à se demander pourquoi le pouvoir communiste s'empara avec tant d'empressement du mouvement inauguré par Alexis Stakhanov. Car il est de toute évidence que ce mouvement n'aurait pu naître ni surtout se développer sans le concours et l'encouragement des autorités.

Pour comprendre les mobiles dont s'inspirait le gouvernement, il faut se représenter son attitude dans les questions économiques de l'heure actuelle.

Pendant des années, le pouvoir communiste agissait sous le masque du « service social ». Privée de toute valeur spirituelle supérieure, ce pouvoir s'efforçait d'en créer d'artificielle. La collectivité et ce qui pouvait lui être utile étaient proclamés la mesure de toute chose, la base de toute évaluation qualitative. Aussi exigeait-on de tous les membres de la collectivité un « enthousiasme socialiste » et la bonne volonté de travailler sans répit à « l'édification socialiste », c'est-à-dire à l'organisation du paradis terrestre, en y apportant un esprit de sacrifice qui se résignerait à toutes les privations, à un salaire dérisoire, à des rations de famine, à des conditions de logement catastrophiques, etc. Les couches dirigeantes de cette nouvelle société devaient participer à ces privations : pendant les années du « maximum communiste », chaque membre du Parti avait le devoir de verser à la caisse du Parti l'excédent de toute rétribution dépassant un certain maximum. Ce fut l'époque de « l'ascétisme communiste », quand tout le monde s'entassait dans la crasse, — l'époque du « nivellement », quand il y avait presque complète égalité de salaires pour une balayeuse, un ouvrier qualifié ou un ingénieur. Ce fut l'époque des rations de vivres qui accentuaient l'égalité des salaires, car l'argent n'avait plus de valeur réelle. Ce fut aussi l'époque de l' « émulation socialiste » et autres combinaisons tendant à établir de nouveaux stimulants d'avantages personnels (1).

(1) Ce stimulant, à l'époque de « l'émulation socialiste », était la prime en rations supplémentaires de vivres, en bons de logements, etc. (N. du trad.)

Il résulta de toutes ces expériences un oubli complet des conditions les plus élémentaires d'un travail productif. Les *stakhanovtzi* nous en ont fait le tableau. Tout le monde avait à la bouche de grandes phrases sur l'édification socialiste et l'enthousiasme suscité par elle, mais en réalité chacun s'efforçait de ne rien faire, car la destinée de chacun dépendait de l'art qu'on pouvait mettre à prononcer en temps opportun des paroles flatteuses pour les dirigeants beaucoup plus que des succès réels qu'on pourrait atteindre. Cet état de choses produisit la disette de produits et la famine au sens le plus tragique du mot.

C'est au début de 1933 que les dirigeants communistes perdirent courage. Ils se virent acculés à la catastrophe, à la ruine complète du pays, à l'impossibilité d'assurer le ravitaillement même de l'appareil de gouvernement et de la force armée. Et les menaces extérieures qui se dessinaient à ce moment alimentaient le défaitisme dans le pays ; il devenait évident qu'aucune résistance à une invasion ennemie ne serait possible. La psychologie des dirigeants se trouva modifiée, l'idée du « service social » fut rejetée et remplacée par l'idée d'une « commercialisation de la Révolution ».

Cette idée est attribuée par les communistes à Staline. Son origine a été racontée en février 1934 au Congrès panunioniste du Parti communiste par un des intimes de Staline, Mikoyan. Selon lui, Staline aurait remarqué le profit que retiraient les spéculateurs des prix très élevés qui régnaient sur le marché libre à demi-légal, tandis que le gouvernement effectuait alors à des prix modestes la répartition de vivres par « cartes de ravitaillement ». Pourquoi nous, les communistes, — disait Staline, — ne pourrions-nous pas accaparer ces profits au lieu de les abandonner aux spéculateurs ? C'est alors que le gouvernement ouvrit des magasins dits « commerciaux », où

chacun pouvait acheter sans cartes, mais à des prix très élevés.

Cette expérience se produisit au cours des années 1933 et 1934 ; les « magasins commerciaux », d'abord très peu nombreux, se multiplièrent rapidement. L'expérience eut du succès, et dès la fin de 1934 on en fit la base du nouveau système économique. A partir du 1er janvier 1935 furent abolis les « cartes de pain » ; au 1er octobre 1935 les cartes pour la viande et autres denrées comestibles, et depuis le 1er janvier 1936 les cartes pour tissus et autres produits industriels. Les caisses de l'État absorbèrent les profits dont jouissaient autrefois les spéculateurs. Ces profits entrent dans le budget au titre d'impôt sur le chiffre d'affaires. Cet impôt, pour le pain, s'élève à 900 o/o (*neuf cent*) sur le prix de revient. Les profits retirés par le pouvoir communiste du commerce monopolisé dépassent les rêves les plus audacieux des « requins du capitalisme ». Rien que pour les produits de l'agriculture ledit « impôt » fournit au budget de l'État, pour l'année 1936, 37,7 o/o du revenu.

C'est à cette même ligne de « commercialisation de la Révolution » qu'appartient le mouvement Stakhanov. Le pouvoir communiste, après avoir réalisé son idée dans le commerce et en partie dans l'agriculture, résolut de l'appliquer aussi à l'industrie. Dès le début de l'année 1935 on parla de rendre l'industrie d'État « rentable ». Au mois de mai 1935 eut lieu une conférence des directeurs d'entreprises, au cours de laquelle le Commissaire de l'industrie lourde, Ordjonikidze, exigea de ces directeurs de travailler sans « dotation » : ainsi s'appellent, en langage soviétique, les sommes versées par la caisse de l'État aux entreprises industrielles, qui toutes, presque sans exception, sont déficitaires.

La discussion ultérieure au sujet du rendement des

entreprises prouva que cette question, au pays des Soviets, présentait le même aspect qu'en pays capitaliste : les profits du patron (dans le cas donné c'était l'État communiste) étaient en rapports d'antagonisme envers la rémunération de la main-d'œuvre. Pour hausser le rendement, ou du moins s'affranchir de déficit chronique, il faut comprimer le salaire des ouvriers. Mais comment le faire dans un État qui s'intitule officiellement « État des ouvriers et des paysans » et où l'on prétend que les usines appartiennent, soi-disant, aux ouvriers? Il était impossible de décréter purement et simplement une baisse des salaires ; il fallait trouver des voies détournées pour effectuer cette baisse. L'un des moyens trouvés pour cela fut le mouvement Stakhanov.

Le mouvement Stakhanov, — c'est une tentative d'exploiter l'ouvrier avec l'aide des transfuges de la classe ouvrière. On décida d'allécher certains ouvriers par des perspectives de bénéfice personnel (sans aucun stimulant de principe communiste) pour leur faire « briser les normes », c'est-à-dire prouver que la production de la journée de travail pouvait être bien supérieure aux normes prévues, ce qui entraînerait une révision des normes pour les rehausser. Après ce rehaussement des normes, l'unité de production reviendrait à meilleur compte, et ainsi pourrait se réaliser un renforcement des bénéfices de l'industrie étatisée.

Les initiateurs du mouvement parlèrent avec orgueil, à la conférence de Moscou, du succès de simples ouvriers dans l'effort de « briser » les normes « scientifiquement établies ». Stakhanov déclara que son travail « avait brisé toutes les combinaisons et calculs de normes ». Son collègue Dukanov ajouta que « tous les calculs techniques avaient été renversés ». Le cheminot Pitchouguine souligna le triomphe de la pratique sur la théorie : « Jus-

qu'à présent les savants théoriciens du transport, à notre honte, sous-évaluaient nos possibilités. » Au début de décembre 1935 ce fut un déluge de déclarations de ce genre qui provoquèrent une panique dans le monde scientifique de Moscou et firent jaillir dans ces milieux un nouveau torrent de déclarations sur l'empressement qu'on mettrait à renier les théories périmées, à réaliser un travail scientifique « à la Stakhanov », et à établir de nouvelles normes de production.

Dans cette question de revision des normes, le mouvement stakhanov se trouva être une comédie en deux actes. De prime abord, jusqu'à la conférence de Moscou, le gouvernement parlait d'inviolabilité des normes, au moins jusqu'en mai 1936, et on qualifiait de saboteurs et de contre-révolutionnaires les dirigeants d'entreprises qui essayèrent de profiter sans délai du stakhanovisme. Il fallait donner aux *stakhanovtzi* le temps de réaliser de beaux salaires, pour l'exemple, et de briser les normes.

Mais le deuxième acte commença à la conférence de Moscou, quand le discours de clôture de Staline résuma le sens du mouvement. « Nos hommes ont grandi, dit-il, ils ont maintenant une préparation technique. Mais les normes techniques n'ont pas encore changé. Comme de raison, elles sont maintenant périmées. Il nous faut des normes techniques, non plus celles qui existent, mais d'autres, plus élevées, dont le niveau doit être quelque part entre les normes présentes et les réalisations de Stakhanov et de Boussyguine. »

A la fin de décembre, au plenum du Parti communiste, Ordjonikidzé couvrait de sarcasmes les anciennes normes, et les déclarait jetées au rebut. « Vous comprenez bien, camarades, — disait-il, — que si les normes sont surpassées à proportion de 1000 o/o, comme c'est arrivé dans certains cas, — cela prouve qu'il n'y a pas chez nous de

normes ; ce que nous appelons norme n'est qu'un malentendu ».

Après cet appel du Commissaire de l'industrie lourde, le *plenum* prit aussitôt des mesures décisives. On prescrivit une revision des normes à partir du premier trimestre de 1916 (et non à partir du 1[er] mai, comme on le supposait auparavant). A l'heure qu'il est, cette revision se poursuit dans toutes les branches de l'industrie. La presse n'en parle qu'avec une prudence extrême, sans donner de détails. Il semble que les normes sont déjà haussées d'environ 20 à 25 o/o. On a des données fragmentaires (par exemple au sujet de l'usine de Magnitogorsk) sur une baisse déjà sensible des salaires.

D'autre part, le stakanovisme, en condensant le travail, fait apparaître un surplus de main-d'œuvre et le licenciement qui s'ensuit. Stakhanov lui-même a dit que dans sa section il y avait 117 ouvriers et il n'y en a plus que 98. A l'usine chimique combinée de Dorogomilov il n'y a plus que 2200 ouvriers au lieu de 2400. L'usine de tracteurs de Kharkov a passé au travail d'une relève au lieu de deux.

A la conférence d'ingénieurs-architectes à Moscou (décembre 1933), une certaine Jarova a demandé si le mouvement stakhanov n'aurait pas pour résultat une récidive du chômage. Ordjonikidzé lui a fièrement répondu qu'en U.R.S.S. il se trouverait toujours du travail pour tous. Certes, un travail *quelconque* se trouvera toujours. Mais si, par exemple, un forgeron qualifié, faute d'emploi, est transféré d'une usine métallurgique à un poste de gardien dans un *kolkhoz*, il en résultera pour lui une singulière modification en pire de ses conditions d'existence (1).

(1) Il faut se souvenir qu'en U.R.S.S. la liberté de travail n'existe

Le spectre du chômage est une des causes de l'alarme provoquée dans les milieux ouvriers par le mouvement stakhanov. L'autre cause, — c'est le renforcement du travail et la hausse des normes de production. C'est sur ce terrain qu'est né le phénomène dénommé, par le gouvernement soviétique, « le sabotage du stakhanovisme ». Les ouvriers traitent les *stakhanovtzi* avec un mépris haineux qui ne s'exprime pas seulement en paroles, mais aussi en actes d'hostilité. On rosse les *stakhanovtzi*, on attente à leur vie, parfois avec succès (1). Voici quelques exemples :

A la fabrique de chaussures « Skorokhod » (à Léningrad), les ouvrières insultaient une *stakhanovka* en prétendant la plaindre. On lui tâtait la chemise : « Madame, votre chemise est en sueur, vous devez être bien fatiguée. » A Smolensk, le fameux *stakhanovetz* Likhoradov était traqué comme une bête. Au chemin de fer du Don, le mécanicien Krivonoss, introducteur du « mouvement stakhanov » dans la région, a été mis au ban : les ouvriers refusaient de lui tendre la main. A Rostov, un chantier de *stakhanovetz* était orné d'un balai sale avec l'inscription : « Le bouquet mérité par le dépassement de trois normes. » Un cas affreux est celui d'un *stakhanovetz* qui,

pas. L'ouvrier ou l'employé peuvent être transférés, par décisions des autorités, à un autre travail, *même en dehors de sa spécialité et même à un lieu très éloigné de son domicile ordinaire.* Aucune cause de refus n'est admise légalement (pas même la raison de famille), et tout refus entraîne la privation du droit au travail. C'est ainsi qu'on a résorbé le chômage. (N. du trad.)

(1) Le gouvernement a dû prendre des mesures sévères pour protéger les *stakhanovtzi*. Les insulteurs se voient condamnés à la prison, les aggressions et les assassinats entraînent souvent la peine de mort. Dans un cas, où une *stakhanovka* était rossée par ses camarades, on a infligé deux ou trois ans de prison à des gens qui avaient simplement assisté à la scène sans participer aux voies de fait. (N. du trad.)

dans la caserne d'ouvriers, se trouva enveloppé pendant son sommeil de paille et de chiffons auxquels on mit le feu. L'homme fut fortement brûlé, les coupables subirent les peines les plus sévères.

Pour comprendre ce qui se passe là-bas, il est utile de méditer une phrase jetée par inadvertance dans un article des Izvestia consacré à Doussia Vinogradov, qui fut l'initiatrice du mouvement stakhanov dans l'industrie textile. L'auteur de l'article, le feuilletoniste communiste Sosnovski, élève aux nues la Vinogradov, qui, selon la version officielle, est l'enfant chérie de la fabrique. Mais, — ajoute Sosnovski, — « avant la Révolution les bolchévistes, qui glorifient maintenant Doussia Vinogradov, l'auraient rouée de coups et assommée ».

C'est que la lutte de classe a pris maintenant un autre aspect. Autrefois les bolcheviks étaient les champions des intérêts des ouvriers. Certes, il y avait aussi alors de l'hypocrisie dans leurs revendications, et la classe ouvrière leur était surtout nécessaire comme un tremplin pour le bond jusqu'au pouvoir. Mais des considérations de tactique leur faisaient alors épouser la cause des ouvriers, et ils auraient certainement mis en pièces Doussia et ses semblables.

Mais à présent les bolchéviks détiennent non seulement le pouvoir, mais aussi les capitaux. S'étant emparés de l'héritage de la bourgeoisie russe, et devenus le patron collectif de l'industrie, ils ont organisé une exploitation de l'ouvrier qui aurait été impossible à l'époque du capitalisme, parce que, à cette époque, le pouvoir de l'État, quoi qu'en disent les marxistes, n'était pas un pouvoir de classe, et dans les conflits d'intérêts de classe, il sauvegardait les intérêts de la partie la plus faible.

Devenus exploiteurs, les bolcheviks ont des raisons de se réjouir des exploits des Stakhanov, Boussyguine,

Vinogradova et autres. Mais les ouvriers, malgré les versions officielles, ont gardé leur attitude d'autrefois. Comme autrefois, ils travaillent pour le salaire que leur donne l'employeur. Pour eux, — du moins pour ceux d'entre eux qui comprennent la situation —, les choses doivent se présenter sous le même aspect que pour ceux qui étaient autrefois « les lutteurs pour les droits de l'ouvrier », que Sosnovski a si imprudemment rappelés. Les Stakhanov, Boussyguine, Vinogradova et autres, méritent, à leurs yeux, d'être assommés comme traîtres à la classe ouvrière, car l'ouvrier ne peut envisager autrement ceux qui, à l'instigation du gouvernement, introduisent ce que la science et la pratique ont dénommé le « sweating system ».

Le pouvoir soviétique, à l'aide de la terreur, viendra certainement à bout de toutes les résistances. Les normes de production seront « brisées », le surplus de main-d'œuvre sera rejeté hors des usines. Le déficit de l'industrie d'État sera amorti. Mais le pouvoir pourra-t-il aussi, par la même occasion, mettre de l'ordre dans l'industrie russe ?

La productivité du travail aurait pu être rehaussée, le rendement des entreprises aurait pu s'affranchir du déficit chronique, si le pouvoir communiste s'efforçait systématiquement à mettre de l'ordre dans le chaos industriel, en prêtant l'oreille aux voix des experts. Mais un travail méthodique de ce genre est incompatible avec sa nature. C'est ce pouvoir qui a introduit un désordre immense dans l'industrie, et c'est par un nouveau désordre qu'il veut y remédier, — car telle est l'essence du mouvement stakhanoviste.

L'histoire encore si courte de ce mouvement est déjà pleine de déceptions amères, découlant de l'erreur primordiale et élémentaire : celle de vouloir créer de l'or-

dre en commençant par en bas, par les initiatives isolées et le « coup de collier » fortuit de gens de hasard. Normalement, l'affaire se présente à peu près comme suit : Un ouvrier ou un groupe d'ouvriers déclarent travailler désormais à la Stakhanov. Le chef leur donne son appui. Les résultats en sont d'abord brillants : la norme de production est surpassée dix fois et davantage. Mais on s'aperçoit aussitôt soit que la production démesurément renforcée ne peut pas être emportée du chantier faute de transport approprié, soit que les matières premières manquent, et les *stakhanovtzi* chôment parce que, dans le stage précédent du travail, les ateliers ou fabriques ne peuvent fournir la quantité de produits bruts ou demi-ouvrés nécessaires pour alimenter le travail redoublé. Ou bien, enfin, c'est l'outillage de l'usine qui se trouve complètement désorganisé par ce travail forcé, et le résultat en est le même : les *stakhanovtzi* n'ont rien à faire.

Cette situation est bien dépeinte par les mésaventures du fameux Boussyguine. A son retour de la conférence de Moscou, il espérait bien gagner de beaux salaires à son usine (l'usine d'automobiles de Nijni-Novgorod, actuellement Gorki). Il en fut tout autrement. « Aussitôt que je me mis au travail, — racontait-il au correspondant du journal *Pour l'Industrialisation*, — je n'eus que des déboires. D'abord les formes se trouvèrent être absolument usées et mon marteau ne donnait que des déchets de production. J'ai eu beau me tourmenter, il a fallu arrêter le marteau. Deux heures de temps perdu. » Le lendemain : « J'ai eu de nouveau un arrêt de trois heures et demie. Puis, le travail a recommencé, et de nouveau toute la production était défectueuse. On a voulu en rejeter la faute sur moi, mais il a bien fallu constater que les pièces de métal fournies par le dépôt avaient toutes des fissures. Quand on l'a su au dépôt, des

gens sont venus aussitôt à mon chantier emporter les pièces de métal et les cacher. »

Le signal d'alarme s'explique bien. Boussyguine est maintenant un personnage important. S'il porte plainte, il en cuira au chef d'atelier, au directeur, etc. Aussi il faut créer pour lui, comme pour les autres grands *stakhanovtzi*, une atmosphère artificielle de travail. Nous en voyons la description dans le même journal :

Ces jours-ci toute l'usine savait que Boussyguine travaillerait à la relève de nuit. Toute la collectivité, se chiffrant par milliers d'hommes, était unie devant le danger de se trouver indigne du grand mouvement. Tout le lourd appareil d'usine fut mis en branle pour desservir la forge de Boussyguine. Il n'y avait pas d'ouvriers auxiliaires, — on en trouva. Les instruments faisaient défaut, — on découvrit les instruments nécessaires. Les courroies étaient défectueuses, — on fit venir les courroies de réserve en cas d'urgence. Il n'y avait pas de tubes, de burettes, — on en découvrit aux dépôts.

Tout cela semble parfait à première vue : on a mis un peu d'ordre dans l'outillage. Mais si tout était au service de la forge, que faisaient pendant ce temps les autres ateliers ? Il est clair que si le mot d'ordre était « tout pour Boussyguine », cela signifiait « rien » pour tous les autres.

Cet aspect de l'affaire commence à être compris en haut lieu. Au plenum du Comité Exécutif le camarade Postychev demanda au Commissaire de l'industrie légère, Lioubimov : Qu'adviendrait-il si tous les ouvriers voulaient devenir des *stakhanovtzi* ? où prendrait-on les ouvriers non qualifiés qui devraient tout préparer pour eux ? Lioubimov s'en tira par une phrase grandiloquente, déclarant qu'en U.R.S.S. tout l'outillage doit toujours être prêt. Mais ceci était une réunion d'augures essayant vainement de garder leur sérieux. Tous les membres de ce plenum savent bien qu'en U.R.S.S. rien n'est jamais prêt, mais personne ne broncha...

Nous venons de nommer Postychev. Il a prononcé dernièrement un discours dont il nous sera utile de citer quelques extraits : (Voir *Pravda* du 2 juin 1936.)

Il ne peut être question d'une croissance véritable du stakhanovisme dans les entreprises, si l'organisation du travail n'est pas modifiée, si l'ouvrier *stakhanovetz* n'est pas affranchi de fonctions incidentes inférieures à sa qualification, — s'il est obligé de courir à la recherche des détails de pièces, des matériaux, instruments et autres objets nécessaires, — si les réparations normales nécessitées par l'usure de l'outillage sont aussi mal organisées qu'à présent. Tant que les *stakhanovtzi* n'étaient que quelques unités, il était possible de leur préparer d'avance tout le nécessaire. A présent il s'agit d'un système réfléchi et solide de toute l'organisation du travail. Où en sommes-nous avec cette organisation? Cela va mal. Voici quelques faits récents : Dans les mines de manganèse de Nikopol, les heures de travail productif d'un mineur n'atteignent que 58 à 66 o/o du temps qu'il passe au travail : tout le reste du temps est gaspillé à un travail qui n'entre pas dans les fonctions d'un mineur. A l'usine de Kharkov « La Faucille et le Marteau », au cours du premier trimestre de 1936, il y a eu 19.600 heures humaines ainsi gaspillées, tandis qu'au dernier trimestre de 1935 on n'en avait enregistré que 17.600. Dans la majorité écrasante des cas, ces arrêts du travail sont causés par la mauvaise organisation de l'apport des matériaux et des instruments, par le service défectueux du chantier.

Nous avons des ateliers et même des entreprises entières où les *stakhanovtzi* donnent une production haussée, et pourtant l'atelier ou l'usine, dans son ensemble, ne parvient pas à réaliser le plan donné. Quelle en est la raison? C'est que, à part quelques *stakhanovtzi* qui donnent une production renforcée, la masse entière des ouvriers, par suite de la mauvaise organisation du mouvement, ne sont pas entraînés jusqu'au niveau de ces ouvriers d'avant-garde. Cet état de choses est visible surtout dans la production de houille du Donbass, qui, au cours de toute l'année 1936, reste toujours au-dessous du plan prévu. Nous voyons la même situation dans la plupart des entreprises de l'Ukraine. Faute de savoir diriger le mouvement stakhanov on voit les *stakhanovtzi* se perdre, leur nombre diminuer, les méthodes de travail à la Stakhanov abandonnées, la productivité du travail en baisse. Voici quelques chiffres : En décembre 1935 il y avait au Donbass 14.200 ouvriers-maîtres du

travail de la houille, en mars 1936 il n'y en avait plus que 8000. En janvier, le trust « Artem » de la houille comptait 415 ouvriers nouvellement reçus à la maîtrise, et en mars on n'en recevait plus que 130. En décembre 1935, dans les 258 sections de ce trust, il y avait 167 *stakhanovtzi*, et en mars il n'en restait que 135.

Pendant ce temps, le mouvement stakhanov excite chez les ouvriers des troubles. Le même Postychev en a dit quelques mots en citant une lettre privée qu'il venait de recevoir du Donbass :

Ce dernier temps, il se passe de vilaines choses chez nous, dans la mine. Cela s'est-il jamais vu, que les ouvriers refusent d'exécuter les ordres du chef de section? Et pourtant, je ne sais pourquoi, on semble ne pas s'en apercevoir. Il y a ici infraction flagrante à la discipline du travail.

Tout ce que nous avons dit peut être résumé en peu de mots. Le mouvement stakhanov n'est pas le moins du monde une manifestation d'enthousiasme des travailleurs. C'est au contraire la mise à profit, par le pouvoir communiste, du relâchement de lien de solidarité entre les ouvriers, relâchement provoqué par une propagande dépravante. Les *stakhanovtzi* s'assurent des conditions meilleures d'existence au détriment de la grande masse ouvrière dont la condition ne fait qu'empirer. Le pouvoir en retirera quelque profit au point de vue financier. Mais l'industrie russe n'en sera pas mieux ordonnée.

Prof. N. S. TIMACHEV.

(*Traduit du russe par* J. N.)

Les catholiques en Russie

Les pages suivantes sont extraites d'un article qui doit paraître intégralement dans le prochain numéro de Russie et Chrétienté, *la revue du* Centre dominicain d'études russes (Istina). *Après avoir exposé les origines de l'Église orthodoxe et raconté la conquête de Kiev par la Pologne, l'auteur en vient au règne de Pierre le Grand; c'est à cette époque que la Russie commença à compter des communautés catholiques. Non seulement, par la reprise de l'État kiévain, Pierre le Grand introduisit en Russie les « uniates », de rite oriental, mais, ouvrant les portes de son empire aux Occidentaux, il en permettait l'accès à l'Église romaine et à ses missionnaires. La situation légale des catholiques n'en eut pas moins à subir encore bien des vicissitudes.*

Les premières missions tolérées purent se répandre rapidement au-delà de Moscou. Les documents de l'époque nous renseignent sur des offices catholiques célébrés à Toula, Kazan, Archangelsk, Astrakan; il y avait donc déjà des groupements de fidèles dans ces villes. A Astrakan, un établissement de Capucins fut solidement établi et devint la base de la mission catholique auprès des Arméniens, nombreux dans cette ville. La nouvelle capitale de l'empire, Saint-Pétersbourg, fut dotée d'une église catholique sans autorisation préalable, à ce qu'il semble, mais tolérée sans protestations, car parmi les fidèles qui la soutenaient et qui étaient des étrangers entrés au service de la Russie il y avait des gens appartenant à l'entourage immédiat du tzar. A Moscou, l'école ouverte par les Jésuites comptait en 1707 cinquante élèves russes. Il y eut des conversions qui provoquèrent le mécontentement du gouvernement, mais surtout on

soupçonna les Jésuites d'intrigues politiques au profit du cabinet de Vienne, avec lequel on était en froideur au sujet de l'affaire du tzarévitch Alexis (qui, ayant fui le courroux de son terrible père, avait trouvé refuge chez l'Empereur). Aussi, en 1719, les Jésuites furent expulsés de Russie. Ils furent remplacés par une mission franciscaine. L'église de Saint-Pétersbourg lui fut remise officiellement en 1724, mais bientôt enlevée et transmise aux Dominicains.

Peu après la mort de Pierre le Grand, le gouvernement sembla hésiter et revenir aux mesures d'intolérance. Dès l'année 1728, il y avait de nouveau des expulsions de clergé et des restrictions du droit d'entrée en Russie. En 1732 eut lieu l'expulsion de l'abbé Jubé, amené en Russie par une grande dame convertie (la princesse Dolgoroukov) et accusé de propagande assidue. La situation de l'Église catholique restait précaire, ses adhérents étaient en trop petit nombre pour être une force agissante. Ils étaient pour la plupart des étrangers, groupés autour des ambassades et sous leur protection. Les étrangers naturalisés en Russie étaient maintenant surtout des Allemands protestants : depuis l'avènement de l'impératrice Anne (1730) leur affluence en Russie ne cessait de s'accroître; le gouvernement les accueillait avec plaisir parce qu'ils étaient pour la plupart originaires des petites principautés allemandes dénuées d'importance politique, mais surtout ils étaient sûrs du bon accueil de leurs coreligionnaires déjà nombreux et puissants. Depuis la conquête, en 1721, du littoral de la mer Baltique, la Russie possédait des provinces allemandes de race et de langue et fanatiquement luthériennes, dont les classes supérieures, par leur niveau culturel, étaient appelées à jouer un rôle important dans la nouvelle société russe. Ainsi s'était formé un parti allemand très puissant, qui détenait la plupart des hautes fonctions dans l'État, — et ce parti n'était pas moins hostile à la religion catholique que les anciennes traditions moscovites. Tout contribuait

à faire du catholicisme un élément étranger suspect, indésirable et inassimilable.

La situation changea assez brusquement sous le règne de Catherine II. Ce fut d'abord l'arrivée en masse des colons serbes et allemands invités par le gouvernement russe à coloniser les steppes du sud de la Russie d'Europe. Parmi ces nouveaux arrivants, auxquels le gouvernement garantissait une situation privilégiée, il y avait un nombre considérable de catholiques ; il fallut songer à leur assurer le libre exercice du culte. Mais le fait le plus grave dans l'histoire du catholicisme en Russie fut le démembrement de la Pologne. Le premier partage (1772) donnait à la Russie quelques tronçons des anciennes provinces kiéviennes et de la Lithuanie ; c'était la « Russie Blanche », ou, au point de vue de l'administration ecclésiastique, une partie du diccèse de Vilno. La population y était mélangée : catholiques de rite latin, uniates et orthodoxes. Le gouvernement russe marqua dès ses premiers pas le souci d'accentuer la différenciation de ces trois éléments, et ce fut ce souci qui inspira toute sa politique religieuse ultérieure, à mesure que les événements qui se déroulaient rapidement mettaient à sa merci le reste de l'ancien royaume polonais. Pour tous ces millions de nouveaux sujets, l'empire de Russie eut toujours soin de maintenir la ligne de démarcation tracée par Catherine II dès le premier partage de la Pologne.

Cette politique peut se résumer ainsi. Les orthodoxes étaient traités en frères enfin revenus à la maison paternelle ; leurs griefs envers leurs anciens maîtres devaient être vengés, leurs revendications toujours soutenues. Les uniates, eux, étaient des frères égarés, qu'il fallait ramener de gré ou de force à l'Église nationale. Enfin les Polonais proprement dits, c'est-à-dire les catholiques de rite latin, étaient des étrangers incorporés à l'empire, mais non assimilés ; on pouvait leur assurer la tolérance religieuse, mais à la condition d'écarter toute influence de leur part sur les autres parties de la population. Et avant tout on

voulait empêcher, autant que possible, l'ingérence du Saint-Siège dans les affaires polonaises. Dès 1772, il fut déclaré qu'aucun ordre venu de Rome ne pouvait être publié ou entrer en vigueur sans l'assentiment des autorités russes. C'était poser les bases du perpétuel conflit avec le Saint-Siège, qui marqua toute la domination russe en Pologne. L'une des questions brûlantes était celle des ordres religieux. Leur subordination à une autorité résidant hors de Russie paraissait intolérable, et le gouvernement russe ne cessa d'exiger que tous les religieux fussent soumis aux ordinaires diocésains, au mépris des règles de chaque ordre.

Au point de vue administratif, le gouvernement s'efforça d'établir une distinction entre l'Église catholique polonaise et les catholiques établis en Russie à titre divers. C'est cette idée qui inspira la création, en 1783, du diocèse de Mohilev, englobant tous les sujets catholiques de l'empire en dehors des diocèses polonais. Il était évident, dès le début, que le gouvernement s'efforcerait de placer ce diocèse isolé dans une situation différente, pour enrayer toute tentative de rapprochement politique entre les catholiques dispersés dans l'empire et les catholiques de Pologne. Mais cette politique ne se précisa que plus tard, au cours des événements. Sous les successeurs immédiats de Catherine II, les relations avec l'Église romaine subirent bien des fluctuations. Sous le règne de Catherine elle-même, l'une des plus curieuses conséquences de son attitude hostile au Saint-Siège fut la conservation, en Russie, de la Compagnie de Jésus en dépit de la bulle d'annulation. La publication de cette bulle ayant été interdite en Russie, les Jésuites purent y continuer leur œuvre de mission, qui se développa même dans des circonstances favorables sous le règne suivant. Paul Ier avait assumé le titre et les fonctions de grand-maître de l'Ordre de Malte, et se posa comme tel en protecteur du catholicisme en Russie. La chapelle de l'Ordre de Malte fut établie, sur ordre de l'empereur, à Saint-Pétersbourg, dans

les bâtiments de l'école des pages impériaux, — école privilégiée où les fils de l'aristocratie russe se préparaient à la carrière militaire, — et la jolie chapelle de Malte devint une des églises à la mode (1). Les Jésuites ouvrirent à Saint-Pétersbourg une école qui attira bientôt les fils des meilleures familles. Les émigrés français, accueillis à Saint-Pétersbourg avec la plus grande cordialité, contribuaient à dissiper les injustes préventions contre l'Église catholique. Mais les conversions assez nombreuses qui eurent lieu dans les milieux aristocratiques de la capitale éveillèrent de nouveau la défiance du gouvernement, malgré les sympathies qu'Alexandre Ier semblait témoigner à l'Église romaine. Le rétablissement des Jésuites en Europe leur enleva la situation privilégiée dont ils avaient joui en Russie : on vit en eux de nouveau les agents suspects d'une puissance étrangère, et le conflit qui s'ensuivit se termina par une nouvelle expulsion. Cette mesure ne s'étendit pas, tout d'abord, sur les diocèses polonais. La question polonaise venait d'entrer dans une phase nouvelle après les guerres napoléoniennes. Le « grand-duché de Varsovie », créé par Napoléon et de nouveau incorporé à l'empire russe par le congrès de Vienne, reçut une constitution autonome ; en se faisant couronner « roi de Pologne », Alexandre Ier assumait le devoir d'assurer à l'Église catholique les droits d'Église d'État que confirmait la constitution polonaise. Plus que jamais le souci du gouvernement fut d'établir une délimitation bien nette entre cette Église d'État polonaise, l'Église uniate, et les catholiques ressortissant de l'archidiocèse de Mohilev.

La situation changea de nouveau après l'insurrection polonaise de 1831. La charte constitutionnelle fut déchirée, et le gouvernement russe, parmi bien d'autres mesures de répression, se montra particulièrement rigoureux à

(1) Cette église existait jusqu'à la Révolution et a été détruite par les bolchéviks.

l'égard du clergé catholique, accusé d'avoir non seulement participé au mouvement insurrectionnel, mais de l'avoir inspiré et dirigé. La nouvelle attitude vis-à-vis de la Pologne rendit plus douloureuse que jamais la question des uniates. Décidé à réprimer désormais toute velléité d'indépendance de la part des Polonais, le gouvernement se décida à une mesure de vaste envergure pour effacer les traces de la naturalisation polonaise dans la partie d'origine russe de la population, c'est-à-dire chez les uniates. Ce fut l'idée qui inspira l'acte dit de « réunion des uniates » (1839). Par cet acte, l'Église unie de Pologne était abolie, fusionnant désormais avec l'Église orthodoxe, les fidèles furent considérés comme revenus en masse à leur Église nationale. Les velléités de résistance furent brutalement réprimées, les protestations de Rome restèrent vaines, la lutte fut courte et décisive (1).

Les formalités dont s'entoura cette « réunion » (adhésion du haut clergé, pétitions de fidèles, etc.), ne donnèrent le change à personne, et l'opinion publique, à l'étranger, fut unanime à flétrir un acte d'intolérance et d'odieuse violation de conscience. Il faut pourtant observer que cet acte n'était pas une fantaisie de despote. Il était réclamé par l'opinion publique en Russie, il fut sincèrement acclamé par tous les Russes qui refusaient obstinément de voir dans le rite uni autre chose qu'une perfidie polonaise... On ne parvenait pas à comprendre qu'il y eût là une question de conscience religieuse et de conviction sincère, la question n'apparaissait que sous son aspect politique et national. Quant aux mesures de violence, n'était-ce pas une juste revanche des longues persécutions subies par la population russe et orthodoxe en Pologne? C'est par ce raisonnement que s'apaisaient les scrupules de conscience des Russes, même des gens les plus honnêtes, les plus éclairés, les plus sincèrement chrétiens...

(1) Le diocèse uniate de Khelm subsista seul jusqu'à 1876.

Après ce dénouement brutal de la question uniate, le gouvernement russe sembla se prêter à des accommodements avec le Saint-Siège pour régler la situation légale des catholiques de rite latin. Un concordat fut conclu en 1847, mais il ne dura que jusqu'à la deuxième insurrection polonaise de 1863. Ce fut de nouveau le clergé catholique qui s'attira des mesures de rigueur extrême, jusqu'à la séquestration des biens d'Église. Les relations diplomatiques avec le Saint-Siège furent rompues; elles ne se renouèrent officiellement qu'en 1894, à l'avènement au trône de Nicolas II, par la nomination d'un ministre de Russie auprès du Saint-Siège, mais sans réciprocité, la Russie n'ayant jamais voulu la présence d'un nonce du Pape à Saint-Pétersbourg.

La situation des catholiques en Russie, depuis ce moment et jusqu'aux réformes constitutionnelles de 1905, se présentait sous l'aspect suivant :

La direction des sujets catholiques de l'empire était confiée à un « collège » présidé par l'archevêque de Mohilev, qui résidait à Saint-Pétersbourg. Les relations avec le gouvernement avaient lieu par l'intermédiaire du « Département des confessions étrangères » du Ministère de l'Intérieur. Les nominations d'évêques se faisaient par ukaze impérial, après approbation du Saint-Siège. L'État subventionnait l'entretien du clergé et des édifices religieux, ainsi que des établissements d'instruction ecclésiastique. En Russie (hors des diocèses polonais) les paroisses avaient le droit de possession de biens fonciers et d'immeubles, mais ce droit lui était refusé en Pologne. La célébration des offices était tolérée sans restrictions, mais seulement pour les catholiques : tout prosélytisme parmi les orthodoxes était sévèrement interdit. L'enseignement du catéchisme aux enfants catholiques était non seulement autorisé, mais prescrit : la législation russe n'admettait pas qu'un citoyen puisse n'appartenir à aucune religion, et tout enfant devait recevoir une instruction religieuse selon la confession indiquée par son acte de

baptême (1). Dans les écoles où les élèves catholiques étaient nombreux, il y avait d'obligation un aumônier catholique; si le nombre de catholiques était insuffisant pour justifier la nomination d'un aumônier, chaque enfant devait présenter un certificat de sa paroisse attestant que l'instruction religieuse lui était donnée. Le gouvernement exigeait que l'instruction religieuse scolaire se fît en langue russe : le livre prescrit à cet effet était le *Catéchisme* du P. Staceviez (O. P.).

Les questions toujours brûlantes et causes de conflits perpétuels étaient celle des Ordres religieux et celle des mariages mixtes. Les religieux ne pouvaient avoir de maisons de leurs Ordres que dans les diocèses polonais; sur le reste du territoire de l'empire on ne tolérait que des religieux isolés, à titre d'aumôniers. Les Jésuites étaient considérés comme bannis à jamais de tout l'empire, et le soupçon de « jésuite déguisé » provoquait des tracasseries insupportables. Quant aux mariages mixtes, les prescriptions du droit canonique romain se heurtaient avec les lois russes qui exigeaient, sans aucune exception, que si l'un des conjoints était orthodoxe les enfants soient baptisés et élevés dans la religion orthodoxe. Toute infraction à ce règlement et tout subterfuge pour s'y dérober étaient sévèrement punis par le Code russe, — et pourtant on avait souvent recours à des subterfuges de ce genre. Cette question de mariage était l'une des plus âprement discutées avec le Saint-Siège.

La situation générale changea sensiblement après l'explosion révolutionnaire de 1905, qui arracha au gouvernement, parmi d'autres concessions, un édit de tolérance complète. La question des mariages mixtes se trouva par là réglée, et les prescriptions de l'Église à ce sujet reprirent tous leurs droits. Mais le gouvernement russe ne

(1) Il n'existait pas de registre civil en Russie, et l'acte de naissance de chaque enfant devait être délivré par le prêtre de la confession à laquelle appartenaient les parents de l'enfant.

voulut rien céder sur la question des Ordres religieux, et continua à en interdire l'accès en dehors des diocèses polonais, sauf à des religieux-aumôniers. Les quelques tentatives qui se produisirent d'établir de petits couvents ne purent s'effectuer que sous le couvert d'un déguisement. Ainsi, un groupe de religieuses Missionnaires de Marie ne put s'installer à Saint-Pétersbourg que sous l'aspect d'un ouvroir pour jeunes filles pauvres.

Ce qui frappa beaucoup l'opinion publique à cette époque, ce fut le retour en masse des uniates à l'Église catholique, aussitôt que l'abolition des lois prohibitives en eut donné la possibilité. Le fait que ces dizaines de milliers d'humbles paysans avait conservé au cœur la fidélité à leur foi catholique malgré tant d'années de persécution faisait réfléchir. On ne pouvait attribuer ce fait à des tendances polonaises, car ces mêmes paysans avaient victorieusement résisté pendant des siècles à la polonisation. Il devenait évident que la question du catholicisme de rite oriental ne pouvait pas être traitée simplement comme un phénomène de reniement de nationalité. Bien au contraire, on se rendait compte que, sous cette forme, l'esprit catholique pouvait pénétrer profondément dans l'âme nationale. Et la constatation de ce phénomène ne fit que redoubler la méfiance à l'égard de ce rite oriental qui pourrait rivaliser victorieusement avec l'Église d'État si on lui en laissait la possibilité. C'est pourquoi, malgré la grande vague de tolérance, les tentatives d'établir à Saint-Pétersbourg une Église catholique de rite oriental se heurtèrent à de sérieuses difficultés et à un mauvais vouloir évident. On ne put obtenir qu'à grand'peine, sous le ministère Stolypine, la permission de célébrer quelques offices de rite oriental dans une maison privée érigée en chapelle. Encore cette chapelle fut-elle fermée en 1912.

La grande guerre, l'indépendance de la Pologne, la Révolution de 1917, — autant d'événements qui vinrent complètement changer la face des choses en Russie. Désormais, il n'y avait d'autres catholiques dans le pays

que les ressortissants de l'archidiocèse de Mohilev. Encore leur nombre diminua t-il rapidement, par suite de l'émigration et de l'option pour la Pologne quand les sujets de l'ancien empire eurent le droit de choisir leur nationalité selon leur origine. Il y avait eu beaucoup de Polonais disséminés sur tout le territoire de l'empire par suite de leurs fonctions ou métiers divers. La plupart d'entre eux regagnèrent leur patrie d'origine ; ceux qui restèrent étaient généralement russifiés et souvent n'appartenaient plus à l'Église catholique. Par contre, dès le début de la Révolution, il y eut beaucoup de conversions parmi les intellectuels russes ; en deux ou trois ans, il s'en forma plusieurs groupements se chiffrant par centaines et même par milliers.

Parallèlement à ce mouvement commençait à s'organiser de nouveau l'Église de rite oriental. Elle était dirigée maintenant par Mgr Léonide Fedorov, qui reçut le titre d'Exarque des catholiques russes de rite oriental, subordonné à Mgr Szepticki, métropolite de l'Église unie. Malgré des difficultés accablantes de tout genre, cette œuvre commençait à se développer quand s'abattit sur toute l'Église catholique l'orage de la persécution, en 1922. Toutes les églises furent fermées, les curés arrêtés ; l'archevêque Mgr Ciepliak, l'exarque Mgr Fedorov, et bien d'autres membres du clergé subirent un jugement inique qui se termina par une sentence de détention (1923). Quelques mois plus tard, un accord provisoire avec le Saint-Siège permettait de rouvrir les églises, sauf celles de rite oriental. A l'égard de ces dernières, le gouvernement bolchevik tenait à continuer la tradition de méfiance redoublée. Quand une délégation de la paroisse orientale de Saint-Pétersbourg essaya de protester devant le Soviet local, réclamant le droit pour des Russes de prier dans une église russe, elle n'obtint qu'une réponse ironique : « Qu'ils aillent prier dans les églises polonaises ! Quand même ils s'y feraient poloniser, ce n'est pas bien terrible : des Russes polonisés ne se compteront jamais que par

centaines et ne sont guère redoutables. Tandis que l'Église de rite russe pourrait attirer des masses, et cela, nous ne l'admettrons jamais ! »

A l'heure qu'il est, l'Église catholique de rite oriental n'existe plus en Russie. Mgr Fedorov est mort en déportation, les quelques prêtres et fidèles survivants ne se trouvent que dans les lieux d'exil ou les camps de concentration.

L'Église de rite latin n'existe que sous l'aspect, de plus en plus restreint, de confession étrangère destinée seulement à l'usage des étrangers. Les fidèles ne peuvent jouir d'une tolérance relative que s'ils peuvent se prévaloir de leur qualité de non-russes et de la protection des puissances étrangères. Les catholiques russes de rite latin n'ont pas été plus épargnés que leurs frères de rite slave.

Il est impossible de citer un chiffre plus ou moins exact du nombre de catholiques qui peuvent encore se trouver en Russie. D'après des données datant déjà d'une dizaine d'années, l'archidiocèse de Mohilev comptait 171 paroisses, le diocèse de Kamenetz (Podolie) une centaine, celui de Tiraspol 123. Mais la persécution sévit toujours, s'abattant sur les fidèles comme sur leurs pasteurs, et nombre de ces paroisses n'existe plus que sur le papier.

L'heure du grand réveil de l'Église catholique de Russie est encore lointaine... Mais elle viendra un jour, et puisse alors la grande œuvre d'union se trouver affranchie des discordes nationales qui ont défiguré son idéal et ensanglanté son passé !

J. DANZAS.

QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

CIVIS. *Nouveau pouvoir d'achat.*

R. G. RENARD. O. P. *L'intervention de l'Etat dans les affaires.*

Un précédent article, particulièrement apprécié, sur la propriété avait envisagé ici même l'important problème de la Société anonyme. L'auteur aborde aujourd'hui un sujet qui n'est pas de moindre actualité, car c'est la nationalisation de certaines industries qui est, cette fois, en question. Tout inspirées de *Quadragesimo Anno*, ces pages seront, dans le désarroi actuel des esprits, d'un grand secours pour tous ceux qui veulent travailler à « l'ordre nouveau » qui s'élabore.

A.-D. TOLÉDANO. *Chronique de politique étrangère.*

La « normalisation » des rapports entre l'Allemagne et l'Autriche.

M. LALOIRE. *Le rexisme.*

Le « fait rexiste » a dominé la récente campagne électorale belge : on verra, d'après la présente lettre reçue de Belgique, que l'unanimité des catholiques belges est loin de se rallier à Léon Degrelles.

P.-H. SIMON. *Message de la Maison de France.*

Le récent livre du Comte de Paris.

Memento des revues.

Nouveau pouvoir d'achat

Donner aux classes laborieuses un nouveau pouvoir d'achat, tel est le but que le gouvernement Blum s'efforce d'atteindre. Voici bientôt deux mois que l'offensive est déclenchée, et de tous côtés on se demande avec quelque inquiétude si l'objectif approche ou s'éloigne. Les réactions économiques sont lentes, insidieuses, changeantes. Elles obligent à beaucoup de prudence dans le diagnostic et dans la thérapeutique.

Or, dans la joie de la première prise du pouvoir, les réformateurs socialistes ont quelque peu méconnu les précautions indispensables dans l'art de gouverner les hommes et les prix. En ce domaine comme en beaucoup d'autres, il vaut souvent mieux ne pas réussir trop rapidement ni trop brutalement, afin que le succès ne soit pas trompeur, afin qu'il soit réel et durable. Le délicat problème du pouvoir d'achat nous en donne la preuve.



Nous connaissons les arguments socialistes. La crise est un fait de répartition beaucoup plus que de production : il y a sous-consommation ouvrière beaucoup plus que surproduction. Augmentons donc le revenu des salariés, et nous assurerons un nouveau démarrage de l'économie nationale. Comme les salariés ne sont pas atteints de la maladie capitaliste, comme ils n'investissent pas, comme ils ne thésaurisent pas, ils dépensent, ils achètent. En augmentant leur faculté d'achat, nous allons donc réveiller le circuit économique.

Il y a du vrai dans ce raisonnement ; personne ne peut nier la restriction de beaucoup de budgets ouvriers ; personne ne veut arrêter l'accroissement de bien-être de la plupart des travailleurs. Il y a cependant, du point de vue économique, des objections qui s'élèvent.

Les ouvriers ne considèrent pas l'argent comme un moyen d'accumuler des valeurs : ils ne conçoivent pas qu'on ait de l'argent pour ne pas le dépenser. En l'occurrence cela est une qualité. Seulement ils ne vont acheter que ce qui rentre dans leur genre de vie : denrées alimentaires, vêtements, appareils de T.S.F., motocyclettes, etc... C'est un seul secteur de l'économie qui va renaître. Ce secteur suffira-t-il à réveiller les autres, ou devra-t-il les remplacer ? Si la réforme en cours réussissait, on s'acheminerait vers un nouvel équilibre économique beaucoup plus démocratique que l'ancien. Mais ceci n'est pas une objection dirimante, quoique l'existence des classes moyennes soit ici en jeu. La question la plus préoccupante est de savoir si la réforme telle qu'elle est entreprise peut réussir.

Quand on parle de pouvoir d'achat, il semble qu'on ait découvert quelque fluide mystérieux qui vous rende tout d'un coup plus riche et plus heureux. Malheureusement on ne crée pas du pouvoir d'achat comme on crée des signes monétaires. Pour donner à quelqu'un un tel pouvoir nouveau, il faudrait être capable de verser secrètement à chacun davantage de monnaie, sans faire augmenter le prix des choses à acheter sur le marché. C'est possible dans l'individuel : je bénéficie d'une subvention extraordinaire, cette subvention ne fait pas augmenter le prix de la viande, mon pouvoir d'achat est augmenté. Dans le social le problème n'est pas le même. Le pouvoir d'achat est de l'ordre d'un rapport. Seulement en augmentant le numérateur, le salaire nominal, par une ironie bien gênante, on augmente le dénominateur, le coût de la vie. Il ne suffit donc pas d'accroître les salaires pour accroître le fameux pouvoir d'achat. Sur un marché aussi sensible que le marché français, nous avons déjà vu comment les entrepreneurs anticipent la hausse des prix au-delà même du niveau arithmétique impliqué par la hausse des salaires.

La psychologie collective, jointe aux difficultés de la production, risque donc d'annihiler la victoire ouvrière. Or rien n'est aussi démoralisant que de se voir enlever un avantage qu'on croyait définitif.

Nous ne désapprouvons pas l'objectif du gouvernement. Oui, il fallait augmenter le pouvoir d'achat des masses laborieuses. Mais nous craignons fort que M. Blum ne puisse atteindre cet objectif par la route qu'il a choisie. Pour arriver au sommet d'une montagne, comme pour en descendre, la ligne de plus grande pente n'est pas la voie la plus sûre, ni la plus rapide humainement parlant. Le courant économique coule dans un circuit fermé. La vie du salarié est strictement dépendante de celle du salariant Notre gouvernement a oublié le jeu des répercussions économiques. Ceux qui souhaitent l'augmentation réelle du pouvoir d'achat des ouvriers s'en attristent.

Au fond, on ne crée pas un nouveau pouvoir d'achat, du fait même que ce pouvoir n'est pas une quantité absolue, mais on déplace le pouvoir d'achat existant. On le répartit autrement. Le véritable problème est là. Il s'agit de mieux répartir, sans annihiler le moteur. Sous prétexte d'aménager le débit d'un cours d'eau il ne faut pas en tarir la source. C'est précisément parce que nous désirons qu'on améliore réellement la condition humaine de tous les travailleurs que nous voudrions voir sauvegarder la source vive où ils continuent à s'abreuver.

Civis.

L'intervention de l'État dans les affaires

SOMMAIRE

I

L'État est l'entreprise de la souveraineté.
Double élément de celle-ci : pouvoir et service.

II

L'État-Pouvoir :

La défense de l'autorité de l'État à l'encontre des puissances d'intérêt privé. Rappel de l'encyclique *Quadragesimo anno.*

1° Maintien de l'équilibre nécessaire entre la masse des services administratifs et la masse des entreprises capitalistes.

2° Maîtrise de l'autorité publique au sommet de l'édifice capitaliste : question de la nationalisation du crédit.

Remarque : Symétrie de la propriété capitaliste et de la propriété féodale; elles sont, non seulement richesse, mais pouvoir; exemple fourni par la monarchie féodale : la « directe » royale universelle.

III

L'État-Service : Rapport avec l'État-Pouvoir.

1° Les entreprises du bien commun *abandonnées à l'initiative privée.* Leur coordination rationnelle par les organismes corporatifs eux-mêmes intégrés dans la structure de l'État. Les charges sociales de la propriété privée.

2° Les entreprises du bien commun *constituées en régime administratif,* non pourtant sans collaboration avec l'entreprise privée.

a) Services essentiels de l'Etat.
b) Services dont l'exécution nécessite l'exercice d'un pouvoir de contrainte.
c) Services organisés dans un but fiscal ou un but de sécurité publique.
d) Services organisés à titre de suppléance.

La loi de collaboration est plus fondamentale que la loi de la concurrence; le témoignage de l'expérience.

I

L'insistance que nous avons mise dans un précédent article (1) au rapprochement de l'entreprise privée et du service public, puis de l'appropriation sociétaire et de la domanialité publique, du gouvernement de la société anonyme et de celui de la société politique — l'évocation de la séparation des pouvoirs et du rapport de « représentation », non de mandat, entre le corps des associés et le corps des administrateurs... tout cela a préparé le lecteur au sujet de ce second essai : l'État, et lui a fait pressentir l'intérêt qu'il présente pour l'étude de la structure juridique de l'entreprise.

Déjà nous avons relevé l'interdépendance de l'organisation de l'entreprise et de l'organisation de la profession; mais l'organisation de la profession, le corporatisme, est justement l'un des principaux objectifs de la réforme de l'État : réforme de l'entreprise, réforme corporative, réforme de l'État, cela fait trois problèmes, mais solidaires.

L'État n'est que l'entreprise de la souveraineté, donc une entreprise comme les autres entreprises, mais privilégiée entre celles-ci. Or, dans l'idée à laquelle est assignée cette entreprise, et qu'on nomme la *souveraineté*, il y a deux faces : la face *pouvoir* et la face *service*; c'est surtout à cette dernière que répond le terme d'administration, à la première le terme de gouvernement. Les juristes discutent si le service est pour le pouvoir, ou le pouvoir pour le service; laissons cela de côté pour le moment : ils se soutiennent l'un l'autre comme pile et face.

(1) « Propriété, et capitalisme », dans *La Vie Intellectuelle* du 10 février 1936.

Donc, la souveraineté est d'abord un pouvoir : un pouvoir qualifié par une prérogative qui le caractérise, il est (dans l'ordre temporel bien entendu) le premier. Cette primauté n'est pas un simple rang préférentiel comme il s'en produit dans les concours scolaires ou sportifs. Elle implique, ce que M. Le Fur appelle le « pouvoir du dernier mot » : le pouvoir de trancher en dernier ressort : *Roma locuta est...* C'est précisément par respect de cette prérogative que la S.D.N. ne se considère pas comme un super-État.

Cette indépendance des États entre eux, c'est la *souveraineté extérieure.* Et quant à la *souveraineté intérieure,* elle consiste, non pas à n'avoir point de rival, mais à n'en avoir point qui lui soit dynamiquement supérieur : c'est là un point capital, touchant la fonction étatique; nous en tirerons tout à l'heure une très importante conclusion touchant la limite de l'extension des services administratifs. Il s'exerce sur le territoire de l'État une foule de pouvoirs autres que celui de l'État; il ne doit pas en subsister un seul qui soit capable, non seulement de le modérer, de le tempérer, mais de le dominer : il n'est pas possible que la puissance politique de l'État soit asservie à quelque puissance économique que ce soit, qu'il s'agisse de l'organisation prolétarienne, de l'organisation capitaliste, ou encore de cette force grandissante et non sans péril que représentent les syndicats de fonctionnaires. Pourquoi ? Pour la même raison que nous mettions en avant dans notre premier article, la primauté du spirituel : la souveraineté s'exerce au nom du principe national, les puissances économiques au nom d'intérêts matériels, lesquels ne se spiritualisent qu'en se dépassant pour se rejoindre à un étage supérieur : justement le principe national.

Et quant à la puissance religieuse?... le rapport ne serait-il pas analogue entre l'Église et l'État qu'entre l'État et les puissances économiques? C'est un sujet que nous aimerions traiter, mais ce n'est pas notre sujet.

Il n'y a pas de pouvoir qui ne soit ordonné à un service, et, du même coup, légitimé en droit et renforcé en fait pour le service qu'il rend.

Légitimé en droit : qu'on se rappelle la réponse du pape Zacharie à Pépin le Bref; ce fut la première encyclique du « ralliement » : c'est sur la tête du premier des monarques carolingiens que s'est fondée la doctrine dont profita la troisième République...

Renforcé en fait : évoquant l'image des patriciens escortés au forum par les clients qu'ils entretenaient pour leur propre gloire, tel le cortège des fonctionnaires défile devant le ministre ou le préfet à la réception du 1er janvier.

Observez bien ici que le service public, l'entreprise administrative est le point d'articulation de la vie publique et de la vie privée, ou, si vous voulez, de l'organisation politique et de l'organisation économique.

D'abord, parce que les entreprises, même purement privées, et les entreprises, même purement administratives, sont en position d'*interdépendance* dans le service du bien commun général auquel elles concourent : le service public n'a pas le monopole du bien commun.

Par ailleurs, un grand nombre d'entreprises sont aménagées sur le mode d'une *collaboration* des deux facteurs. Quand on parle d'entreprise d'État, de service d'État, de nationalisation,... il faut toujours bien distinguer entre l'entreprise même et son mode de gestion : l'entreprise publique, administrative, étatique, peut être l'objet d'une gestion privée ou d'une cogestion aux mo-

des indéfiniment variés entre l'administration et les particuliers (par ex. les concessions). Et, d'autre part, maintes entreprises privées s'effondreraient si elles n'étaient soutenues par une énergique protection de l'État contre la libre concurrence (songez à la législation douanière) : encore ne parlé-je point de cette sorte d'entreprises privées qu'on appelle les établissements d'utilité publique — si proches des établissements publics, lesquels sont, eux, des services administratifs, qu'un simple changement d'opinion au Conseil d'État sur la signification d'un texte législatif suffit pour leur faire traverser la barricade ; c'est ce qui est arrivé, par exemple, voici quinze ans, aux monts-de-pitié.

C'est de cette double articulation qu'il s'agit de trouver la loi; ou, ce qui revient au même, il s'agit de savoir jusqu'à quel point, et dans quel cas, et encore de quelle manière, peut ou doit se produire l'intervention administrative dans les affaires.

Notre plan s'inspirera d'un vieil adage scolastique : *agere sequitur esse*. Le rôle essentiel de l'État en matière économique est de veiller à une équitable répartition du bien commun, qui, même géré par des particuliers, n'en est pas moins, sous le rapport de l'utilité, le bien de tous, de telle sorte que chacun puisse subvenir au mieux à ses besoins : de ce point de vue, le rôle économique de la souveraineté paraît essentiellement un rôle de coordination et de suppléance; c'est ce que j'appelle *agere*. Mais, d'une autre façon, ce n'est que le second rôle; pour le remplir, il faut d'abord *esse*, dit l'adage, — être ce qu'on doit être, être pleinement ce qu'on est, être en fait ce qu'on est en droit : « réaliser sa définition ». Or, la définition de l'État, ce n'est pas d'être tout, ni d'être seul — là est l'erreur socialiste ;

mais c'est d'être le plus fort; et, l'étant, de le rester; et pour le rester, de se défendre. La souveraineté n'est pas, entre les mains des gouvernants, un droit qu'ils puissent abdiquer ou qu'ils puissent simplement laisser choir par faiblesse; c'est un pouvoir, c'est-à-dire une charge qu'il faut, de toute nécessité, remplir. Défendre sa propre autorité — et puis, cette autorité, l'employer dans le sens de la pleine satisfaction et de la meilleure répartition du bien commun. Reprenons ces deux points.

II

En mettant en avant la défense de l'État, je ne cède pas à une vieille habitude de professeur de droit public. Je m'exprime en chrétien et en religieux. J'épouse purement et simplement la doctrine de l'encyclique *Quadragesimo anno.* Elle y revient à plusieurs reprises. Par exemple, cette description de ce qu'elle nomme la dictature économique : « A tout cela, viennent s'ajouter les graves dommages qui résultent d'une fâcheuse confusion entre les fonctions et devoirs d'ordre politique et ceux d'ordre économique; telle, pour n'en citer qu'un d'une extrême importance, la déchéance du pouvoir : lui qui devrait gouverner de haut, comme souverain et suprême arbitre, en toute impartialité et dans le seul intérêt du bien commun et de la justice, il est tombé au rang d'esclave et devient le docile instrument de toutes les pressions et de toutes les ambitions de l'intérêt. » « L'impérialisme économique, écrit-elle plus loin... l'impérialisme international de l'argent. »

La défense de l'État est donc bien la revanche du principe national, spiritualiste, dont nous parlions, contre l'oppression des puissances matérielles : le même réta-

blissement de la hiérarchie des valeurs que nous réclamions précédemment dans la constitution interne de l'entreprise, et que nous réclamons à présent dans les rapports de la société politique et de la société économique.

Eh bien! il y a pour l'État deux moyens de se renforcer vis-à-vis de la puissance capitaliste, comme du reste vis-à-vis de la puissance prolétarienne, et de se tenir dans une position propre à se faire respecter, à les empêcher de s'entre-détruire, et donc de sauver l'intérêt général dont il a la charge, — deux moyens entre lesquels il n'y a pas à opter, mais qu'il y a lieu de combiner.

1° Le premier est de joindre à l'entreprise de la souveraineté, et en annexe de celle-ci, des entreprises administratives assez considérables pour leur faire équilibre; c'est de s'envelopper d'un réseau de services publics assez développé, et, par conséquent, comme les vieux patriciens, de se faire accompagner d'une phalange de fonctionnaires assez imposante pour s'assurer la maîtrise. L'extension des services publics et du fonctionnariat a ses inconvénients, mais c'est un principe d'ordre, — de même que l'essor de la concurrence a ses avantages, mais c'est un principe de trépidation et la source des crises. L'une fait une société somnolente, l'autre une société inquiète et agitée. Le bien est dans le juste milieu. Mais le juste milieu exige précisément qu'à tout accroissement de force d'un côté réponde une compensation de l'autre. On n'y pense pas assez : c'est la concentration capitaliste qui appelle, par un choc en retour, ce qu'on nomme d'un terme qui n'est pas toujours exact : les monopoles administratifs. On se dit que telle ou telle affaire serait bien mieux gérée par l'entreprise privée que par l'administration : ce peut être très vrai;

mais ce n'est pas l'affaire qui a besoin de l'administration, c'est l'administration qui a besoin de l'affaire, — celle-là ou une autre, pourvu qu'elle dégage au profit de l'État le même potentiel. La santé sociale, disait Hauriou, exige le maintien d'une certaine proportion entre la masse de la liberté économique, masse de l'autoritarisme administratif; il faut sauver la proportion.

Nous avons parlé du renforcement du pouvoir exécutif dans l'État comme dans l'entreprise. Eh bien! si autonome qu'elle soit à l'endroit du gouvernement, l'administration renforce le pouvoir exécutif.

En logique pure, c'est indiscutable, et l'expérience en est concluante. Nous disons beaucoup de mal de notre administration, et nous ajoutons volontiers que moins elle se charge de besogne, moins il y a de besogne ratée. Seulement, les étrangers l'envient : je sais un professeur américain — pourquoi ne pas donner son nom ? M. James Garner — qui, durant son séjour en France, fut tellement émerveillé par notre régime administratif qu'à son retour il écrivit un livre pour le faire connaître et admirer dans son pays : ainsi Montesquieu avait-il écrit *L'Esprit des lois* pour gagner l'opinion française au gouvernement de l'Angleterre! Il est hors de doute que, dans un pays aussi mobile que le nôtre, la puissante ossature du régime administratif est une garantie de stabilité et de continuité de tout premier ordre. Les régimes politiques passent, et l'administration demeure; les ministères s'écroulent, et l'administration demeure; le Parlement s'agite, les partis se disloquent, les leaders de gauche passent au centre, et les journaux du centre à l'extrême-gauche..., et l'administration poursuit son petit trot de cheval de fiacre, traînant cahin-caha le char de l'État... il ne faut pas toucher légèrement à de pareilles sécurités; il faut même les entretenir.

Le développement des services administratifs : c'est une direction dans laquelle on s'est largement avancé en France; une avance sur laquelle, quoi qu'on dise, on ne reviendra guère. — Regardez qui prône ce retour : les princes de la finance; ils ont de bonnes raisons pour cela, et leurs récriminations sont au plus haut point suggestives : une administration puissante est le pire obstacle à leur hégémonie; la « féodalité administrative » porte ombrage à la « féodalité capitaliste ».

2° Tout de même, il ne convient pas de choisir pour l'érection en services publics — la nationalisation, comme on dit, ou la municipalisation — n'importe quelles entreprises privées. Et, ce que je dis de la nationalisation, je le dis aussi bien d'un contrôle plus strict de l'État qui n'est qu'une nationalisation mitigée ou une nationalisation indirecte : car, dans le fond, *entre l'un et l'autre procédé, il y a plutôt une différence de technique que de principe.* Or, là-dessus, l'encyclique donne une suggestion précise dans laquelle nous allons découvrir la deuxième direction à suivre : « Il y a certaines catégories de biens pour lesquels on peut soutenir avec raison qu'ils doivent être réservés à la collectivité... » Lesquels ?... « Lorsqu'ils en viennent à conférer une puissance économique telle qu'elle ne peut, sans danger pour le bien public, être laissée entre les mains de personnes privées. Des demandes et des réclamations de ce genre sont justes... »

En d'autres termes, il y a propriété et propriété, et encore, entreprise et entreprise. La propriété qui n'est que propriété, et l'entreprise qui n'est qu'une affaire; et puis la propriété ou l'entreprise qui est une puissance.

Entre la petite propriété ou la petite entreprise et la grande, l'énorme, la « colossale »... on glisse, insensi-

blement, d'une différence quantitative à une différence qualitative : à un moment donné, elle devient un pouvoir; non pas seulement dans le sens d'un pouvoir interne (il y a du pouvoir dans le moindre salon de perruquier dès que le maître de céans a un apprenti), — mais d'un pouvoir qui rayonne au dehors, d'un pouvoir public, d'un pouvoir rival de celui de l'État.

Tel est, me semble-t-il, le cas de cette distribution discrétionnaire du crédit, que le Pape compare à la distribution du sang à l'organisme économique... Entre les entreprises privées, au sommet de la pyramide des entreprises privées, il en est une qui les domine toutes en régime capitaliste, — une entreprise dont l'unique objet est de les servir toutes, de former le nœud où elles se rejoignent toutes, où elles aboutissent toutes, alors même qu'elles n'en sortiraient pas toutes; c'est le poste suprême du commandement dans l'économie capitaliste, et qui l'occupe tient tous les autres sous sa maîtrise; c'est le poste souverain... est-ce que ce n'est pas le poste de l'État ?

L'encyclique n'impose pas la nationalisation du crédit; mais elle la tient incontestablement pour correcte. Et je voudrais faire observer qu'en la soutenant (nationalisation pure et simple, ou indirecte, ou mitigée) nous nous rallions à une très vieille tradition, je veux dire que nous sommes en mesure de nous réclamer de l'un des précédents les plus fameux de notre histoire nationale. La propriété féodale était, elle aussi, déjà, une propriété-puissance. Cette propriété était la seigneurie, comme on disait alors. C'était un réseau de « tenures » où chacun tenait sa terre de son suzerain, à charge de services de justice et de guerre, et par son suzerain de son arrière-suzerain, et l'on remontait ainsi, de degré en degré, jusqu'au roi, premier « seigneur fieffeux » du royaume, le-

quel avait pour vassaux les grands feudataires, et pour arrière-vassaux leurs propres vassaux... Toute propriété féodale se décomposait ainsi en domaine utile au profit du vassal et domaine direct au profit du suzerain ; et c'est par le développement de la « directe royale universelle » que se consolida la monarchie médiévale. Le capitalisme est une nouvelle féodalité; seulement, au moyen âge, la « directe universelle » est aux mains du roi; aujourd'hui, elle est aux mains de la banque. Il faut la rendre à l'État, et voilà un nouveau moyen âge...

III

Du *pouvoir*, nous passons au *service*.

J'ai renoncé à établir entre eux un ordre de préférence, et j'y persiste : ils se conditionnent l'un l'autre ; ils se postulent justement par cela même qu'ils diffèrent.

Le pouvoir est la constante de la souveraineté, et les services sont les modes dans lesquels il se réalise. En soi, le pouvoir n'est qu'un principe, il n'est qu'une « puissance » au sens philosophique du mot; or toute puissance tend à se réaliser et à s'exercer par des actes, et, tant qu'elle ne s'est pas « actuée », elle demeure à l'état purement... potentiel : les services publics sont les actes du pouvoir souverain; et tandis que celui-ci est un principe constant, ceux-là sont des modes infiniment variables; si vous aimez la philosophie, je dirai que le pouvoir est la raison d'une analogie de proportionnabilité; les services sont les analogués où elle prend corps.

Parlons plus simplement : Le pouvoir ne se renforce pas pour se renforcer ; il se renforce pour remplir sa tâche qui est de veiller au bien commun et à son équitable répartition. L'État, avons-nous dit, n'a nullement

qualité pour monopoliser le bien commun. Il y a donc lieu de se demander d'abord, non plus quelle somme d'entreprises il doit assumer lui-même, mais de quelles entreprises il convient qu'il se charge, soit pour sa propre défense, soit pour la satisfaction des besoins du public, — ensuite comment il lui revient d'assurer la satisfaction des besoins du public dans les entreprises qu'il abandonne et doit abandonner à l'initiative des particuliers.

Ou, plutôt, puisque le rôle des pouvoirs publics est, premièrement, de coordonner et de contrôler, et, à titre subsidiaire seulement, de se substituer à l'entreprise des particuliers et d'entreprendre eux-mêmes, il est tout indiqué d'envisager d'abord cette fonction de surveillance, et seulement après sa fonction de suppléance.

1° La surveillance, disions-nous, a pour premier objectif la coordination. La doctrine institutionnelle n'a pas foi dans le hasard; elle ne croit pas que l'ordre sorte automatiquement de l'anarchie, ni l'harmonie sociale de la conflagration des convoitises; elle pose les buts au-devant de l'action. Chaque entreprise représente une tranche du bien commun; il reste à reconstituer le puzzle : cette charge incombe « à celui à qui incombe le souci du bien commun », suivant le mot du Docteur Angélique. C'est l'un des aspects, et peut-être le principal, du problème de la rationalisation.

La constitution corporative, dictatoriale et chrétienne du Portugal de 1933 le résout par une déclaration très énergique : elle investit l'État d'un mandat général à l'effet, dit l'article 31, « ... d'établir l'équilibre de la population, des professions, des emplois, du capital et du travail ; défendre l'économie nationale contre les exploitations agricoles, industrielles et commerciales de

caractère parasitaire ou incompatibles avec les intérêts supérieurs de la vie humaine; obtenir le moindre prix et le plus haut salaire compatible avec la juste rémunération des autres facteurs de la production, par le perfectionnement de la technique, des services et du crédit, développer le peuplement des territoires nationaux, protéger les émigrants et discipliner l'émigration... ».

Confier une pareille mission à l'État moderne, ce serait peut-être faire preuve d'un optimisme exagéré, mais je ne vois pas ce qui empêcherait de la reconnaître, sinon à un État corporatif, — l'expression est bien équivoque,... et tellement compromise!... — du moins à la profession organisée et à la Chambre professionnelle ou à la juridiction professionnelle, elles-mêmes intégrées dans la structure de l'État.

Le second objectif a trait à la répartition du bien commun réalisé par l'entreprise, et il faut l'entendre de sa répartition entre les collaborateurs de l'entreprise d'abord, puis du profit qui doit en être tiré, en définitive, par la collectivité tout entière et les individus qui la composent.

Au premier point se rattachent toute la législation des sociétés, sur laquelle nous avons esquissé quelques horizons, et toute la législation protectrice des travailleurs, sur laquelle vous me permettrez de m'en tenir à ce rappel.

Mais l'entreprise ne doit pas seulement réaliser et équitablement répartir son propre bien commun à l'intérieur d'elle-même. Son bien commun, avons-nous dit, est lié à un bien commun plus général auquel elle participe et auquel elle doit aussi son apport. Le groupement, petit ou grand, solidarisé par son bien commun propre, s'engrène dans de plus vastes groupements; la vie éco-

nomique ignore les francs-tireurs, et ceux qui prétendent s'isoler, — individus ou groupements, — ne sont que des profiteurs qui puisent comme les autres dans la masse tout en lui refusant leur contribution. Il faut contribuer, par cela même qu'on profite; c'est ce qu'exprime saint Thomas lorsqu'il dit que, sous le rapport de l'usage, le propriétaire doit traiter les choses qui lui appartiennent comme des choses communes, de telle sorte qu'il les « communique » de bonne grâce à son prochain pour subvenir à ses besoins.

L'État apparaît ici, en tant que gérant du bien commun le plus général de ses sujets, comme investi d'une double tâche — c'est la tâche même de la loi d'après le saint Docteur : une tâche *régulatrice*, qui, ici, consiste à organiser cette contribution, et c'est la tâche principale, car la loi s'adresse d'abord aux gens de bonne volonté, et la contrainte n'est que pour ceux qu'il nomme *mali homines*; et puis, pour ces derniers, une tâche *coercitive*. C'est cette double tâche que remplit la législation très abondante des charges sociales de la propriété; pour la France, on en trouvera une mise au point très précise dans une conférence de notre collègue et ami Trotabas, intitulée *Le régime administratif de la propriété civile* et jointe à une leçon donnée par... votre serviteur sur *La pensée chrétienne sur la propriété privée*; elles ont été réunies sous le titre *La fonction sociale de la propriété privée*, à la Librairie du Recueil Sirey.

2° Voilà pour les entreprises privées. De ce côté, la fonction de l'État est une fonction proprement, et on peut dire uniquement autoritaire : il commande par ses lois et règlements, il sanctionne ses ordres. Il n'en est pas de même dans les entreprises dont nous allons parler; ici l'État se fait organisateur; et, si l'autorité sou-

veraine anime encore cette organisation, du moins n'est-elle pas également sensible; c'est une innervation qui va s'amenuisant du cerveau aux extrémités du corps.

Donc, la puissance publique, le pouvoir, se réalise dans les services. Et, d'abord, une observation : Je crois qu'on chercherait en vain un seul service public qui, de soi, pourrait être considéré comme un attribut nécessaire du pouvoir souverain. De soi, le pouvoir seul est nécessaire, et, de soi, il est encore nécessaire qu'il s'incorpore dans un ou plusieurs services. Lequel ou lesquels? De soi, il n'importe : ce peut être l'armée, ou bien la justice, ou bien l'administration civile, ou d'autres, un seul ou plusieurs : de soi, il n'importe.

Ce qui est encore nécessaire, c'est que le pouvoir ait son siège fondamental dans l'un de ces services. Le service où loge le pouvoir est, à l'endroit de tous les autres, un centre de coordination; c'est le foyer : le foyer est là où le pouvoir a planté sa tente; c'est son « domicile », au sens juridique du mot : le principal établissement. Dans l'Allemagne d'avant-guerre, le service principal était l'armée; en Angleterre, c'est la justice.

Dans la France moderne, ce foyer est constitué par l'administration civile : c'est ce qui symbolise la prééminence du préfet dans son département, — le préfet qui est l'héritier des intendants de l'ancien régime, lesquels étaient les représentants directs du roi dans les provinces. Sa prééminence, c'est-à-dire la prééminence de l'administration civile, vient encore d'être accentuée par l'article 3 de la loi du 10 avril 1871, modifiée par le décret-loi du 5 novembre 1926 : « ... En stipulant, est-il écrit dans l'exposé des motifs, que le préfet, dans son département, surveille l'exécution des lois et des décisions du gouvernement, et que les chefs de service régionaux et locaux sont tenus de lui fournir tous renseigne-

ments utiles à l'accomplissement de sa mission, le nouvel article 3 a pour objet d'affirmer, comme l'avait fait la circulaire du 10 juillet 1926, mais, cette fois, dans un texte d'ordre législatif, la prééminence du préfet, lequel représente, au même titre, tous les ministres dans le département confié à son administration. L'action et l'initiative qu'il est nécessaire que les préfets exercent, sous leur responsabilité, dans tous les domaines, exigent que ces hauts fonctionnaires aient une connaissance complète de tout ce qui se passe dans leur département : c'est le moyen de l'acquérir qui leur est ainsi donné. »

Pareille conception ne s'impose pas; mais elle est certainement dans la tradition régalienne issue de la renaissance du droit romain et consolidée par la Révolution, le Consulat et l'Empire.

A partir de l'administration civile, les services publics se déploient par zones, dont chacune incorpore un peu moins de pouvoir que la précédente et un peu plus que la suivante; d'une façon schématique on peut distinguer quatre zones :

a) Des services considérés comme tellement essentiels au pouvoir politique qu'on ne conçoit même plus, aujourd'hui, que l'État s'en décharge : la justice, l'armée et la marine, la diplomatie, la police, la voirie... Ce sont des services très étroitement serrés autour de la souveraineté. Notez pourtant que, pour quelques-uns d'entre eux, dès ce premier cercle concentrique, on aperçoit déjà, soit dans un passé tout proche, soit dans le présent et l'avenir, une certaine collaboration privée. J'ai connu, dans ma jeunesse, des ponts concédés à des particuliers qui percevaient un péage sur les passagers, et vous avez surpris, aux carrefours des routes, le témoignage du concours des syndicats d'initiatives et de la Maison Mi-

chelin au service de la voirie terrestre. Il n'est pas certain, par ailleurs, que la justice corporative n'entrera pas en concurrence avec la justice de l'État, à moins, — ce qui est bien plus probable et désirable, — que la justice d'État ne se détende pour intégrer la justice corporative : une manière de décentralisation; le mouvement est engagé : songez à la juridiction des tribunaux de commerce, des conseils de prud'hommes, des conseils de discipline des barreaux, etc...

b) Dans la zone suivante, se placent toutes les entreprises, quel qu'en soit l'objet, dont l'exécution ne peut être assurée, du moins dans des conditions acceptables, sans recourir à la contrainte; or, les particuliers n'ont pas de pouvoir de contrainte les uns sur les autres; donc il faut recourir à l'État : pensez aux P.T.T., aux chemins de fer, à l'éclairage des rues et des maisons... Toutes ces entreprises sont bien indiquées pour le régime de la concession ; en fait, un bon nombre sont concédées ; parmi celles qui ne le sont pas, et que l'État garde en régie, il en est qui sont pourvues d'un régime de décentralisation si proche de la concession que, — pour prendre un cas typique, — les dernières conventions ferroviaires sont conclues entre l'État représenté par le ministre des Travaux publics, d'une part, et l'administration des chemins de fer de l'État et les compagnies du Nord, de l'Est, du P.-L.-M..., d'autre part. Quant aux services qui, comme les P.T.T., demeurent sous le statut classique de la régie, il ne peut exister de meilleure raison pour les y maintenir que d'en fixer le personnel sous le régime autoritaire du « fonctionnariat », car, suivant notre droit positif, les employés des concessionnaires ne sont que des salariés; et vous savez les expédients auxquels il a fallu recourir pour arrêter la grève des cheminots; encore ceux-ci en ont-ils contesté la léga-

lité, et si le Conseil d'État avait examiné leur pourvoi sous les lunettes d'un juridisme ombrageux, — ce dont il n'a pas coutume, heureusement ! — le gouvernement aurait dû s'avouer désarmé. Mais le rapprochement que nous avons envisagé entre l'entreprise privée et le régime administratif, la transformation qu'il suggère du salariat contractuel en institution incorporée, pourraient bien permettre, sans péril pour l'autorité gouvernementale et pour les intérêts du public, l'extension du système de la concession à de nouveaux services administratifs, entre autres celui que je viens de prendre pour exemple.

c) La troisième zone embrasse des services administratifs qui ne se justifient qu'indirectement par un but qui les dépasse et au regard duquel ils ne se recommandent qu'à titre de procédé. Les monopoles du tabac et des allumettes ne sont qu'un procédé de recouvrement de l'impôt, le monopole des poudres n'est qu'un procédé de contrôle sur un genre d'industrie périlleux pour la sécurité publique, le monopole des bureaux de placement est le succédané d'une police jugée nécessaire pour empêcher l'exploitation des ouvriers, employés et domestiques par des entreprises intéressées à la mobilité du personnel...

d) La dernière zone concerne la suppléance proprement dite. Il y a, dans un milieu donné, des besoins qui doivent recevoir satisfaction; si les initiatives privées y réussissent, tant mieux; si elles y échouent ou si elles ne s'y essayent même pas, par exemple parce que les profits à escompter sont insuffisants, la charge du bien commun, qui incombe à l'État, lui demande d'aviser à ce qu'il soit pourvu : par suite, tantôt à éliminer l'initiative privée pour la remplacer, tantôt et plus souvent pour s'y substituer seulement sur les points où elle est déficiente. Si je ne respectais pas l'administration, — comme... vous

vous en êtes rendus compte, — je dirais qu'elle fait office de bouche-trou.

C'est par là que s'expliquent les innombrables entreprises qu'elle a assumées pendant la guerre : service du ravitaillement civil, service de culture des terres abandonnées... ; il en existe d'analogues en temps de paix, c'est le cas des services administratifs d'habitations à bon marché, d'assurances sociales, d'enseignement, d'assistance, etc... Et comme les objets poursuivis, les modes de poursuite sont innombrables, c'est une efflorescence de procédés qui résiste aux classifications sur lesquelles nos esprits paresseux voudraient se reposer ; c'est le triomphe de la loi d'adaptation : la théologie enseigne que chacun des anges constitue à lui seul toute son espèce; les services publics sont comme les anges... : le service public n'est point une espèce dans le genre entreprise, chaque service public est toute son espèce (1).

Et ce n'est pas tout. A côté des services publics, il y a des entreprises de l'administration, qui se constituent sur les bases du droit privé sans user des prérogatives de la puissance publique : les services privés de l'administration publique, disent les maîtres du droit public, — la « régie coopérative » (loi du 27 mai 1921 sur les travaux d'aménagement du Rhône), l'office de l'azote (loi du 11 avril 1924), etc...

Enfin, — nous l'avons déjà noté, — au lieu d'entreprendre elle-même les tâches auxquelles l'initiative privée n'aboutirait pas par ses seules forces, il arrive que l'administration se borne à l'aider, la stimuler, l'encou-

(1) Nous saisissons l'occasion pour signaler le profit qui pourrait être tiré de cette souplesse pour chercher dans la technique juridique une solution avantageuse du problème scolaire. L'abbé Noubel a écrit naguère sur ce sujet et sous le titre *L'enseignement service public* une thèse remarquable (Paris, Sirey).

rager par les subventions, les garanties d'intérêt, la protection douanière : l'agriculture ne tient que par là... Vous voyez combien s'abaisse la barrière de la vie publique et de la vie privée, soit sous le rapport de la division des tâches, soit sous le rapport de la séparation des procédés : elle s'abaisse, mais sans disparaître, sans même tendre à leur disparition, surtout dans notre pays, où elle est maintenue d'une façon particulièrement énergique par la distinction de la juridiction administrative et de la juridiction judiciaire : la dualité des « fors » est le symbole très expressif de sa permanence.

La grande leçon de l'expérience, c'est donc leur collaboration pour le bien commun. C'est là un nouvel et très important phénomène institutionnel. Car l'institution, c'est la communion des pensées et la coordination des efforts dans une finalité vers laquelle on marche bras dessus bras dessous.

La grande loi de la vie, ce n'est pas la bataille, mais l'union : la guerre n'est qu'un accident. Et, en dépit de l'économie politique libérale, l'expérience témoigne en faveur de cette double loi : la collaboration, la finalité, c'est-à-dire, en somme, la suprématie de l'intelligence sur la fatalité.

Partout l'économie libérale aperçoit de la concurrence, partout de l'équilibre, partout de la mécanique, partout du contrat; partout, au contraire, l'expérience révèle de la collaboration, des agencements concertés, des formules pratiques à combiner les voies et les moyens pour atteindre des finalités concrètes, des institutions. L'une se nourrit de classifications conceptuelles; l'autre, de vivantes réalités. L'une tente d'assujettir la vie et le mouvement à des cadres rigides; l'autre vit et se meut, culbutant les cloisons : la vie a sa logique interne que révèle

l'expérience, mais qu'ignore la logique abstraite des rhéteurs.

On a beaucoup parlé, à l'École normale sociale maritime de Saint-Malo (1), de mystique, d'idéal, de spiritualisme, de charité, de beauté... La lutte est laide comme le péché, dont elle est, du reste, la suite, un accident au sens philosophique du mot, et même au sens ordinaire, — un accident, non pas le fond de la nature humaine. La lutte tient une place considérable dans la vie sociale : c'est que la nature humaine, souillée par le péché, est un grand malade.

Dans les hôpitaux, les médecins ne font jamais que libérer les forces de la bonne nature pour vaincre la maladie; et, comme ils disent, ce n'est pas eux qui guérissent, c'est le malade qui se guérit par ses propres énergies vitales. Il revient également au sociologue d'amener le monde à prendre conscience et de ce qui le divise et de ce qui l'unit, et comment ceci est le fond de sa bonne nature, et cela seulement l'accident dont sa bonne nature doit et peut triompher, — dont elle triomphe déjà dans certains états de vie exceptionnels et privilégiés.

Et, auprès du sociologue, le rôle du juriste, comme celui du médecin, est d'aider, par les recettes d'une technique appropriée, à cette revanche de la vie; avec le médecin, le juriste fait confiance à la vie : on dit qu'il y a des docteurs « tant pis » et des docteurs « tant mieux ». Je crois que les docteurs « tant pis », — en droit ou en médecine, — méritent le jugement que portait saint François de Sales sur les saints tristes : tristes saints, tristes docteurs!

R. GEORGES RENARD, O. P.

(1) *La Vie Spirituelle* du 10 novembre 1935, pp. 434 et s., 441 et s.

NOTES ET CHRONIQUES

La « normalisation » des rapports entre l'Allemagne et l'Autriche

Le 11 juillet dernier a été annoncée officiellement par M. Goebbels à la radio — ce nouveau moyen de diffusion pour les déclarations des dirigeants — la conclusion, entre le gouvernement de Berlin et celui de Vienne, d'une convention par laquelle le premier reconnaît « la pleine souveraineté de l'État fédéral autrichien ».

L'événement présente une importance capitale non pas tant pour l'histoire des rapports entre les deux États allemands que pour celle des relations germano-italiennes. Le gros obstacle qui s'opposait encore à une entente complète entre les deux dictatures est désormais levé. Et l'Italie a obtenu là, après sa victoire en Afrique orientale, après la victoire morale que fut pour elle la suppression des sanctions, une nouvelle victoire morale. *L'Italie continue à mener le jeu,* et si l'on peut parler d'une reconstitution de la Triplice, la première place, dans cette combinaison diplomatique ressuscitée, revient non plus à Berlin, mais à Rome.

Pour confirmer l'orientation nouvelle de sa politique de rapprochement avec le Reich, la Consulta a fait savoir le même jour au gouvernement belge son refus de participer à la conférence des puissances locarniennes, fixée en principe pour le 22 juillet à Bruxelles. Les raisons données à ce refus sont d'abord que le gouvernement italien « était contraint de tenir compte de l'existence de certains engagements méditerranéens qui empêchent sa participation à l'œuvre de collaboration internationale qu'il souhaite vivement »; qu'en outre l'Alle-

magne devrait être invitée à la phase préparatoire de la conférence.

M. Mussolini a donc passé le Rubicon, c'est-à-dire qu'il a désormais abandonné le front de Stresa, et que celui de Locarno ne subsiste pour lui que si la plus stricte égalité y est pratiquée entre tous ses signataires. En d'autres termes, le Reich ne doit pas avoir à répondre comme un coupable devant les autres « Locarniens ».

Deux faits ont facilité le rapprochement entre l'Italie et l'Allemagne, alors que l'entrevue de Strésa, qui avait mis face à face les deux dictateurs, avait semblé, au contraire, creuser un profond fossé entre eux. Ces deux faits sont, du côté allemand, la conclusion du pacte franco-soviétique, et, du côté italien, les sanctions prises sur l'initiative de l'Angleterre et auxquelles nous dûmes nous associer.

Par la conclusion du pacte franco-soviétique, que complète le pacte tchéco-soviétique, l'Allemagne s'est crue encerclée, et, pour réagir contre cet encerclement, elle a cherché un contrepoids et un appui que Rome était prête à lui donner si elle obtenait tous apaisements sur le Danube. Quant aux sanctions, que compléta l'accord méditerranéen conclu sur l'initiative de Londres, elles amenèrent un revirement dans l'attitude italienne, et leur levée vint trop tard pour modifier la nouvelle orientation de la politique romaine.

La position diplomatique la plus forte dans l'Europe d'aujourd'hui revient sans conteste à l'Italie. Ce pays jouit du prestige du vainqueur, il a non seulement obtenu la levée des sanctions et la désagrégation du bloc méditerranéen formé par l'Angleterre, mais il a aussi réussi à amener la Wilhelmstrasse à reconnaître les accords italo-austro-hongrois de Rome, c'est-à-dire l'indépendance de l'Autriche vis-à-vis du Reich et sa quasi dépendance, ainsi que celle de la Hongrie, par rapport à l'Italie.

Quand on se rappelle l'état de sujétion, par rapport aux Habsbourgs, qu'a connu la péninsule pendant des

siècles et jusqu'en 1870, on reconnaîtra sans peine les progrès accomplis par ce pays latin dont certains proclamèrent jadis la décadence irrémédiable, et qui, grâce à la volonté d'un homme, a prouvé une fois de plus l'inanité du fatalisme historique.

Mais l'Allemagne voit se renforcer sa position en Europe. Déjà son accord avec la Pologne l'avait tirée de l'isolement où elle avait été réduite par l'avènement du national-socialisme, néfaste à sa conjonction avec Moscou. En concluant avec la Grande-Bretagne la convention navale de Londres, elle avait pu reprendre partiellement sa place au foyer occidental. Si elle abandonne aujourd'hui l'Anschluss comme elle abandonna naguère la revendication du couloir polonais, elle reprend pied solidement sur le Danube et elle neutralise virtuellement la Petite-Entente. Enfin — et surtout — elle échappe à l'encerclement qui la menaçait depuis la conclusion des accord de Stresa. Coup double donc, et même coup triple.



Il serait facile de céder à la tentation qui consiste à diviser l'Europe en deux blocs hostiles, celui des États dictatoriaux et celui des démocraties; division discutable d'ailleurs, puisque l'U.R.S.S., malgré sa nouvelle constitution, ne peut guère compter parmi les États à régime démocratique. On peut cependant relever le fait que l'initiative en matière diplomatique revient actuellement aux dictatures.

Or la politique du « mouvement » a quelque chose de contagieux. L'élément prédominant sur le Danube au cours des dix-sept dernières années fut sans conteste la Petite-Entente, placée politiquement dans l'orbite de la France. Comment la Petite-Entente va-t-elle pouvoir tenir sous la pression combinée de Rome et de Berlin ? Ne va-t-elle pas se trouver coupée de Paris, et, pour ne pas se trouver menacée dans son existence, obligée de composer avec le nouveau bloc Rome-Vienne-Budapest-

Berlin? Car, il ne faut pas se le dissimuler, ce nouveau bloc représente une force d'attraction politique considérable.

Si encore la cohésion était complète entre les divers États composants de la Petite-Entente! Mais non. Certes, la fidélité à la France reste réelle chez eux, mais alors que Prague est presque l'alliée de Moscou, Belgrade se tient farouchement à l'écart des Soviets.

Sur le plan économique, la force d'attraction du nouveau bloc sera plus grande encore. Déjà, de par son éloignement, de par la nature de ses exportations, la France n'occupait sur le Danube qu'une position secondaire par rapport à l'Allemagne et à l'Italie; cette position va sans doute s'amoindrir encore, et l'on sait combien il est difficile de tenir des positions politiques lorsque aucun intérêt économique commun ne les cimente.

Ces quelques remarques suffisent à montrer l'importance et même le danger que peut présenter pour notre pays la conclusion de l'accord austro-allemand. Vienne est restée la « plaque tournante » non seulement de l'Europe centrale, mais de tout le continent. On a pu détruire l'empire des Habsbourgs, on a pu réduire sa belle capitale à la condition de chef-lieu d'un État secondaire, on n'a pas pour cela effacé des siècles d'histoire et de civilisation. Tôt ou tard, la revanche inéluctable devait venir.

*
* *

Est-ce à dire que nous devions nous abandonner à la crainte et envisager l'avenir avec appréhension? Faut-il voir déjà l'Europe irrémédiablement scindée en deux blocs hostiles, et en deux blocs que séparerait encore une idéologie intérieure, fascisme s'opposant à démocratie et à communisme?

Pareille image d'Épinal serait fallacieuse. Transformer notre continent en champ clos pour cette guerre de religions d'un nouveau genre serait faire fi de certaines réalités. Non pas que les déclarations officielles sur la

portée pacifique du nouvel accord puissent suffire à nous rassurer. Mais l'animateur de cet accord est le gouvernement italien; or ce gouvernement, par intérêt autant que par des considérations idéalistes, ne peut vouloir que la paix en Europe. Elle lui est indispensable pour achever son œuvre en Afrique et pour consolider sa situation financière que la campagne d'Éthiopie a compromise. Déjà l'on nous annonce de nouvelles initiatives de caractère « sensationnel » que les deux dictateurs prendraient prochainement pour affermir encore cette paix.

De surcroît, une des nations parties au nouvel accord est une nation profondément catholique, qui saura résister à l'emprise morale du nazisme. Elle pourra compter à cet égard sur l'appui de l'Italie fasciste; non pas que cette dernière soit mue par un idéal chrétien, mais, tout en exaltant le totalitarisme de l'État, elle n'a jamais prétendu faire revivre officiellement le paganisme, et elle s'opposerait résolument à toute atteinte portée à la foi traditionnelle de l'Autriche.

Il n'en reste pas moins qu'une situation grosse d'inconnues à été créée. L'avenir seul pourra nous dire de manière certaine dans quelle mesure l'indépendance complète de l'Autriche est encore assurée. Et surtout un regroupement de forces vient de se produire en Europe centrale, dont le dynamisme est sans conteste d'une grande puissance. L'initiative diplomatique, qui, depuis la guerre, revenait à la France et à l'Angleterre, est passée aujourd'hui à l'Italie et à l'Allemagne.

Une tâche s'impose aux deux grandes nations d'Occident : celle non pas de constituer un bloc hostile, mais de chercher la conjonction avec la nouvelle constellation politique à laquelle s'agrégera peut-être la Pologne. L'Allemagne comme l'Italie affirment n'avoir voulu que consolider la paix; l'Angleterre et la France ne cherchent pas autre chose. Si chacun est sincère, l'accord devrait être facile. Tout doit être tenté pour y parvenir.

ANDRÉ-D. TOLÉDANO.

Le rexisme

L'irruption du rexisme dans la vie politique belge a provoqué, en Belgique autant qu'à l'étranger, un étonnement bien compréhensible. On peut affirmer, sans aucune exagération, que le « fait rexiste » a dominé la récente campagne électorale belge : il n'y a pas un journal qui n'ait consacré des articles à ce mouvement nouveau ; à certains jours, il a semblé que les partis traditionnels n'avaient plus qu'un seul ennemi, un ennemi commun : *Rex*.

Qu'est-ce que le rexisme ? D'où vient-il ? Qui est Léon Degrelle ? Autant de questions qui nous sont posées par nos correspondants et amis d'au-delà des frontières. Essayons d'y répondre, objectivement, en faisant abstraction, le mieux possible, des polémiques passionnées de ces dernières semaines.

Origines du rexisme

A ses origines, *Rex* n'était pas un mouvement politique. *Les Éditions Rex* ont été fondées, à Louvain, au siège de l'A.C.J.B., sous les auspices et avec le concours de cette puissante association d'Action catholique. Comme son titre l'indique, la société « les Éditions Rex » devait s'occuper des éditions de l'Action catholique : dirigées par M. Léon Degrelle, étudiant à l'Université Catholique, les Éditions Rex lancèrent dans le public des ouvrages à bon marché et à grand tirage, des périodiques, des illustrés.

Excellent orateur, Léon Degrelle intervint, à de très nombreuses occasions, dans les assemblées de l'Action catholique, pour engager les jeunes catholiques et les dirigeants des organisations religieuses à se servir de la presse avec la même ardeur, la même ingéniosité que les adversaires de nos croyances. L'effort de Rex était inséparable du mouvement général de l'Action catholique, et c'est bien pourquoi on avait adopté comme drapeau l'insigne du Christ-Roi et le mot Rex.

On le conserva lorsque le mouvement glissa sur le terrain politique.

Rex mouvement politique

Sur le terrain politique, l'évolution fut extrêmement rapide : Rex devait apporter au parti catholique l'appoint considérable de sa jeunesse, de son élan, de sa presse, de ses services de propagande. Rex voulait rajeunir, rénover, redresser le vieux parti catholique, et comment n'aurait-on pas applaudi à ce dessein, alors que l'insuffisance des cadres du parti apparaissait à tous les yeux?

Rex voulait également mettre fin à des pratiques coupables qui s'étaient introduites dans le parti catholique. Déjà, bien avant les organes rexistes, M. Bodart, député démocrate-chrétien de Charleroi, avait relevé la liste impressionnante des parlementaires détenteurs de mandats d'administrateurs ou de commissaires de société. Assurément, le fait de détenir de tels mandats n'a, en lui-même, rien de répréhensible. On ne pourrait, sous peine de l'affaiblir, exclure du Parlement les industriels, les financiers, les hommes d'affaires, que l'exercice même de leur profession rend plus aptes que d'autres à comprendre le mécanisme extrêmement délicat de notre économie et de nos finances. Mais ce qui devenait singulièrement plus discutable, c'était l'acquisition de mandats financiers par des parlementaires sans aucune compétence financière et qui ne devaient semblables faveurs qu'à leur titre de député ou de sénateur. Il y avait pire encore :

des parlementaires mettaient à profit leurs influences politiques, leur renommée d'ancien ministre ou leurs ambitions ministérielles toutes proches en faveur des sociétés dont ils étaient commissaires ou administrateurs.

Ces scandales politico-financiers ont fait le succès, dans la plus large mesure, de Rex. Le rexisme, qui avait, il y a quelques mois à peine, pourchassé dans tout le pays et jusque dans les Maisons du Peuple, un prêtre renégat que les socialistes hissaient sur leurs tréteaux, le rexisme devait courir sus au scandale. Un de ses premiers faits d'armes, ce fut son intervention sensationnelle au Congrès annuel de la Fédération des associations et des cercles catholiques, à Courtrai, le 1er novembre 1935. Puis le lancement de brochures *J'accuse*, dirigées contre de hautes personnalités du parti catholique. Après quoi vint la rupture avec le parti, la constitution d'un mouvement nouveau, en marge de tous les partis, dressé contre tous les partis, le succès extraordinaire aux élections générales et provinciales. A l'origine de ce succès : un effort de propagande méthodique, par journaux, par affiches, par meetings colossaux, par tracts ; des vagues successives, des gestes spectaculaires, des coups d'audace ahurissants ; puis aussi l'exploitation du scandale, une campagne systématique de dénigrement, sommaire dans ses thèmes, mais qui devait réussir, et combien ! dans une opinion publique troublée, mécontente, aigrie. Et, en face de ce mouvement, des partis désorientés, affaiblis financièrement et, plus encore, moralement par la crise, dirigés par des cadres usés, sans vie, sans âme ; un parti catholique dans lequel ses chefs eux-mêmes n'avaient plus confiance.

La personnalité du « Chef »

Certains journaux ont répandu les légendes les plus absurdes sur la personnalité de Léon Degrelle. On a même raconté que, faute de ressources, il avait dû se faire boxeur ! La réalité est plus simple... Léon Degrelle, qui

vient d'atteintre trente ans, est né à Bouillon-sur-la-Semois, une coquette cité du Luxembourg belge que connaissent bien les touristes français. Étudiant à Louvain, il s'était distingué par son esprit « estudiantin », ses grandes farces, ses articles dans *l'Avant-garde* et les autres organes universitaires. Sa collaboration à l'Action catholique lui avait valu une grande popularité dans la jeunesse d'expression française, il sut en tirer tout le profit possible lorsqu'il imprima une orientation nouvelle à son mouvement. Orateur extraordinairement doué, capable de retenir ses auditeurs pendant deux heures d'horloge, se dépensant sans compter, donnant, le même jour, plusieurs conférences politiques à des endroits éloignés, il a, incontestablement, la psychologie des foules, un flair, disons un « instinct » qui crée un contact direct avec les masses. Il a, encore, l'art de trouver les formules qui portent, sans s'embarrasser de longs raisonnements.

Le rexisme est, comme le racisme, « une révolte de l'instinct contre la raison (1) ».

C'est la force du rexisme, mais c'est aussi sa grande faiblesse, parce que, conduit par le seul instinct, Rex ne peut éviter les écueils que les mouvements similaires ont connus ou connaissent en ce moment. Rex est essentiellement mouvant : on se plaît, dans la presse, à signaler ses contradictions, mais il ne s'embarrasse pas de semblables préjugés. Il va où le pousse son instinct, sans que l'on puisse discerner, avec certitude, vers quelles extrémités il mènera ses adhérents.

C'est ainsi qu'un des porte-parole autorisés du rexisme écrit :

Rex est mouvement, Rex est vie. Rex a été recherche et effort. Toujours, à travers toutes les fluctuations, quelque chose est resté inébranlablement stable : c'est l'état d'âme dont le rexisme est l'expression, c'est la volonté qui l'anime de faire quelque chose qui soit digne des grandes espérances de notre jeunesse, c'est un petit nom-

(1) Max Hermant : *Idoles Allemandes*, Grasset édit., 1935, p. 180.

tre de thèmes directeurs, acceptés dès l'origine, constitutifs de la mystique rexiste autour desquels s'est peu à peu agglomérée une sédimentation intellectuelle qui constitue la doctrine du mouvement (1).

Rex participe aux grands mouvements populaires nés ces dernières années :

Ces rassemblements ne procèdent pas seulement d'un instinct de sécurité grégaire. Ils peuvent aussi exprimer une volonté d'action commune pour réagir contre le sort et le redresser. C'est le cas de Rex, mouvement de masses animées d'une volonté de révolution spirituelle. Il répond, *mais dans un esprit différent*, aux grands mouvements de rénovation qui ont déjà dans d'autres pays opéré des révolutions.

Rex a adopté, spontanément, sans presque s'en rendre compte, le style de l'époque, qui est une époque d'inquiétude et d'action collective (2).

Ce n'est pas le seul trait qu'il ait de commun avec le fascisme italien ou allemand. Rex a trouvé, en Belgique, des circonstances qui ont favorisé son action et qui existaient également en Allemagne et en Italie : une atmosphère de mécontentement, d'aigreur, de dégoût, en particulier, dans la petite bourgeoisie et les classes moyennes ; une absence presque complète d'éducation politique, dans toutes les classes, mais surtout dans la bourgeoisie ; un manque total de sens critique, et ce que Robert d'Harcourt a fort bien mis en lumière dans l'hitlérisme : *le simplisme* : le simplisme dans l'orgueil, le simplisme dans le jugement porté sur tout ce qui se fait en dehors de Rex, le simplisme dans le classement des valeurs (d'un côté Rex — de l'autre les pourris !). Une opinion publique, aussi mal formée, est prête à tout accepter de celui

(1) José Streel : *Ce qu'il faut penser de Rex*, aux Éditions Rex, 221, rue Royale, Bruxelles, p. 17. On lira également avec profit une brochure de Jean Denis, *Principes rexistes*, publiée aux Éditions Rex.
(2) J. Streel, ibidem, p. 133.

qui se présente à elle comme son sauveur et son chef. Les raisonnements les mieux faits sont sans effet.

Rex contre les partis

Rex veut la fin du régime des partis, il combat tous les partis. Les premières interventions de ses représentants au Parlement indiquent bien de leur part le désir de discréditer le régime parlementaire en le couvrant de ridicule.

Certes, le régime des partis n'est pas le régime idéal. On peut fort bien concevoir et désirer un régime différent qui substitue à la division artificielle en partis l'organisation par métiers et par professions, la représentation de ces métiers et de ces intérêts dans des Conseils et des Chambres corporatives, sous l'égide d'un Arbitre armé pour faire respecter l'intérêt général. C'est un régime vers lequel se portent les aspirations de bon nombre de nos compatriotes. Comment y arriver ? à la faveur d'une révolution, ou par une évolution assez nette sans doute, mais prudente et judicieuse ?

Constatons simplement que le rexisme est parvenu à affaiblir considérablement le parti catholique et, dans des proportions moindres, le parti libéral et le parti socialiste. En revanche, le parti communiste a vu ses positions renforcées dans une mesure inquiétante. On a réussi à créer, dans les masses ouvrières, l'obsession du « péril fasciste ». C'est elle qui a favorisé le développement de l'agitation ouvrière en Belgique, peu après les élections générales. On vient de jeter les bases, à Bruxelles, d'un rassemblement populaire entre les communistes et les socialistes. Dès lors, on ne voit que trop bien le danger de l'aventure vers laquelle Rex mène le pays : la réaction « antifasciste », comme en France, la course de vitesse pour la conquête du pouvoir, et tout ce qui peut s'y ajouter : la guerre civile ou la dictature.

Rex au carrefour

Or d'autres devoirs nous attendent.

M. van Zeeland, qui vient de reprendre le pouvoir dans des circonstances difficiles, a invité le pays à se consacrer à d'autres tâches, de caractère constructif. Il y a, disait-il, à la Chambre belge, le 26 juin dernier, un phénomène grave et général : la désaffection qui se manifeste envers le régime parlementaire.

Le problème est né, non pas d'un recul du régime parlementaire, mais de l'apparition de besoins nouveaux, de l'évolution économique. Il faut qu'un régime qui, à un moment donné de notre histoire, a su parfaitement s'adapter, s'adapte à une tâche nouvelle. La question est de savoir si un régime qui se réforme peut s'adapter, par un effort de l'intérieur ou par un effort du dehors. Pour ma part, je me refuse à croire qu'en Belgique le régime ne puisse pas s'adapter par un effort de l'intérieur...

Les parlementaires rexistes n'ont pas répondu à cet appel. Ils mènent, avec leurs journaux, une opposition acharnée contre le gouvernement. On doit le regretter. Parce que Rex a sa place dans le grand effort de rénovation politique et sociale entrepris par M. Paul van Zeeland, il pourrait être à la pointe de cette politique nouvelle, au lieu de se borner à une opposition systématique et à ce petit jeu dangereux qui consiste à dénigrer tout ce qui se fait en dehors de lui et à rédiger des propositions irréalisables. Les électeurs qui ont fait confiance à Rex attendent de lui autre chose qu'un vain bruit et une stérile agitation.

2 juillet 1936.

MARCEL LALOIRE.

Message de la Maison de France

L'*Essai sur le Gouvernement de demain* (1), que vient de publier Henri, Comte de Paris, est appelé à toucher beaucoup de lecteurs, et les Français seraient ingrats si, dans le chœur toujours plus nombreux des réformateurs politiques, ils ne prêtaient une attention déférente à la voix du jeune héritier de leur ancienne Monarchie. Seront-ils toujours convaincus, c'est une autre histoire : du moins, personne ne saurait refuser l'hommage d'une estime et d'une sympathie personnelles à ce prince qui a pris son rôle au sérieux, qui étudie à fond les questions politiques, qui s'est fait journaliste et écrivain pour défendre sa cause, et surtout qui s'efforce de ne jamais écrire un mot, de ne jamais faire un geste qui soient de nature à accroître la division des Français. Il y a, généralement, dans les manifestes du Comte de Paris, il y a presque toujours dans son livre une manière vraiment royale de parler au nom de l'intérêt public, au nom du bien commun de la Nation, au-dessus des conflits de classes et des querelles de partis.

*
* *

J'ai écrit : *presque toujours*. Car je dois avouer que la première partie de l'*Essai sur le Gouvernement de demain*, qui traite précisément du problème politique, de la définition des régimes et de la réforme de l'État, m'a paru décevante. Non qu'on puisse faire décemment grief au Comte de Paris de critiquer le régime républicain et d'exalter la Monarchie : dans cette revue, où les positions politiques ne peuvent être jugées que du point de vue de la morale chré-

(1) Flammarion.

tienne, le procès des diverses techniques gouvernementales n'a pas à être débattu, et la question n'a pas même à être posée de savoir si la restauration du trône est politiquement possible ou opportune. Nous tenant aux principes, ce que nous sommes en droit de demander aux partisans de la Monarchie, et singulièrement à la voix princière qui parle en son nom, c'est, d'une part, dans la critique des institutions établies, le souci de l'équité, et, d'autre part, dans la définition d'un régime proposé comme le meilleur, le respect des exigences spirituelles et le sens de la juste subordination des fins.

Sur le premier point, le Comte de Paris n'a pas renoncé au procédé de la polémique maurrassienne, qui consiste à envelopper dans une même condamnation les désordres politiques, économiques et sociaux : on impute ainsi à la République, ou au régime parlementaire, ou à la démocratie, des vices qui incombent, en fait, non à la superstructure des institutions politiques, mais à l'infrastructure économique et sociale. Nous lisons par exemple (p. 49) · « Le but avoué ou désiré : l'égalité de tous dans un régime démocratique ne fut jamais atteint nulle part. Si *l'égalité politique fut conquise, les inégalités sociales s'affirmèrent.* » Comme si ces inégalités sociales, qu'on a vu, en effet, se développer, tout au long du XIX[e] siècle, concurremment avec la démocratie politique, en étaient la conséquence ! Comme si les défenseurs des « inégalités sociales », — c'est-à-dire des privilèges de l'argent, — étaient les partisans passionnés du régime républicain ! Il est vraiment trop aisé de jouer ainsi sur le mot *libéralisme*, et, suivant les besoins de la cause, de condamner la République comme le régime antisocial qui favorise le libéralisme économique, ou comme le régime inhumain qui nous conduit peu à peu au socialisme d'État. — Ailleurs, le Comte de Paris reproche à la République l'accroissement astronomique de ses budgets, le poids de ses impôts et ses interventions ruineuses dans le domaine économique : or, il serait d'une bonne méthode de se demander si ces faits sont spécifiquement « démocratiques », s'ils ne se constatent pas aujourd'hui dans tous les pays et sous tous les régimes, s'ils tiennent aux institutions de la France ou à des causes historiques beaucoup plus générales (guerre, machinisme, dérèglements de la monnaie, etc.). En fait, quand, dans la suite de son ouvrage, il examine objective-

ment les conditions économiques et financières de la France contemporaine, le Comte de Paris conclut loyalement que certaines interventions de l'État sont temporairement nécessaires, et que les plus lourds chapitres du budget (service de la dette, défense nationale, salaires des fonctionnaires) sont à peu près incompressibles. Alors, pourquoi rendre l'État républicain responsable d'une situation de fait dont tout autre régime subirait pareillement les conséquences ?

Sur le second point, beaucoup plus important, on regrette que la Monarchie idéale, telle que nous la propose son héritier présomptif, semble parfois insuffisamment respectueuse de la dignité des personnes, et nous promette d'ailleurs une politique d'esprit insuffisamment chrétien. Le Comte de Paris est violemment antiparlementaire : il n'y a pas lieu de lui en faire un grief de principe. On l'a persuadé que le peuple français se moque éperdument de son bulletin de vote : c'est une erreur flagrante, mais ce n'est encore qu'une erreur de fait. Il y aurait peu à dire là contre si, dans la ferveur de son antiparlementarisme, le Prince n'inclinait à justifier un régime absolutiste, concentrant entre les mains du Roi l'exécutif et le législatif et dépouillant le citoyen de ses justes droits. « La politique est réservée au Roi » : à partir de ce principe on ne voit point que des citoyens puissent être autre chose que des sujets. J'entends bien qu'une partie du législatif serait déléguée à des corps élus : mais ceux-ci, émanant d'une savante hiérarchisation corporative, ne représenteraient que des « intérêts économiques et sociaux », et n'auraient pas à connaître de la politique générale. Or, — et qu'on veuille bien noter que j'exclus ici délibérément toute considération de l'ordre proprement politique, — c'est une question de savoir si, *du point de vue moral*, on respecte comme il convient la dignité de la personne humaine quand on prétend ne la représenter dans l'État qu'à la mesure de sa fonction économique. J'approuve les plus vigoureuses critiques contre les excès individualistes de la Déclaration des droits de l'homme : sauf, pourtant, à ravaler le citoyen au rang de *producteur*, sauf à jeter l'État dans quelque forme larvée de matérialisme socialiste pour éviter l'individualisme jacobin.

Ainsi ne suffit-il pas de dire que tout ira bien pour le peuple parce que le Roi est « démophile » par vocation. Je l'admets; mais à l'heure où les masses ont pris conscience

de leur dignité humaine au point de rejeter comme injurieux les bienfaits du paternalisme industriel, s'accommoderont-elles volontiers de cette espèce de paternalisme politique ? Pour ma part, je me sentirais appauvri dans ma personne par un régime qui me dispenserait d'agir pour le bien commun ailleurs que sur le terrain professionnel.

Et c'est bien pis quand on aborde la politique extérieure. « Entre l'idéologie, séduisante mais pernicieuse, qui tente aujourd'hui encore de bons Français, et la raison, qui est notre héritage, notre choix à nous est déjà fait » (p. 87). « L'idéologie », c'est, bien entendu, la S.D.N., l'idée de sécurité collective et d'organisation internationale de la paix. « La raison », c'est le renforcement constant des effectifs, des armements et des alliances; c'est la « paix française ». (Il faut, pour comprendre ce chapitre, se souvenir que *Courrier Royal* a publié, en octobre dernier, avec un commentaire des plus favorables, le manifeste des « Défenseurs de l'Occident ».)

L'institution royale a d'incontestables vertus : elle est un frein et un lien, et, par là, elle peut devenir dans certains États (comme on le voit aujourd'hui en Angleterre, en Belgique ou dans les Pays Scandinaves) une force correctrice des vices de la liberté, une forme conservatrice de la juste démocratie. Mais la proposer comme une limitation systématique des droits du citoyen et comme un remède de la sage expérience contre l'idéalisme instinctif qui tourne les peuples vers une espérance d'universalité, n'est-ce pas rejoindre — après une courte fugue pleine de bonnes intentions — la grande route du positivisme maurrassien ? Ce n'est, en tout cas, ni réconcilier la France avec sa dynastie, ni rallier ceux qui subordonnent le politique au spirituel.

*
* *

C'est avec un vif regret que j'ai développé ces critiques, pourtant nécessaires. Elles ne portent guère que sur le premier tiers du livre. Dès qu'il aborde le problème économique et social, le Comte de Paris le fait avec une compétence et une générosité auxquelles on ne peut que rendre hommage. On sent qu'alors il parle sur des questions qu'il a étudiées personnellement, en y mettant beaucoup d'intelli-

gence et de cœur. Il reprend à son compte la critique du capitalisme libéral en des termes qui ne peuvent que plaire aux lecteurs des Encycliques ou aux auditeurs des Semaines sociales. Il s'engage dans la voie corporative avec, au départ au moins, le souci d'en éviter les mauvaises pentes. Il se défie d'une « corporation qui, par l'égoïsme de ses membres, deviendrait une oligarchie dangereuse pour l'État politique, et jouerait plutôt le rôle de frein que celui de moteur ». Par la suite, dans le plan proposé (et d'ailleurs détaillé avec une minutie un peu trop théorique), on ne trouve peut-être pas assez de précautions prises contre le danger de l'idée corporative : l'intérêt des consommateurs sacrifié à l'égoïsme des collectivités productrices. Mais c'est faute de mise au point technique : l'esprit est bon.

D'excellentes choses aussi sont dites sur l'empire colonial. Le mercantilisme est justement dénoncé comme la grande erreur de la colonisation. La solution proposée au malaise actuel est de développer « l'économie intérieure de chacune de nos colonies », en y élevant le *standing* de vie, extrêmement bas, des populations indigènes.

Quand il propose de telles idées, d'une sonorité vraiment chrétienne, à son public, le Comte de Paris rend à la vérité un service considérable : car elles arrivent autorisées par sa dignité héréditaire, et elles pénètrent certains milieux, naturellement résistants, qui, sans lui, n'auraient peut-être jamais été touchés. Et alors, ce prince en exil, et qui souffre de son exil, rejoint les compagnons de son âge, de sa race et de sa foi. Il est à son rang de chef parmi les jeunes catholiques qui essaient de reconstruire un ordre chrétien; il est avec nous sur la brèche.

P.-Henri Simon.

Memento des revues

Revue Universelle. — *Révolution ou Anarchie*, par Thierry Maulnier. — Peut-être l'auteur sous-estime-t-il trop l'importance des récentes grèves. Il y voit non pas de l'indiscipline, mais de « l'anarchie ». Nous croyons qu'il y a autre chose. Par contre, Thierry Maulnier n'est pas faible à l'égard de la majorité de la bourgeoisie qui, *en tant que classe dirigeante, vient de consacrer sa faillite*, et avoue que *le patronat a cédé à la force ce qu'il n'avait pas cédé à la justice, et ce qu'il avait depuis des dizaines d'années refusé par égoïsme, il l'a finalement accordé par lâcheté.* Sans oublier que « la crise est dans l'homme », Thierry Maulnier réaffirme avec force qu'il y a principalement *un problème d'institutions.*

Chronique sociale de France. — *Les Conditions de travail chez les jeunes* (Dr H. Fay). — Une étude précise et détaillée : Comment travaillent les jeunes gens, ouvriers ou intellectuels, filles et garçons. En dépit de bien des améliorations, il y a encore beaucoup à faire. Mais c'est peut-être plus une affaire d'éducation, de longue haleine, — que de réformes législatives.

La Cité chrétienne, numéro spécial sur le prochain « Congrès catholique » de Malines. — Cette assemblée, la sixième de ce genre, — la dernière ayant eu lieu en 1909, — promet d'être un grand rassemblement de toutes les forces catholiques belges et laissera certainement une influence considérable. — Les divers animateurs de chacune de ses sections définissent, ici, dans quel sens se feront les travaux.

L'Homme nouveau publie un texte tiré de *L'Avenir de la Science*, où Renan rapproche la crise de la civilisation moderne de celle qui marqua la fin du monde romain. Sans manquer de vérité, le parallèle est un peu rapide. Souhaitant qu'une meilleure utilisation des moyens de production

permette à plus d'ouvriers de participer à la culture, Renan conclut de la sorte :

« ... Pour ma part, j'ai souvent songé que si l'on m'offrait un métier manuel qui, au moyen de quatre ou cinq heures d'occupation par jour, pût me suffire, je renoncerais pour ce métier à mon titre d'agrégé de philosophie. »

Dossiers de l'Action populaire, 10 juin. — *L'Enseignement primaire en France depuis la guerre.* — Statistiques officielles qui montrent un recul assez sensible de l'enseignement libre, dû, en partie, à la gratuité des écoles publiques.

Le nouveau rôle de la C. G. T. dans l'État. « Une ère de dictature est commencée. Est-ce cela que le peuple de France a voulu ? »

LES LETTRES ET LES ARTS

A. Garreau. *La foi et les passions de Franz Liszt.*

Voilà cinquante ans, ces jours-ci, que Liszt est mort. A-t-on suffisamment rendu justice à son génie, et ne l'avons-nous pas trop souvent pris, si l'on en croit Richard Wagner, pour un « professeur de piano »? Il semble que la vie aventureuse du musicien viennois ait davantage piqué l'attention que son œuvre elle-même. C'est cette vie passionnée de Liszt qu'évoque ici l'auteur du *Pèlerin de Paris.*

M. Beaufils. *La musique de Liszt.*

CHRONIQUES

Chronique littéraire, par Christian Ducasse, *L'éducation des filles,* par François Mauriac (éd. Corrêa). — *L'œuvre de Pascal,* établie par Jacques Chevalier (éd. N.R.F). — *Le voyage aux Iles Galapagos,* par Eric de Haulleville (éd. Grasset). — *La Volée,* par Edmond Buchet (éd. Corrêa).

Joseph de Pesquidoux, chef de terres, par Henri Pourrat.

A travers les revues : *Albert Thibaudet. — Le discours de Georges Duhamel.*

La foi et les passions de Franz Liszt

« Peut-être, disait Richard Wagner, s'apercevra-t-on un jour que Liszt est autre chose qu'un professeur de piano. » Par malchance, le principal obstacle à la découverte du grand musicien, du noble esprit et du grand cœur se dérobant derrière le virtuose, a sans doute été le wagnérisme lui-même. La marée atteint sa période étale peu avant guerre, alors que l'Opéra de Paris monte *Parsifal* religieusement, avec orchestres renforcés, décors tournants et colombes mécaniques. Quant au précurseur et au promoteur de la musique de l'avenir, le public n'est guère curieux que de ses aventures sentimentales, romantiques et pittoresques. Pour éclairer notre religion, une masse de documents, souvenirs, lettres intimes, n'a cessé de paraître, de s'enrichir jusqu'à ces derniers mois (1).

La victime de ces indiscrétions ne les aurait pas blâ-

(1) *Franz Liszt's Briefe...* von La Mara (Leipzig, Breitkopf et Härtel, 7 vol., 1890); — *Briefwechsel zwischen Wagner und Liszt* (Leipzig, Fritsch, 1 vol., 1895); — *Le Portefeuille de Lamennais...* (Paris, La Renaissance du Livre, 1930); — *Correspondance de Liszt et de Mme d'Agoult* (Paris, Bernard Grasset, 2 vol., 1933-1934); — *Correspondance de Liszt et de Blandine Ollivier* (*Revue des Deux Mondes*, 1935); — *Franz Liszt et la Princesse de Sayn-Wittgenstein*, par Adélaïde de Schorn, Paris, Dujarric, 1905; — *Souvenirs et Mémoires de la comtesse d'Agoult* (Paris, Calmann-Lévy, 2 vol., 1927); — *Au printemps des Dieux, au Banquet des Dieux, au soir des Dieux*, par Marcel Herwegh (Paris, Peyronnet, 3 vol., 1929 à 1933); — *Une retraite romantique en Suisse : Liszt et la comtesse d'Agoult*, par Robert Bory (Paris, Victor Attinger, 1930).

Biographie : Lina Ramann : *F. Liszt* (Leipzig, Breitkopf et Härtel, 3 vol.); — en français : *La vie de F. Liszt*, par Guy de Pourtalès (Paris, N.R.F., 1925; — excellent petit livre de M. D. Calvocoressi : *F. Liszt* (Les musiciens célèbres, Paris, Laurens, 1905).

mées : elles permettent l'approche d'un homme qui a toujours souffert d'être tenu pour le virtuose qu'on invite avec son instrument, pour le chien savant qui exécute ses tours au dessert. Ce fut un homme divers, et, en outre, un homme exemplaire, qui, en pleine lumière, développa une vie romantique, poussant jusqu'aux dernières conséquences les erreurs initiales comme les plus hautes aspirations. Un révolté, un artiste, un mage, orgueilleux, ivre de sa mission, qui, finalement, vient prendre soutane à Rome. Un séducteur, un nomade à la fois réclamier, vaniteux, et dont la noblesse fut profonde, la générosité infinie. Une partie de la société européenne, qui n'accepte plus les saints du calendrier, lui a voué depuis des années un culte domestique. Les « madame de Bovary », plantant là époux et foyer pour vivre leur vie dans les bras de quelque maestro, ont salué en lui un précurseur, un prophète de la religion, de l'amour et de la beauté. Et son histoire séduira toujours le pianiste, la vieille fille, le bohème, la commère que chacun porte en soi.

La foi et les passions de Liszt, sans doute sont-elles tout d'abord et tout entières dans sa musique. Chercher ailleurs, autre chose, jeter les yeux sur les faiblesses des grands hommes, c'est, il nous en avertit lui-même, le fait d'une âme basse. Et, pourtant, la vue des faiblesses étroitement liées aux grandeurs en notre condition humaine n'est-elle pas propre à nous donner pour le demi-dieu un cœur plus fraternel ? La connaissance de l'homme, du romantique, est un accès à son œuvre. Sensations, sentiments, activités de toute nature ne sont qu'aliments pour sa musique ou pour cette qualité d'exaltation poétique qui y confine et s'y dissout. Il est peu sensible à la beauté plastique ; Rome l'ennuie ; ses jugements en matière de peinture, de sculpture sont in-

telligents, mais dénués de goût profond ; il n'est peut-être pas responsable du bric-à-brac de Weimar ou de Bayreuth, mais il y consent. Chez Delacroix, qu'il connaît depuis Nohant et qu'il voudrait attirer à Weimar, il estime surtout une ardeur semblable à la sienne. Ses jugements littéraires sur Hugo, plus rigoureux à mesure qu'il vieillit, sont, au contraire, équitables. Mais, tout romantique qu'il soit, il se révèle souvent dans ses lettres excellent élève des moralistes français, pessimiste, incisif avec la dose de laisser-aller qui sied, comme il dira lui-même, à un artiste mi-bohémien, mi-franciscain.

Aucun risque que nous ignorions les traits de son visage; la nomenclature des portraits, dessins, peintures, médaillons, bustes, statues en pied, serait longue. Il posait volontiers, devant le premier solliciteur venu, avec une nonchalance hautaine. Sens de la réclame, au reste tout à fait désintéressée; il s'agissait d'œuvres de bienfaisance, de la subsistance des siens, de propagande pour la musique de l'avenir. Mais, néanmoins, il posait. Dans une chambre de son logement, à Rome, la princesse de Sayn-Wittgenstein n'avait pas d'autre mobilier qu'une grande table chargée d'une infinité de bustes du maître. Nous connaissons la couleur de ses yeux, la carnation de l'enfant, la longueur et la coupe des cheveux de l'homme mûr, le nombre et la dimension des verrues du vieillard. Pour son cœur, enseveli sous une masse de papier imprimé, il n'est peut-être pas si aisé d'y pénétrer. Ne nous flattons pas d'y réussir. Mais, puisque les orchestres se taisent, usons des médiocres et impudents moyens du moraliste, sans craindre de donner leur nom à des faiblesses, à des erreurs éclatantes, sans oublier la révérence due à un noble esprit et à un homme de cœur.

D'abord, ce qui prime tout, l'élection. Un enfant de six ans se hisse au piano, allonge ses doigts sur les touches, cherche des airs par jeu, pour le plaisir et, prodige, tout coule de source, inépuisablement : un nouveau Mozart. Et aussi un gamin gourmand, paresseux, capricieux, tel que beaucoup d'autres. Mais qui aime la musique, comme il ne cessera de l'aimer jusqu'à la mort, d'un amour candide et sans limites, avec cette naïveté profonde sans laquelle, en définitive, il n'est rien de valable.

Seconde merveille — cette fraîcheur résiste à toutes les disgrâces qui sont le lot coutumier des enfants prodiges : l'instruction, l'éducation, la santé même sacrifiées au développement d'une carrière de phénomène, source de fortune pour la famille; la vie errante, sans foyer, avec ses alternatives de succès étourdissants, de luxe et de misère ; l'adulation des snobs et des amateurs. La noblesse hongroise applaudit le fils du petit comptable, Beethoven lui donne un baiser, les grandes dames de Vienne, de Paris, de Londres, le pouponnent et se caressent à lui. Aux Italiens, après son solo, l'orchestre, d'émerveillement, oublie la reprise; l'Opéra représente un *Don Sanche ou le château d'amour,* qu'il compose à quatorze ans. Et il garde quelque temps encore assez d'innocence pour s'étonner des acclamations : puisqu'il aime la musique, pourquoi d'autres récompenses ?

Le petit Liszt est un enfant fort dévot par intermittences. Ils apportent de leur pays, ses parents et lui, une honnête piété autrichienne, solide et simple, pénétrée de franciscanisme. Plus tard, à Pest, le maître ira vénérer la tombe d'un Père d'Albrach qui l'a catéchisé dans son enfance, ou bien, reçu triomphalement dans son village

natal, il quittera son cortège d'admirateurs pour s'enfermer à l'église. Il dit à Cosima, sans doute en réponse à des objections qui ne méritaient pas d'être discutées : « Pour le catholicisme, il faut des souvenirs d'enfance. » Cette apologétique n'est pas très sûre, mais nous pouvons traduire : mes souvenirs d'enfance m'obligent à être catholique. Ce premier fonds chrétien s'enrichit à Paris de l'apport spirituel du romantisme : Bonald, Lamennais, Chateaubriand, le jeune Hugo, le faubourg Saint-Germain, Saint-Thomas-d'Aquin et la chapelle Sainte-Valère, les Missions étrangères, Saint-Louis d'Antin et la petite église Saint-Vincent-de-Paul de la rue Montholon. Il est assez à la mode, depuis quelque temps, de refuser toute valeur au catholicisme de la Restauration ; en fait, c'est de lui que prennent naissance tous les mouvements ultérieurs, y compris, comme on parle aujourd'hui, la démocratie chrétienne ou l'extrémisme de gauche, qui affecte de le mépriser. Le jeune Liszt s'exalte dans cette atmosphère rare qui donne aux vérités traditionnelles l'attrait de nouveautés inouïes. Comme fera un peu plus tard le jeune Charles Gounod, vivant dans le même cercle, il songe à se faire prêtre. Les similitudes ne sont pas seulement extérieures; Gounod sera quelque temps l'abbé Gounod, Liszt finira par porter soutane; mais aussi, l'un et l'autre, ils aimeront Bach, ils seront hantés par Faust, ils rêveront de composer une *Jeanne d'Arc*. Leurs inspirations, leurs aspirations seront parentes; ils résoudront leurs harmonies finales dans de grandes pages religieuses. La vocation du jeune Liszt échoue devant les refus de son père et aussi devant les distractions mondaines ; mais la crise laisse une empreinte durable. Plus tard, Liszt fait composer par Édouard Steinle, d'après une vision de sa jeunesse, un saint François de Paule marchant sur les eaux,

tenant d'une main un charbon ardent et de l'autre bénissant des matelots en détresse, et il garde à son chevet cette image de son patron.

Sa première aventure d'amour, où les forces, les passions s'essaient, se révèlent à elles-mêmes, est toute simple et humaine, telle qu'elle aurait pu advenir à bien d'autres. Il donne, pour vivre, des leçons de piano aux jeunes filles du monde. Il est célèbre, il est aimable, pieux et triste; en deuil de son père depuis peu. Caroline de Saint-Cricq, son élève, fille du ministre du commerce, voit mourir sa mère, devient orpheline. Les deux enfants tombent dans les bras l'un de l'autre. Le ministre, découvrant l'idylle, congédie son pianiste comme un domestique. Liszt écrira trente ans après que cet homme leur a fait beaucoup de mal. Pour Caroline de Saint-Cricq, douce et plaintive amoureuse, qui fit ensuite un mariage de raison et garda le souvenir de ses amours enfantines dans le secret de son cœur, sans doute eût-elle de Liszt la meilleure part. L'amant rebuté fut plus misérable. La société se révèle à lui, dans sa force malfaisante et dans son hypocrisie fondamentale. Croyant, il est dupe d'un monde qui feint seulement de l'être; et, dorénavant, la souffrance ayant acéré son regard, il n'en découvrira que plus infailliblement les faux-semblants, les pourritures : on respecte en paroles la vertu, les beaux-arts, le talent, que du reste on ne sait pas distinguer de la réclame, mais, en fait, il n'est absolument rien qui compte hors de la fortune et de la naissance. La blessure se cicatrise; il en sera fort rarement question, mais, sans doute, ne guérira-t-elle jamais. Trop généreux pour faire un révolté à la petite semaine, il deviendra un romantique, un chercheur d'ailleurs et d'avenirs plus beaux. Extérieurement, il se composera un côté saltimbanque glacial, cavalier hongrois, tzigane

en représentation extraordinaire, qui sera comme un défi : en voilà pour votre argent, messieurs les amateurs, ces simagrées, au moins, vous êtes capables de les comprendre.

Ces brèves années d'adolescence sont tragiques : c'est le dépaysement, la mort du père, la vocation religieuse manquée, l'échec du premier amour et l'agonie de l'enfant prodige, ignorant encore s'il échouera comme exécutant quelconque dans un orchestre, ou s'il se muera en virtuose de génie. Simultanément, il découvre que son instruction a été négligée et entreprend de tout apprendre. Il demande à Crémieux : « Monsieur, apprenez-moi toute la littérature française. » Après quoi l'avocat observe : « Une grande confusion semble régner dans la cervelle de ce jeune homme. » Certes, mais une confusion dont l'ère romantique porte la plus lourde responsabilité, une confusion que Liszt travaillait de toutes ses forces à exorciser. Il lit donc les grands classiques, les poètes peut-être, mais certainement les moralistes et les orateurs; dans son âge mûr, Montaigne et Pascal seront les préférés. On imagine aussi que les grandes orgues chaleureuses et les tempêtes bien tempérées de Bossuet devaient lui plaire. Le français et l'allemand sont ses deux langues usuelles; il y joint quelques bribes d'anglais et d'italien. Mais, quoiqu'il lise à merveille, plutôt que des livres, il tire sa science de causeries avec les grands qui l'accueillent et le tiennent équitablement pour leur égal. Il révère un temps le jeune Hugo, mais le verbalisme, la monarchie bourgeoise et parlementaire ne sont pas son fait. Il préfère rêver avec les saint-simoniens de cité future, avec Lamennais de conversion et de rédemption universelle. Ce n'est qu'un disciple, mais de choix, une table de résonance splendide. A la Chênaie, il accompagne Sainte-Beuve, qu'il estimera toujours

très fort; en reconnaissance de quoi le réticent critique distillera le poison suivant : « La coterie George Sand, Lamennais, Liszt, Didier, etc. (Lamennais le naïf à part)... un amas d'affectations, de vanités, de prétentions, d'emphase et de tapages de toute sorte. »

Dès cette époque, Sainte-Beuve refusait-il de voir l'énorme somme de besogne sérieuse qui accompagnait ce tapage? En 1832, Liszt écrit à un ami : « Mon esprit et mes doigts travaillent comme deux damnés; Homère, la Bible, Platon, Locke, Byron, Hugo, Lamartine, Chateaubriand, Beethoven, Bach, Hummel, Mozart, Weber, sont tous à l'entour de moi. Je les étudie, les médite, les dévore avec fureur; de plus, je travaille quatre à cinq heures d'exercices... Ah! pourvu que je ne devienne pas fou, tu retrouveras un artiste en moi... » Certes, une « grande confusion » semble régner dans la cervelle de ce jeune homme, mais sa volonté est tendue à l'extrême vers des hauteurs imprécises encore, qui se révéleront en se rapprochant. Pour quelques années, son grand homme est celui des jeunes romantiques parmi lesquels il vit, lord Byron. Virgile, disait Hugo, est la lune d'Homère, et Liszt : « Quand il m'arrive de me flatter, je pense que je voudrais être la lune de Byron. »

Mme d'Agoult, de son côté, écrit dans ses *Mémoires* : « ... Child Harold, Manfred, Werther, Obermann, tous les révolutionnaires superbes ou désespérés de la poésie romantique étaient les compagnons de ses insomnies. Avec eux il s'exaltait dans un fier dédain des conventions, il frémissait comme eux sous le joug détesté des aristocraties qui n'avaient pas pour fondement le génie ou la vertu; il ne voulait plus de soumission, plus de résignation, mais une sainte haine, implacable et vengeresse de toutes les iniquités. » Peut-être, s'exprimant ainsi vers 1860, donne-t-elle aux aspirations du jeune

homme les couleurs de sa propre philosophie. Un peu plus bas, elle avoue qu'au début de leur amour : « L'art religieux le préoccupait au-dessus de tout. Les sujets bibliques, les légendes chrétiennes, et même, à certains moments, quand son génie parlait plus haut que ses doutes, la Passion du Sauveur des hommes, sollicitaient sa pensée. Remettre dans le temple la musique sacrée, que les goûts profanes du siècle en avaient bannie; rendre à Dieu dans le plus idéal des arts un culte épuré, émouvoir, entraîner les foules, les pénétrer d'adoration et d'amour divin, tel était l'espoir secret que nourrissait Franz. »



C'est un virtuose illustre, un beau ténébreux et un homme à femmes que rencontre Mme d'Agoult, proche de la trentaine, à l'heure où, ayant épuisé les médiocres plaisirs d'un mariage de raison avec un vieillard et d'une brillante position mondaine, elle pense périr d'écœurement et d'ennui. Elle est Allemande et protestante par sa mère, une Bethmann de Francfort, angevine et catholique par son père, grande, svelte, blonde, une beauté éclatante et hautaine, dont la seule présence, diront plus tard ses admirateurs, suffirait pour métamorphoser en salon la plus ignoble chambre d'auberge. Voici de quel regard elle découvre son héros : « Une taille haute, mince à l'excès, un visage pâle avec de grands yeux d'un vert de mer où brillaient de rapides clartés semblables à la vague quand elle s'enflamme, une physionomie souffrante et puissante, une démarche indécise et qui semblait glisser plutôt que se poser sur le sol, l'air distrait, inquiet et comme d'un fantôme pour qui va sonner l'heure de rentrer dans les ténèbres... Lorsqu'il m'eut été présenté et qu'assis près de moi, avec une grâce hardie et comme s'il m'eût connue de longue date, Franz

se mit à causer familièrement, je sentis, sous les dehors étranges qui m'avaient d'abord étonné, la force et la liberté d'un esprit qui m'attirait... »

L'aventure est connue; ses péripéties ont été contées maintes fois dans leurs détails. Méprisant les conventions sociales, ils se choisissent, ils s'élisent pour époux en quête d'une terre accueillante à leur foyer. L'intervention de Lamennais, que révèle Mme d'Agoult, confirme le caractère de vertige, de gravité profonde de leurs sentiments : « M. Féli, dit-elle, charmé par le beau génie de Franz, lui marquait une prédilection toute paternelle; il aimait ces âmes troublées que rien ici-bas ne satisfait; il avait pour les égarements de la passion les indulgences du confesseur catholique, avec quelque chose de plus, que lui inspiraient peut-être de douloureux souvenirs. On lui cachait peu de chose. Ce qu'on ne lui disait pas, il le devinait. » Prévoyant l'enlèvement, il accourt, arrache à Liszt son secret, se présente chez Mme d'Agoult pour tenter l'impossible. Elle lui trouve la gaucherie ridicule « d'un campagnard embarrassé dans un salon de ville en présence d'une femme ». Mais surtout... « me disais-je tout bas, qu'a-t-il donc fait autre chose?... Le prêtre qui rompt avec son Église... le *Croyant* qui regrette les confessions de la foi... l'apôtre qui s'arrache à la loi écrite et qui brave tous les anathèmes pour suivre l'inspiration de son cœur s'est-il donc repenti, voudrait-il reprendre ses chaînes? »

Les paroissiens de l'abbé de Lamennais élisent domicile à Genève, tels des réfugiés politiques. Puis ce sont les brillants séjours dans les vallons suisses, au bord du lac de Côme, à Florence, à Venise, toute une poésie de romance, dont ils sont un peu les créateurs. Ils ont pris la résolution d'être heureux, mais la société, le passé et les désirs insatiables de leur propre cœur travaillent dès

les premiers jours à les désunir. Marie d'Agoult est une femme du monde tombée aux bras d'un pianiste et qu'on ne reçoit plus. Liszt, au contraire, peut se parer comme d'un trophée de cette conquête difficile, et ses talents de virtuose lui ouvrent toutes les portes. Par curiosité, on l'attire, on le flatte; il est jeune, accoutumé au monde, au plaisir, à une ambiance qui lui semble nécessaire pour son art. Au foyer qu'elle pensait avoir conquis, Marie d'Agoult éprouve les angoisses d'une épouse délaissée. Qu'en est-il des jeunes filles, élèves de Liszt au conservatoire de Genève ? Un disciple, le jeune Hermann, s'installe en tiers dans leur solitude et accapare le maître. Et lorsque, pour procurer des ressources au ménage, les grandes tournées commencent, viennent, avec les succès européens, les infidélités bruyantes.

L'homme est loyal, pas une seconde il n'accepte dans sa carrière triomphale d'abandonner à l'écart une femme sacrifiée. Mais il y a son art, auquel Marie d'Agoult ne s'entend guère, il y a la satiété d'un amour vieux de cinq ou six ans, il y a le vertige des applaudissements, des adulations. La correspondance des amants témoigne de leur long et rude effort de fidélité. C'est, après les premières réconciliations, le cri de Liszt : « Que Dieu nous laisse vivre », ses rechutes, ses poses byroniennes : « Je ne sais quel fantasque et ardent désir me prend parfois de rencontrer (Byron) dans un monde où nous serons enfin libres, puissants et vivant d'une vie réelle ; là où Caïn ne demandera plus : et pourquoi prierai-je, pourquoi offrirai-je des sacrifices ? » (septembre 1840). La religion est rarement absente de leurs débats. Après une lecture de Bossuet, Liszt se demande : « Que l'homme adore l'œuvre de ses mains ou les conceptions de son esprit, n'est-ce pas toujours une seule et même idolâtrie ? » Et Mme d'Agoult, parcourant les moralistes an-

ciens, découvre que : « Le Christ n'a rien dit de neuf, et je ne m'explique pas comment il s'est trouvé fonder une religion en causant, alors que Socrate... » Peu après elle écoute les sermons du P. Lacordaire, croit un instant retrouver la foi : « Vous m'avez prise à Dieu, écrit-elle à Liszt, vous me rendrez à lui », puis elle retombe à ses stoïciens et à ses protestants libéraux.

Par instants, il semble qu'un équilibre heureux soit atteint. Liszt écrit, en janvier 1841 : « Je crois que je finirai par vivre exclusivement en vous et en musique. Vous serez étonnée de la quantité de papier de musique que j'ai gribouillée. Je deviens prodigieusement indifférent à tout le reste. » En décembre 1842, il constate : « Je n'ai pu me rattacher à rien; je quitterai toutes ces besognes si factices, si inutiles, comme on quitte un manteau usé, le jour où je croirai que vous serez encore heureuse de vivre avec moi. Mais que ce soit travers d'esprit et de cœur à la fois, je n'ai point cru que je suffisais à votre vie, et, dans l'alternative, j'ai préféré cette vie de vagabondage à une stagnation maladive qui m'aurait tué sans vous faire vivre. » Parmi ces remous subtils et peut-être égoïstes, ces déchirements où les souffrances de la femme isolée sont sans doute les plus vives, ils cherchent un compromis. Liszt voit assez vite qu'après le scandale de leur fugue, un seul genre de vie reste encore possible pour Marie d'Agoult, celui de leur amie George Sand.

La future Daniel Stern s'engage dans cette voie, qui ne lui déplaît pas, mais où les débuts sont pénibles. Partis pour vivre des amours de demi-dieux, ils se voient condamnés, lui, à exécuter des travaux forcés de virtuose, elle, la mère de ses enfants, à tenir salon de demimondaine littéraire. Lors du retour de Mme d'Agoult à Paris, Eugène Süe, Girardin, beaucoup d'autres, et

même Sainte-Beuve, croient devoir poser leur candidature à la succession de Liszt; ce n'est que par des prodiges de fierté et de souplesse que Daniel Stern parvient à faire de sa maison une *Abbaye aux bois républicaine.*

Ces amours, qui avaient inspiré à Balzac son roman *Béatrix*, devaient s'aigrir en querelles de gens de lettres. La métamorphose de Marie d'Agoult en Daniel Stern est trop bien réussie à notre gré. Alors que Liszt rebondit et s'élève, sa compagne, leur chaîne rompue, n'est plus qu'un écrivain. Daniel Stern publie aux pages de son roman, *Nélida,* que Liszt n'a jamais eu de cœur, et que du reste, à Londres, les princes hongrois le faisaient dîner à l'office. Liszt réplique qu'il vient d'avoir un énorme succès au festival Beethoven de Bonn et pousse l'aberration jusqu'à écrire, lui, grand musicien, et qui fut du moins toujours franciscain par son dédain pour l'argent : « Je ne cherche pas du tout à faire parler de moi comme compositeur (ainsi que l'on dit); il me suffit pour le quart d'heure de gagner de 50 à 60 mille francs par des billets de concert, et je me fiche pas mal de l'esthétique et de la critique par-dessus le marché. » Les dernières lettres, échangées quelques années plus tard, traitent des intérêts de leurs enfants ; Liszt reproche avec dédain à Daniel Stern ses emportements littéraires, ses phrases creuses, sa dignité factice, ses coups de théâtre et ses scènes de roman. Mais sa toute dernière lettre, datée de Rome, 1864, et qui, sans doute, ne sera guère comprise, accompagne l'envoi des *Fioretti* et s'achève sur ces mots : « Prions pour nos chers morts. »

Les steppes de la Russie nous ont donné entre autres européennes illustres, durant les années romantiques, Mme Swetchine, Mme de Ségur, née Rostopschine, l'In-

connue de Balzac, la princesse de Sayn-Wittgenstein. En 1847, Liszt séjourne à Kiev pour une série de concerts. Une légende le précède : il voyagerait accompagné d'une roulotte-salon, aménagée spécialement à son usage, contenant trois cent soixante cravates, dans un cortège d'adoratrices et d'admirateurs. Bientôt, il annonce à Mme d'Agoult qu'il a rencontré une femme extraordinaire, Carolyne de Sayn-Wittgenstein, qui sait tout, comprend tout, artiste et philosophe, passionnée et virile, qui fume de gros cigares et commande à trente mille serfs. Le bruit court qu'il doit l'épouser. Ce nouveau roman a été conté de diverses façons. Liszt, effrayé, se serait enfui; le mari, désirant le divorce, l'aurait rattrapé, supplié de revenir. Enfin, le musicien regagne l'Allemagne, et la princesse le suit de près, emmenant avec elle sa fille âgée de dix ans. Ils s'installent à Weimar, Liszt ayant été nommé maître de chapelle du grand-duc. Ces événements se précipitent dans un vertige d'aspirations religieuses et de sensualité grave. Marie d'Agoult a été l'égérie du virtuose; Carolyne de Sayn est l'inspiratrice du compositeur et de l'homme mûr. Liszt lui confiera l'éducation de ses enfants. Peut-être Mme d'Agoult est-elle excusable d'écrire dans ses *Mémoires* : « Cette mère qu'on leur choisit était une femme de race juive, qui achève dans les couloirs du Vatican une vie. » Dieu merci, les qualificatifs lui ont manqué.

De l'extérieur, ce que la princesse sacrifie est visible, ce qu'elle gagne ne l'est guère. Mise au ban de la société, outragée par les pecques de Weimar, et d'ailleurs à demi ruinée par décision du tsar, le divorce et un nouveau mariage longtemps impossibles, elle souffre sans mot dire les trahisons du volage qui la traîne à son char comme une pièce de butin, elle adopte ses enfants et sa mère, et, faute de pouvoir être son épouse, elle demeure

jusqu'à la fin la plus fraternelle ou maternelle des gouvernantes. La raison, après une folie initiale, unique et irréparable, la volonté, l'amour infini, sont chez elle ; pour lui, il n'apporte que des intentions de fidélité, de docilité, de gratitude. Les termes d'une des premières lettres de 1848 pourraient se répéter tels quels trente ans plus tard : « Il y a si lontemps, m'écrivez-vous, que je n'ai été chercher quelque profonde désolation à soulager, si longtemps que je n'ai veillé un malade, que je n'ai écouté les naïves surprises des enfants aux grandes et belles choses qu'on leur enseigne, que je n'ai calmé quelque désordre, que je n'ai senti quelques larmes... Et que faites-vous autre chose si ce n'est condenser et réserver toutes vos miséricordes, toutes vos charités, en tendant ainsi que vous le faites votre noble et belle main à un malade, à un enfant aussi désolé, aussi désordonné, aussi desséché de pleurs que je le suis... »

Par son établissement à Weimar, Liszt, qui jusqu'alors avait fait figure de Français, paraît opter pour le germanisme. Comment s'explique une telle décision? Les raisons de Mme d'Agoult sont un peu grosses : « J'ai cru remarquer, lui écrit-elle un jour, que le mouvement et certaines conditions de publicité avec accompagnement d'orgies d'Allemagne vous sont devenus nécessaires. » Le mouvement, certes, car il mènera jusqu'au dernier souffle une vie de juif errant. Mais Paris, où habite Daniel Stern, n'est plus guère possible pour son tête-à-tête avec la princesse. Et peut-être trouve-t-il plus de compréhension, d'amour pour son art en Allemagne : le Français, a-t-on dit, aime à parler musique, tandis que l'Allemand aime la musique. Il n'a pas d'illusion en tout cas sur le public de Weimar, « lequel forme tout au plus un zéro échancré ». Du reste le grand-duc le goûte, l'encourage, la grande-duchesse, née princesse

de Russie, est amie de la princesse de Sayn. Et l'Europe cultivée a les yeux fixés sur Weimar, qui, après une ère de Schiller et de Gœthe, pourrait en connaître une de Wagner et de Liszt.

La montée du germanisme se révèle par le style, sinon par l'esprit de la correspondance, par les façons de vivre, dès qu'elles tendent à se stabiliser. Daniel Stern s'indigne que Liszt veuille faire de leur fils un Autrichien; et, par une inconséquence assez coutumière aux parents, il décide, lui, individualiste effréné, que sa fille Cosima épousera le prussien Hans de Bulow, qui est bon musicien et honnête homme. Faut-il voir le pli germanique dans des confidences telles que celle-ci : « C'est une véritable affliction pour moi (ne pas trouver d'élèves aptes à suivre son enseignement), qui est encore infiniment aggravée par tous les manques que je sens chaque jour en moi-même — et les difficultés que j'éprouve de trouver une forme qui me contente à peu près, pour ce flux et reflux de sentiments, d'idées, de prières, de lamentations et d'espérances suprêmes qui se meut dans mon cœur... » (1851). Ou encore : « A un moindre degré que Wagner, j'ai besoin d'hommes et d'artistes — et ne puis pas me contenter de manœuvres et d'une exécution mécaniquement régulière. Il faut que l'Esprit souffle sur ces vagues sonores comme les grandes eaux de la Création... Et moi aussi je me sens parfois Hun jusqu'à la moelle des os... »

Dans ce domaine, où la princesse prétend régner, Liszt, malgré sa docilité à accepter les thèmes qu'elle propose, lui échappe, alors qu'il se trouve de plain-pied avec Wagner. Elle supporte impatiemment cette amitié, d'où elle est exclue, et trouve à son hostilité des motifs intellectuels. La querelle se poursuivra entre elle et Cosima, épouse de Wagner. La divine gaminerie des

deux vieux hommes dédaigne ces futilités : « Ton bon Dieu fait beaucoup de bruit », déclare Wagner à Liszt, exécutant quelque pièce religieuse, qui reçut l'agrément de la *princesse Tintamarre*, tel était le surnom musical de Carolyne. Problème : celle-ci se faisait-elle violence en refusant de goûter le maître de *Tannhauser* et de l'*Or du Rhin* ? Puis Wagner, admirant son ami au piano, se roule à ses pieds. « Vingt fois dans la journée il m'est sauté au cou, puis il se roulait à terre, caressant son chien... », écrit Liszt, de Zurich. « Hier, nous avons fait mieux, Wagner et moi, nous nous sommes mis à chanter tout le duo d'Elsa de *Lohengrin*. Ma foi, c'était superbe, comme disait ce pauvre Chopin... »

L'amitié de la princesse et de Liszt est appelée à porter des fruits plus précieux. Le grand homme, don Juan depuis longtemps blasé, a voulu être dès les premières heures — ici encore, sans doute, mi-bohémien, mi-franciscain — un Lohengrin, un parfait héros de l'amour courtois ; pris dans son jeu, contraint ou seulement orienté par les événements, il persistera, il poussera la chevalerie jusqu'au sublime. Et la foi en sa dame affermira la foi en Dieu. « Ma vie, écrit-il à la princesse et à sa fille, le jeudi saint de 1851, jusqu'à ce que j'aie senti vos cœurs battre dans le mien, s'est passée à attendre. Attendre quelqu'un qui ne venait pas, comme l'a dit le poète. Et mon cœur s'était changé en pierre — mais, de cette pierre, Dieu a tiré par vos larmes une source jaillissante, et jaillissante jusqu'à la vie éternelle... Que le Seigneur ait pitié de moi ! Il n'a pas repoussé la prière du bon larron. C'est avec le même sentiment que je m'écrie : Seigneur Jésus, faites-moi miséricorde! » Quelques semaines plus tard : « De tous les bienfaits que je vous dois, le plus grand, le plus immense est assurément de m'avoir rendu complètement la foi de mes jeunes an-

nées. » Liszt est moins philosophe que la princesse ; le premier et sans doute le seul point de son apologétique demeure « l'affirmation de Dieu par nos gémissements, le besoin que nous avons de Lui, l'aspiration de nos âmes vers Son amour ». Ou encore : « ... la distance infinie entre Aristote et Platon et les Évangiles — car rien ne peut se comparer à l'Amour, comme rien ne peut le remplacer ».

En dépit de cette foi très vive, Liszt est, comme tant d'autres, un pécheur, infidèle à son Dieu et à sa dame. Il est condamné aux mondanités, aux exhibitions musicales, les adoratrices le harcèlent jusqu'à la vieillesse, et la soutane ne les mettra pas le moins du monde en fuite. Il faiblit, il succombe parfois et confesse ironiquement au calviniste Frédéric Soret : « Les passions sont la poésie des besoins; il est doublement légitime de leur obéir. » Entre tant, le maître a besoin de plaisirs, de beauté, de jeunesse. Or la princesse est grave, elle n'est plus jeune, elle n'a jamais été belle. Ils doivent se marier dès que la princesse aura obtenu l'annulation qu'elle sollicite en cour de Rome. Et, d'intention du moins, Liszt demeure obstinément fidèle à sa promesse. L'aventure est connue : après des années d'attente, tous les obstacles paraissent enfin surmontés; le mariage va être célébré dans une église de Rome. A l'heure même où les fiancés se présentent à l'autel, les bureaux du Vatican annoncent qu'ils retirent leur autorisation. Que s'est-il passé exactement ? L'autorité compétente a-t-elle effectivement jugé nécessaire de reprendre l'examen du procès ? Les parents de la princesse ont-ils empêché cette union qu'ils jugeaient déshonorante ? Ou encore le cardinal de Hohenlohe, ami des vieux fiancés, a-t-il voulu leur éviter une erreur ? Ils ont tous deux renoncé à le savoir; tous deux, ils ont considéré que cette péripétie terminait définitivement leur vie séculière.

Peut-être la princesse découvre-t-elle qu'elle n'est qu'une amie et une sœur. Elle se claquemure jusqu'à sa mort dans son petit appartement romain pour entreprendre ses travaux théologiques, la rédaction de son grand traité des causes intérieures de la faiblesse extérieure de l'Église, en vingt-quatre volumes, suivant de loin le vieux Liszt dans ses tournées, veillant à son bien-être et à l'état de son âme. Il ne compose plus guère que des pièces d'inspiration religieuse, dont parfois la princesse lui trace le programme. Elle voit en lui le grand rénovateur dont la musique d'église a besoin, elle le voudrait maître de chapelle au Vatican, ou plutôt monsignore, cardinal protecteur des arts. Mais ils ne surmontront pas des obstacles invincibles : les bureaux, le mauvais goût régnant. Quatre ans après la tentative de mariage, en 1865, Liszt fait une retraite chez les Pères Lazaristes de Rome, au terme de laquelle il reçoit la tonsure des mains du cardinal de Hohenlohe.

Il n'a reçu que les ordres mineurs, mais cette consécration, en ce temps-là et à Rome, l'autorise à porter soutane. La ville sainte s'enrichit d'une nouvelle figure pittoresque, l'abbé Liszt, majestueux vieillard, au visage ascétique, encadré de longs cheveux blancs, s'arrêtant pour distribuer des piécettes aux mendiants, souriant aux commères qui le saluent, faisant les honneurs des jardins de Tivoli aux belles étrangères. L'œil sensible et intelligent du peintre Albert Besnard retient cette image : « Je le rencontrais souvent dans l'escalier d'une maison de la via Babuino, où sa mère avait trouvé à se loger. Il venait voir un vieux monsignore anglais à figure joviale qui, lui, avait deux fils et une fille qu'il recevait souvent. Un jour que je montais les degrés quatre à quatre, je me trouvai brusquement sur Liszt, qui, tout en se garant contre la muraille, avec un sourire charmant, ré-

pondit à mes excuses par un signe de la main m'indiquant qu'il me laissait le chemin libre. Mais avec quelle grâce ce geste fut fait, je ne l'oublierai jamais. Seules les femmes savent en faire de semblables. Il semblait dire : « Passez, jeunesse, heureuse et rapide jeunesse; moi aussi j'ai monté des escaliers en courant, cœur battant, les yeux humides de plaisir et la bouche prête au baiser. Aujourd'hui, je ne suis plus qu'un monument que la foule contourne. »

En 1855, Liszt écrivait à une admiratrice, dont le nom n'a pas été publié : « Un bonheur durable consiste dans le renoncement, le renoncement total et absolu, tel que l'ont pratiqué les saints et tel que le conçoit l'amour dans ses moments de grande exaltation. » Satiété de viveur, ne manqueront pas de murmurer les critiques hostiles. Pourtant, voici, en 1860, après la mort de son fils Daniel, pour la même amie, des confidences plus positives : « Je suis incapable de rien dire et de rien entendre, seule la prière me soulage dans de rares instants, mais, hélas! je ne puis prier sans cesse, bien que j'en ressente un besoin puissant... » Passée la période de ferveur, où il prend soutane, tel paraît bien être son état le plus permanent.

Il confessera en 1877 : « Il y a douze ans que je suis entré comme acolyte de Mgr de Hohenlohe au Vatican. Les sentiments qui m'y conduisaient n'ont pas cessé; ils datent de mes années d'enfance et de ma première communion dans une église de petit village. J'ose dire que rien de factice ni de vain ne les a jamais altérés, et j'espère que la grâce de Dieu me les conservera jusqu'à la dernière heure. Leur donner une forme homogène, harmonieuse, complète, dans la pratique de la vie et dans celle de ma profession d'artiste était et reste le vœu principal de mon cœur. »

Il a consacré sa jeunesse à faire connaître en Europe Beethoven, Schubert, Schumann; plus tard, et jusqu'à la dernière heure, il donne tous ses soins, ses efforts de propagande, non à sa propre musique, mais à celle de ses amis, Wagner, Berlioz, Saint-Saëns ou d'autres jeunes inconnus. En toute occasion, générosité, désintéressement inouïs et que personne ne contestera.

Chaque année se partage également entre Rome, Weimar et Buda-Pest. Le vieillard est las, mais il n'a pas le désir, ni le pouvoir, sans doute, d'interrompre ce manège. Pour avoir voulu faire l'ange, le voici condamné à errer sans répit. Son purgatoire, et aussi celui de la princesse, c'est qu'ils ne peuvent plus vivre l'un avec l'autre ni l'un sans l'autre : « Ce n'est pas tout à fait la faute de Liszt s'il n'est pas venu à Rome, et ce n'est pas ma faute non plus si je ne puis quitter Rome », écrit-elle à une jeune amie, Adélaïde de Schorn, dont elle voudrait faire l'ange gardien du maître : qu'elle veille à son repos, à sa nourriture, sinon à ses fréquentations. Pour vaincre la fatigue, Liszt abuse de « petit café », de « petit cognac », puis d'une dangereuse mixture de cognac et de vin rouge. Néanmoins les assoupissements sont fréquents, inquiétants, et les heures creuses se multiplient, où le maître, affaissé, n'a d'autre goût que de jouer au whist. Une tourbe d'adulateurs, d'intrigants, d'aventuriers, l'accapare et exploite sa renommée. C'est de passage à Bayreuth, où sa fille Cosima inaugure le culte wagnérien, que la mort va le prendre.

En 1860, à Berlin, Cosima, qui vient d'épouser Hans de Bülow, accueille son frère Daniel mourant. Liszt accourt pour le voir s'éteindre. Et dorénavant le poursuivra un remords de ce départ sans sacrements. Cosima n'a pas voulu appeler de prêtre pour éviter un chagrin au malade; elle organise dans la chambre mortuaire un

ensemble de rites qui lui paraissent sans nul doute plus efficaces et plus sublimes que ceux de l'Église. Elle dispose au pied du lit un portrait de Pascal, que son frère relisait les derniers jours, des fleurs, des images de piété. Pourtant le pauvre Liszt n'aimait guère les « sentimentalités ». Un chapelain de Sainte-Edwige accompagne le cercueil jusqu'au cimetière catholique.

La même Cosima, épouse divorcée de Bülow et veuve de Wagner, ordonne à Bayreuth les derniers instants et les obsèques de son père. L'abbé Liszt arrive le 20 juillet 1886, souffrant d'une congestion pulmonaire. Il assiste néanmoins à la première représentation de *Tristan* et ne s'alite que le 27 juillet. Deux jours plus tard, il commence à délirer. Ici, il convient de céder la parole à Cosima : « Les jours où il supposait que devait avoir lieu une représentation, il se levait à demi et demandait son paletot, disant : « Je veux assister à *Parsifal* », et on avait grand peine à le recoucher. Comme le médecin appelé d'Erlangen ne laissait guère d'espoir, sa fille lui demanda s'il désirait voir quelqu'un. Il se souleva alors avec effort et s'écria d'une voix presque retentissante : « Personne! » Ce fut sa dernière parole distincte. Il retomba sur sa couche, joignit les mains, pria et s'endormit dans un doux recueillement. »

Cette page, consacrée par Cosima à la mémoire de son père, se termine ainsi : « Les sons qu'il avait aimés jusqu'à l'adoration, les sons qu'avait créés son ami et son maître — il s'agit de Wagner — bercent encore son dernier sommeil, et tous les amis de l'art qui se pressent aux pèlerinages de Bayreuth apportent à Liszt, à la grande âme, l'hommage de leur profonde vénération. »

Albert Garreau.

La musique de Liszt

La musique de Liszt? cet extraordinaire pêle-mêle de bluff sincère et d'émotion, d'ordonnance théâtrale, de mélo et d'échappées foudroyantes sur l'âme, ce charroi à la fois des lacs lamartiniens, ou des crins-crins saouls des agents racoleurs de la Puzta, ce bariolage dont le fouillis ajoute, plus qu'à l'instrument encore, à la musique même une nouvelle dimension — et non point, celle-là, déviée vers les mondes de carton d'une tétralogie — comme on comprend qu'elle sème, tantôt une griserie enthousiaste, à quoi se prennent sans exception les virtuoses, — ceux-là savent seuls quelle force leur est livrée, et ils en usent, — tantôt une sainte révolte. Les uns et les autres ont raison. Cette musique est de ces choses — en un certain sens, on penserait, en bien plus grand, à Chabrier — qui ont, sur le terrain de l'art, une existence insolemment personnelle, un *format* exigible, celui-là aussi, de l'auditeur, une sorte d'énorme sans-gêne à prendre ou à laisser, qui fascine. On la voit diablement bien, cette musique, escrimer dans les fleurs à la pointe d'airs tziganes, on la voit draper des fines strates de cloches dans des soirs, basculer des frissons hugolesques dans des vallons d'Alpes croquemitaines, ou jeter les grands cris hétérogènes, déclamatoires et pathétiques à la fois, des sonates. La voit-on réaliser, fût-ce pour une basilique du pays tzigane, une Messe? Et pourtant, c'est là, authentiquement, que Liszt, après l'approche de la pochade pianistique, ou de l'oratorio sacré, devait venir. Il avait misé. Il fallait qu'il jouât le jeu jusqu'au bout. C'est sur

la Messe de Gran que, de toute son extase, il se devait de venir culminer.

On a dit, et redit, qu'il avait « rénové la musique sacrée ». Vite dit. N'aurait-il pas ajouté, plutôt, un bariolage à celui que tant de musiques ont drapé par-devant les plain-chants agonisants et gargouillants des chantres? Comment Liszt, si prudemment qu'on l'en défende, ne se serait-il pas jeté, sur ses données d'ambiance, dans la voie triomphale de l'erreur que venait d'offrir à la musique Beethoven?

Sans doute, à travers Jean-Jacques et Plutarque, Beethoven voyait son Dieu à travers trop de filtres. Il l'avait, en somme, reconstruit sur la donnée de la douleur. Il l'avait trouvé devant lui comme une inéluctable nécessité d'harmonie. Il était juste qu'il remontât, par à travers la liturgie, jusqu'à lui sur les données du pathétique humain. *Kyrie eleison*; *Dona nobis pacem* : il était là dans son tragique. Et pour cela, il déclamait, lâchait à travers l'Église les fanfares de la guerre, et charriait ingénument aux pieds de son Dieu tout ce qu'il avait rencontré d'horreur sur les chemins de la vie. L'imploration échevelée chevauchait, croyait-elle, fort au-delà, — et en réalité fort en deçà de la grande et digne moyenne liturgique, où les choses ont pris, avec le galbe des siècles, une sérénité, et se sont mises en place. Tel n'était pas Liszt. Sa piété était de meilleure coupe. Rien que d'avoir « son monde », il était protégé contre ces écarts. Le « Gloria » de Beethoven crépite : un peu beaucoup peut-être. Et en cela, il suit une pente un peu facile. Voyez le « Gloria » de Liszt : lucide, planant à ces hauteurs de tessiture et d'adoration transparente, où l'hosannah se fait comme la mélodie tranquille des mondes. Mais s'y insère tout l'éros de la créature. La ligne se fait italienne, s'incurve d'une incoercible volupté. Zebaoth est le grand dieu Pan qui s'ignore. A travers l'appel éthéré des anges nous palpons, tangible, l'attente d'amour d'Elsa rêvant à Lohengrin.

Et là, une prise est donnée au charnel, qui traversera cette messe d'étranges attitudes. Ainsi l'épisode « *et incarnatus* ». Qui l'attendrait, malgré l'angélisme, çà et là, des timbres, à ce point tragique, contrarié de dissonances ? Ici, une position métaphysique est donnée. Celle de Beethoven est claire. Il a souffert : mais la vie est bonne. Et il est bon que l'homme ait été fait Christ. L'*Et incarnatus* de Liszt est une attitude. Et ce n'est pas en vain que, par effluves, nous y retrouvons intact le prélude au IIIe Acte de Tristan. Sans doute, la dissonance devient pour le « crucifixus » un piédestal magnifique de pathétique, stylisé en une lancinante litanie de désespoir : ainsi un peuple se répète, de rang en rang, une épouvantable nouvelle. Mais qui ne sent qu'ici, émotion et théâtre, vérité et attitude, se tiennent étroitement par la main. Nous concassons — ainsi Beethoven — la liturgie, et lui brossons, phrase par phrase, des décors. Au « Gloria », Lohengrin, au « Credo », Tristan, à l' « Agnus », les filles du Rhin : tout un monde de sensibilité sous-jacente viendra nous rappeler qu'en dépit de tous les tacts, en dépit de toutes les intentions pures de l'extase, la résonance, la dimension, la limitation, le cadastrage de ce monde est autre. Que deux univers sont ici superposés, entre qui il n'y a pas unité de frisson, identité d'ordre et de mise en place des données. Et là-dessus ne trompera pas même la quinte finale. Voyez comme les voix de femmes, par exemple, s'emparent du chant, s'arrondissent en caresses là où elles tâtonnent vers l'extase, et donnent, à l'hymne redoutable, comme une sous-jacence de pamoison.

On pourra toujours dire, abusant une fois de plus d'un mot qui en a tant vu : une messe « franciscaine ». Mais c'est pour cela justement que l'œuvre est, quelques enfantillages agogiques mis à part, à ce point monolithe, émouvante et convaincante. Ici, Liszt nous livrait sa manière à lui d'unité. Ici, il trahissait sa façon à lui de convergence. Ici, il livrait tout nu ce Dieu caché qu'on

avait senti tant de fois à travers les bariolages de sa vie : tentant et agaçant, donné et refusé, omniprésent et insaisissable, et qu'au dernier moment, ayant tout re-pesé et re-pensé, l'homme au petit collet qui avait essayé toutes les extases, dessine en sa basilique de Gran, d'une main familière, sans terreur, sans remords.....

MARCEL BEAUFILS.

CHRONIQUE

M. Mauriac vient de publier sous le titre : *L'Éducation des Filles* un opuscule extrait de son livre : *Le Romancier et ses personnages.* C'est bien la première fois que, dans notre esprit, l'auteur de *Destins* et des *Anges noirs* se trouve rapproché du doux Fénelon... Je m'empresse d'ajouter, d'ailleurs, que ce petit livre est rien moins que didactique, et qu'à tout prendre il ne nous révèle pas grand'chose sur le problème de l'éducation des filles, ni sur celui de l'éducation en général. M. Mauriac est incapable de défendre un système sur quoi que ce soit; tout système est incompatible avec ce sens de l'individuel, de l'irremplaçable réalité qu'il manifeste dans toutes ses œuvres. A propos de la question de l'éducation des filles, il raconte quelques souvenirs de son enfance, se rapportant à des femmes qu'il a connues, à des existences manifestement tragiques ou mystérieusement obscures qu'il a côtoyées. Dans ces évocations de destinées féminines, il est aussi grand romancier et aussi artiste que dans ses romans. Une seule phrase, et toute une existence se dessine devant nous; une simple silhouette est profilée, et déjà il nous semble que nous voyons cette femme, que nous l'approchons, qu'elle nous a dit des paroles que nous n'oublierons pas.

Peut-être un tel livre est-il nécessaire pour nous permettre d'apprécier tout à fait les dons admirables de M. Mauriac. Dans un roman, nous pouvons penser que la force d'évocation de telle page, de telle phrase est due en partie au contexte, aux chapitres antérieurs, à l'atmosphère qu'ils ont déjà créée. Ici, au contraire, la force de ces petits paragraphes, séparés les uns des autres, ne naît que d'eux-mêmes; chacun d'eux, à lui seul, restitue la vie; l'art de M. Mauriac nous apparaît ainsi, dans ce bref écrit, avec une nudité inattendue qui ne l'en rend que plus étonnant et nous force à l'estimer davantage. Ce n'est sans doute pas ce qu'avait

cherché l'auteur de ces pages, et leur beauté est d'autant plus émouvante qu'elle est moins voulue.

La qualité, la force de ce qu'écrit M. Mauriac viennent surtout de ce style vibrant, déchirant qui n'appartient qu'à lui. C'est un instrument délicat qu'il manie avec une aisance toujours plus grande; je faisais remarquer, à propos des *Anges noirs*, comme l'art de M. Mauriac est au point, à tous égards; on verra que dans *L'Éducation des Filles*, qui est, chronologiquement, un peu antérieur aux *Anges noirs*, le style, qui est l'élément essentiel de cet art, comme, peut-être, de tout art, a une puissance d'expression plus grande que dans les œuvres précédentes de l'auteur.

Quand M. Mauriac s'élève des exemples concrets, des souvenirs aux idées générales, il ne jette peut-être pas une lumière très nouvelle sur les problèmes qu'il aborde, mais il en parle avec une passion, un accent qui n'appartiennent qu'à lui; ce n'est pas un auteur qui risque une promenade désintéressée vers ces terres trop souvent visitées; c'est un homme, le plus sensible qui soit, et il ne dit jamais rien qui ne soit tout frémissant. Qu'on lise par exemple les passages où M. Mauriac fait allusion à la muflerie masculine (pp. 30, 31; p. 50), ou à la prédominance du paraître sur l'être dans l'éducation (p. 62). On sentira comme rien pour lui n'est abstrait, froid, sans résonances profondes. Il est très important de constater à quel point quelques-uns des plus grands écrivains catholiques de ce temps (un Claudel, un Bernanos, un Mauriac) sont toujours, quoi qu'ils écrivent, reliés au charnel, au sens que Péguy donnait à ce terme.

Ce tout petit livre, qui, décidément, nous apprend beaucoup sur son auteur, se termine par des lignes qu'il ne faut pas manquer de remarquer. On a parfois reproché à M. Mauriac de ne pas aimer la vie. *L'Éducation des Filles*, qui est l'œuvre d'un romancier, mais aussi celle d'un père de famille, s'achève sur un acte d'amour et de foi dans la vie. « Les enfants nous enracinent profondément; ils nous font vivre tout près de la terre... »; et M. Mauriac conclut sur ce vers de Claudel : « Celui-là ne hait point la vie qui l'a donnée. » Ceux qui voudront rouvrir le procès de la haine de la vie dans l'œuvre de Mauriac devront verser cette importante pièce au débat.

En dépit du titre de son dernier livre, M. Mauriac reste plus près de Pascal que de Fénelon, et je reste dans son climat en vous signalant le dernier volume de la *Bibliothèque de la Pléiade.* L'éloge de cette collection n'est plus à faire — mais le Pascal est au-dessus de tout éloge. En un seul volume, de format commode, et admirablement présenté, comme tous les volumes de la *Pléiade*, nous possédons maintenant toutes les œuvres de Pascal, non seulement les œuvres littéraires, mais les œuvres scientifiques qui sont indispensables à la pleine compréhension de sa pensée et qu'on ne trouvait généralement que dans de coûteuses éditions de bibliothèques. M. Jacques Chevalier y donne les *Pensées* dans l'ordre qu'il leur avait déjà assigné dans l'édition qu'il en avait donnée il y a quelques années, et qui se rapproche très étroitement de celui qu'indique Gilberte Périer. Le classement des diverses œuvres de Pascal, les renseignements biographiques, le résumé des œuvres scientifiques qui ne sont pas publiées *in extenso*, tout est admirable dans ce livre qui est un des plus précieux qui aient paru depuis longtemps, et dont on ne saurait trop remercier M. Jacques Chevalier.

J'avoue qu'arrivé vers la cinquantième page du roman de M. Éric de Haulleville, *Le Voyage aux Iles Galapagos*, j'avais fermé le livre, me sentant incapable d'avancer davantage dans la lecture d'une œuvre qui ne me paraissait qu'agaçante. L'ayant repris, je me suis laissé conquérir par lui, et j'ai goûté le plus grand plaisir à l'achever. Je demande donc aux lecteurs éventuels de M. de Haulleville de ne pas se laisser déconcerter par tout ce qu'il y a d'artificiel et d'apparemment gratuit dans son livre; il faut quelque courage pour surmonter un premier mouvement de gêne et pour découvrir le charme de ce roman.

Charme qui vient surtout, à mon sens, de l'ambiguïté foncière du livre. L'auteur a bien prétendu nous dévoiler à demi ses prétentions dans un *Avant-lire*, mais cet avertisse-

ment n'est pas très clair, et je ne suis pas sûr qu'il ne soit pas là, en dernière analyse, pour brouiller définitivement les pistes. Nous pouvons en retenir cependant que « l'inventeur de ce roman se moque de la chevalerie moderne. Il couvre de ce nom tout un ensemble de thèmes exploités avec plus ou moins de sincérité et de bonheur : le thème des îles, celui de l'évasion, du mystère, du rêve, de l'inconscient, de la création des langages artificiels, et d'autres, qui ont tous trouvé dans le surréalisme leur expression la plus éloquente ». Sans s'attarder à ce qu'il y a de sommaire dans cette vue de la « chevalerie moderne », on doit reconnaître que l'élément satirique est ici très divertissant. Et il l'est dans la mesure où — chose difficile — il est plus voilé. A vrai dire, on serait bien en peine de reconnaître sûrement les défauts de la « chevalerie moderne » dans chacun des chapitres du *Voyage aux Iles Galapagos*, même dans le chapitre v, que l'auteur nous désigne spécialement; mais toutes les aventures du roman sont confusément imprégnées de l'esprit que M. de Haulleville déclare avoir voulu moquer; on se trouve ainsi non en présence d'allusions précises aux thèmes que l'avant-lire énumère, mais en face d'une espèce d'allusion continue et très discrète qui est d'un effet très habile.

Habile, M. de Haulleville s'est montré tel en installant sa satire au sein même de ce qu'il raille. D'illustres auteurs satiriques ont transposé les thèmes auxquels ils s'attaquaient; ainsi ont fait Swift ou Daniel De Foë; d'où la nécessité de marquer parfois lourdement la correspondance entre ces thèmes et les chapitres de leurs livres qui en traitaient. M. de Haulleville, au contraire, s'installe aux îles pour railler le thème des îles, en plein inconscient pour railler le culte de l'inconscient... Cela, d'ailleurs, finit par paraître presque trop intelligent.

Le danger était que l'auteur, se prenant au jeu, finît par donner au lecteur des armes contre son propre livre. Je ne suis pas sûr qu'il n'y ait succombé. Il y a beaucoup de littérature, au sens péjoratif du mot, dans ce roman. *Le Voyage aux Iles Galapagos* n'est pas sans évoquer parfois le *Voyage d'Urien*, un des premiers livres de M. Gide — livre exquis par certains côtés, mais pourri de littérature aussi, et d'une littérature qui, aujourd'hui, date terriblement. Il est assez grave pour un roman paraissant en 1936 de faire son-

ger à une des œuvres les plus typiques de l'époque 1895... Mais, après tout, ce n'est peut-être, de la part de M. de Haulleville, qu'une habileté suprême d'avoir retourné contre lui-même la pointe qu'il dirigeait contre la « chevalerie moderne ».

D'ailleurs ce livre a sans doute un autre sens que purement satirique. Cervantès, après avoir publié *Don Quichotte*, écrivit un roman de chevalerie. Ici, confondant les deux temps de la thèse et de l'antithèse, M. de Haulleville nous dit que « l'auteur se moque de la chevalerie moderne... Il aurait cependant voulu que son œuvre fut le plus beau roman de cette chevalerie ». Il est certain que *Le Voyage aux Iles Galapagos* a une valeur d'affirmation. Le thème de l'insuffisance de l'amour qui apparaît au chapitre x, celui de l'inquiétude spirituelle symbolisée par les interventions de la mystérieuse Doride, celui de la recherche vaine, mais éperdue (cf. p. 133), paraissent particulièrement chers à M. de Haulleville. Mais, ici encore, l'auteur n'a peut-être voulu que se moquer. Je le répète, ce livre vaut d'abord dans la mesure où il déroute — et il déroute si bien que lorsque nous lisons (p. 204) l'expression « 71° de longitude nord », nous ne savons si c'est là une faute d'impression ou une plaisanterie de l'auteur désireux de nous dérouter sur le plan géographique comme sur les autres.

Au dernier chapitre, d'allure didactique (nouvelle et ultime tentative de déroutement), M. de Haulleville nous dit que les îles Galapagos « sont abandonnées à qui veut les parer d'un manteau aussi coloré et changeant que le ciel lorsque le soleil le quitte... ». M. de Haulleville s'est peut-être amusé à les parer de ce manteau pour le seul plaisir qu'il en retirait lui-même, ou pour se moquer vraiment de beaucoup de choses, ou pour se moquer tout simplement de ses lecteurs... Toutes les interprétations de ce livre sont possibles. C'est pourquoi il me paraît un des plus agréables que l'on puisse lire en ce moment.

Je souhaite que, durant ces mois d'été, beaucoup de lecteurs emportent avec eux *La Volée* de M. Edmond Buchet. C'est un roman qu'il faut lire en vacances; il a un goût de vacances et de grand air qui me l'a rendu très sympathique.

Quatre écoliers de Genève, unis par ces liens d'amitié qui se nouent au cours de l'enfance et que la vie, ensuite, ne peut jamais rompre, ont fondé le Roule-Ta-Bosse-Club. « Son but... : partir, découvrir, rouler sa bosse à travers mille aventures, tout connaître, tout oser, courir chaque jour de mortels dangers, en un mot : vivre. » Les aventures et les dangers mortels se bornent à une randonnée à bicyclette de Genève à Schaffouse. Tous ceux qui aiment la Suisse liront avec plaisir le récit à demi-plaisant, à demi-épique de cette héroïque promenade. Ceux qui aiment la Suisse, et aussi ceux qui aiment la campagne, le grand air et la fatigue musculaire.

Après cette randonnée, les quatre amis sont assez vite séparés par l'existence. L'auteur nous fait assister à la première expérience sentimentale de l'un d'eux, Esprit, expérience qui se termine très tristement par la mort de la jeune fille; mais l'amitié qui unit Esprit à ses camarades, disséminés dans le monde, lui rend un peu de force et d'espoir.

Je ne voudrais pas, d'ailleurs, avoir l'air d'exagérer la valeur littéraire de ce roman parce qu'il m'a charmé pendant deux heures. *La Volée* est un roman agréable, mais on n'y sent pas assez la marque d'un artiste. C'est un livre linéaire, sans arrière-plan. Qu'on le rapproche, je ne dis pas du *Grand Meaulnes*, mais, par exemple, des beaux livres de M. Valery Larbaud qui s'apellent *Fermina Marquez* et *Enfantines*, et l'on saisira ce qui sépare ce récit charmant d'un vrai roman sur l'enfance. Mais *La Volée* est un livre pour les vacances, et M. Buchet ne s'est sans doute lui-même proposé en l'écrivant qu'un divertissement de vacances; tel quel, son roman a assez de charme pour que nous ne nous montrions pas trop sévères à son endroit.

Christian Ducasse.

Joseph de Pesquidoux

Chef de terres

« Je n'ai pris la plume que pour défendre une cause menacée, disait-il. Je ne suis écrivain que par accident... » N'est-ce pas ainsi qu'on l'est grandement ? Sur tout ce qui est voulu, cherché, pèse une disgrâce. Ce qui vaut, vraiment, c'est ce qui est obtenu comme par surcroît.

Je revois Joseph de Pesquidoux dans une ville d'eaux de Limagne, une station thermale, aussi riche en couleurs que les savantes plates-bandes de ses parcs, aux courbes allées de pouzzolane pourpre. Ces éclats, cette richesse diaprée qui garde des fraîcheurs de nature, eh bien ! cela faisait derrière lui un fond comparable à son œuvre. Il était là, bien droit, avec je ne sais quel éveil heureux, quelle noble largeur, quel sens secret de l'attention et de la décision qui sentaient le maître de domaine ; vermeil et argenté enfin, tel qu'un arbre d'un beau jet, bien donné aux vents et aux rayons cramoisis que de l'horizon lui envoie le soleil. L'Académie a bien agi en l'appelant à elle. Jamais écrivain n'a eu plus de droit à porter un habit brodé de verts feuillages.

Un chef de terres, ainsi, ce jour-là, se définissait lui-même Joseph de Pesquidoux. De fait, s'il a pris la plume, c'est pour retracer les fastes de la vie terrienne. Et il lui a paru qu'il n'avait pas à poétiser ces choses, mais plutôt à les mettre dans un grand jour, sous la lumière qui les ferait transparaître jusque dans leur détail, jusque dans leur vie secrète, comme une feuille dont on voit sur le bleu de l'air chaque nervure et le vert de la sève.

Ses livres s'apparentent à ces antiques traités sur les plantes, les oiseaux, les bêtes, qu'on appelait plantaire, volucraire, bestiaire. Ils traitent encore des jeux et des coutumes, des travaux et des métiers; des produits de la terre,

aussi, avec ces particularités que savent seuls les paysans. De quoi s'agit-il ici ? D'introduire à la vie rustique en Armagnac.

Tantôt par l'avenue bordée de chênes, tantôt par le sentier de coudre et de chèvrefeuille, ils nous mettent au cœur d'un domaine gascon. Et là ils montrent comment le terrien prend puissance sur les choses, et, les pliant à son usage, organise l'économie de son monde. *Sur la Glèbe*, les deux séries de *Chez Nous* et les deux *Livres de Raison* pourraient porter en sous-titre *Connaissance du monde rural.* Toutes ces pages ne sont-elles pas d'abord un monnayage du grand trésor populaire, de la science non écrite amassée et transmise par le laboureur, le berger, le chasseur, les gens de métier ? Les notions paysannes, quand il est parlé du renard, des abeilles, du lin, par exemple, retrouvent un corps ici. Le miracle, c'est que Joseph de Pesquidoux rend la vie à ce qui pouvait paraître si vieux, si desséché qu'on n'y voyait plus que du pittoresque. Il reprend tout à l'état naissant.

Connaissance tout humaine, pour l'homme, en regard de l'homme. De là son extrême intérêt. En traitant des travaux, des chasses, de la façon dont l'*homo faber* plie à son usage le minéral, le végétal et l'animal, il fait courir de curieuses lueurs et sur l'esprit humain et sur l'ordre même des choses. Dans la manière dont il approche et saisit son objet, il y a une considération, une amitié, un vitalisme, qui semblent retrouvés des primitifs.

La poésie de ces fortes géorgiques ne naît-elle pas d'un mariage entre le naturel et le mystérieux ? Il est entre le ciel et la terre, dans l'animal et le végétal, plus d'esprits cachés, de vertus secrètes que notre philosophie ne le pense. Ces gens « purs et mundes », qu'Olivier de Serres voulait être « seuls employés au sacro-saint exercice d'Agriculture », ceux qui, vivant au milieu des choses naturelles, gardent le sens subtil des correspondances, ceux-là le savent encore aujourd'hui.

Dans le monde terrien, Joseph de Pesquidoux découvre toute une vie secrète, celle des espèces, des semences, des sèves. Les plantes vivent. Chaque espèce de blé, de vigne a ses vertus et ses humeurs, comme ses défauts et ses manques. Des êtres vivants, en vérité, dont les croisements ont des résultats imprévisibles. Les hybrides apparaissent avec

une sorte de personnalité, on peut même dire d'esprit propre. Voilà qu'une science nouvelle, la génétique, justifie presque le vieil animisme paysan.

Le dessein de Joseph de Pesquidoux voulait de la ferveur et un peu de ce sens naturel qui, à l'aube des temps, faisait du même homme le sorcier, l'agriculteur et le poète. Une sorte de devin possédant ce don de sympathie dont a parlé assez exactement George Sand, et qui permettait à la petite Fadette de deviner les vertus des simples. C'est ainsi qu'une connaissance des champs peut ouvrir à l'imagination de curieuses provinces, voire permettre de réinventer bien des choses. Ces écrits font entrevoir qu'à pénétrer plus avant dans certains règnes, dont la littérature s'est peu souciée, on surprendrait peut-être la vie par de nouveaux sentiers. Et ce n'est pas un petit mérite de montrer qu'une promenade dans le monde des animaux, des plantes, des choses brutes même, peut donner à l'esprit des plaisirs aussi profonds qu'une promenade dans le monde des pensées ou des sentiments. Après tant de littérature logique et psychologique, n'est-on pas tout porté à s'occuper des faits sans explication, des points étranges, du travail intérieur que l'analyse n'éclaire pas ? Bref, deviné par sympathie, mais non démêlé, du mystère de cet empire obscur qui va de la motte et du caillou à l'intelligence humaine.

La vie des champs reste celle où l'homme peut le mieux mettre en œuvre et son esprit et son corps, toute son ingéniosité et toute son activité. Celle où il peut le mieux s'accomplir. L'industrie, au bout de son formidable effort, n'est qu'une partie de la civilisation terrienne. Qu'elle le détourne des champs plus encore, et il le paiera cher.

Ainsi, ce mot de civilisation, c'est peut-être au sortir de la lecture de Joseph de Pesquidoux qu'on le comprend tout à fait : l'homme aménageant la terre, appropriant toutes les ressources à ses besoins, les transformant, les pliant par astuce, tout en lui obéissant. Par le ménage des champs il se libère. Il se redresse alors, et peut, ayant appris la précision et l'amitié, avancer vers la connaissance, vers Dieu. L'œuvre de Joseph de Pesquidoux apparaît comme un magnifique chant de confiance dans l'homme. On exagérerait difficilement son importance. Il peut amener une renaissance terrienne. Il suffirait qu'au jour de sa chance un enfant de génie, notre Sully futur, la lut dans le grenier de

quelque vieux domaine, devant les cimes d'arbres et les nuages enroulés aux montagnes.

... La route allait, de tournant en tournant, échancrant des roches roses et compactes, chaudes au soleil sous les taillis de chênes. La vue s'étendait sur une merveilleuse terre bleue, aménagée selon ses conditions, ici en vignobles et en pièces de blé, là en vergers, en prairies, puis en bois et en pâturages : immenses, jusqu'à l'immense remblai des monts courant dans les lointains sous le bleu de la nue. On arrivait à une esplanade d'herbe grillée, et là se levait le château de Chazeron. Au bout de deux longues ailes, quelle organisation de tours, d'escaliers, de corps de logis, échafaudés contre le donjon massif. « Tant de pierres ! » murmurait avec un amusement admiratif le gentilhomme gascon venu d'un pays de briques. Mais il n'aimait pas qu'un tel château fût aujourd'hui sans terres domaniales, déchu de sa mission de chef, qui est d'étendre et d'élever la vie.

Chef de terres ! C'est le chef de terres ici qui fait l'écrivain et qui donne leur poids à ces livres. On sentait cela, de ce terre-plein en altitude, entre les puissantes campagnes et le château qui n'est plus qu'une romantique demeure de luxe. Et dans le grand air de l'été on donnait tout son sens à cette devise des Pesquidoux, qui prirent pour loi de chercher les choses les plus hautes : *Altissima quaerunt.*

HENRI POURRAT.

A TRAVERS LES REVUES

Albert Thibaudet

La **Nouvelle Revue Française** publie un Hommage à la mémoire du grand critique, son collaborateur depuis 1912. Hommage stimulant. C'est plaisir de voir l'auteur du *bergsonisme* présenté par Bergson lui-même, avec cette générosité délicate qui le caractérise :

Des gens qui ne le connaissaient que par ses écrits s'étonnaient à la première rencontre de se trouver devant un homme si pesant, aux allures paysannes, qui évidemment aimait et accentuait sa paysannerie. Était-ce là cet esprit si souple et si fin, d'une tournure si élégante, incapable de rien penser qui ne fût la distinction même ? Mais oui; et, sans le poids qui tendait à les ramener vers la terre, tant de belles facultés auraient risqué de travailler trop haut au-dessus du réel, dans une atmosphère raréfiée. On a beaucoup parlé — et il n'en était pas fâché — de son goût pour le bon vin et la bonne chère, comme aussi de ce bon accent bourguignon dont il n'aurait certes pas voulu se défaire. Mais tout cela lui donnait, quand il parlait ou écrivait, une bonhomie sans laquelle, plus autoritaire peut-être, il aurait eu moins d'autorité. Bref, ç'eût été dommage que son corps ressemblât à son esprit au lieu d'en être complémentaire. De Thibaudet tout entier nous pensions : *Sit ut est aut non sit.*

Et d'affirmer que sans lui, Bergson, la pensée et l'œuvre de Thibaudet n'eût pas été différente. Harmonie préétablie, suggère-t-il. Il est permis de penser, en effet, qu'en Bergson la critique littéraire comme genre a trouvé sa justification et sa fin : coïncider avec la vie, il est indéniable que vers là tend toute critique souveraine. Bremond, lui aussi, auquel naguère Thibaudet consacra de si belles pages, avait compris l'importance de cette doctrine pour un approfondissement du spirituel dans l'homme.

Qu'était-ce que Thibaudet ? Il refusait le titre d'homme de lettres (qui cependant, au cours de la guerre, lui avait valu de la part d'un adjudant facétieux ou ignare les fonctions de vaguemestre). Il le méritait pourtant, et la bibliographie de ses œuvres est l'histoire de sa vie. Il débute par un

curieux mythe dramatique, *le Cygne rouge* ; s'initie parallèlement à l'humanisme hellénique et la tentative mallarméenne, considère un monde intellectuel régi par Maurras, Barrès et Bergson, fait la guerre avec Thucydide, puis, dans la dernière période de sa vie, poursuit son immense exploration dans le Royaume, qui lui apparaît de plus en plus sien, des grands analystes français : Montaigne, Stendhal, Amiel, Flaubert.

Il lui est arrivé de dire : J'ai le cœur pauvre, ce qui n'est peut-être pas aussi vrai qu'il le pensait, la tentation d'un égoïsme avoué jouant chez l'intellectuel le rôle d'un des plus dangereux pivots. Plus justement sans doute se jugeait-il ainsi : « Il lui manquait cette part de goût qui est la netteté dans le choix, ce vouloir qui juge, décide, exclut. » Plus profondément que sur le plan littéraire, il y a des choix qui sont vie. Philosophe, si pour philosopher il n'est que de repenser le monde et l'homme, Thibaudet ne le fut pas jusqu'à se poser certaines questions qui engagent et l'œuvre et l'homme, qui sont déjà des choix, et que son maître Bergson s'est posées. Il est mort dans la religion catholique, dans laquelle il avait été baptisé, et contre laquelle il n'avait jamais parlé, mais de laquelle il n'avait pas vécu.

H. B.

Le discours de Georges Duhamel

Notre collaborateur Jacques Madaule a salué ici même la réception de Georges Duhamel sous la coupole; nous ne voudrions pas laisser passer cet événement sans souligner — oh ! très brièvement — quelques passages de ce magnifique discours où l'auteur des Pasquiers a su parler de notre foi en termes qui ne peuvent pas ne pas nous toucher.

D'abord au sujet de René Bazin :

René Bazin fut l'homme d'une doctrine religieuse. Cette doctrine répond à tous les besoins. Elle contient une métaphysique, une morale et même une politique. Elle est stricte et cohérente. Elle donne réponse aux interrogations les plus hardies. Elle aide à vivre et à mourir. Elle est éprouvée depuis des siècles. Vraiment, celui qui s'est éloigné de cette doctrine peut encore la considérer avec étonnement et respect.

et, citant François Mauriac :

La leçon de René Bazin, devons-nous la chercher dans une foi que nous savons, dès le principe, inimitable ? François Mauriac écrivait naguère : « Un romancier chrétien dont la vie n'est que noblesse, sagesse et pureté, — comme apparaît à tous les yeux celle de M. René Bazin — transpose aisément au dehors de lui cette victoire que la Grâce ne cesse de remporter en lui. » Et je lis encore, feuilletant les mêmes pages exquises : « La Grâce, cela aussi, cela surtout est le réel, cela surtout fait partie de notre expérience habituelle, quotidienne. » Or, cette Grâce, que nous trouvons ici ornée d'une ardente majuscule, cette Grâce que l'on peut requérir chaque minute de toute une vie et ne recevoir jamais, qui donc oserait en tirer leçon ?

Plus loin encore, à propos de l'œuvre de Lenôtre, et de la Révolution française, comparant l'homme collectif et l'homme individuel :

Je veux croire qu'un jour futur, les naturalistes distingueront, dans l'espèce humaine, deux êtres aussi profondément différents par les caractères, les réactions et les ouvrages, que peuvent l'être deux animaux n'appartenant pas au même embranchement. Le premier de ces êtres est l'homme individuel, et l'autre est l'homme collectif. Du premier, l'homme seul, l'homme individuel, nous savons qu'il est capable de toutes les fautes et de tous les excès, et pourtant nous trouvons en lui nos meilleures et même, il faut le dire, nos seules raisons d'espoir. Il est imparfait, mais perfectible. Il l'a prouvé mille fois. Il le prouve chaque jour sous nos yeux, autour de nous, osons même dire en nous. Il se distingue des animaux, non seulement par la raison, par cet instrument extraordinaire qui nous semble, dans la nature, une exception parce que nous ne savons peut-être pas en trouver les analogues, non seulement, dis-je, par la raison, mais encore et surtout par des vertus insignes. Ces vertus, que certaines de nos bêtes domestiques apprennent parfois à copier, sont l'esprit de sacrifice, la clémence, l'abnégation, le renoncement. Cet homme individuel a donné, donne et donnera toujours les maîtres, les sages, les saints. Il faut être tombé dans une disgrâce très profonde pour penser que les sages et les saints n'existent pas. Le pessimisme même nous détourne d'ailleurs de cette suprême amertume. En effet, si la nature ne produisait que des êtres impurs, elle serait en ce sens parfaite, et nous savons qu'elle ne l'est point. Les sages et les saints sont les radieuses imperfections de cette nature incohérente. Nous croyons à l'existence des saints, nous ne pouvons pas ne pas croire aux saints, et si notre vie n'est pas honteusement misérable, c'est à raison de cette salutaire croyance.

Le Gérant : E. Aubin. Imp. E. Aubin et Fils. — Ligugé (Vienne)